



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



MERCREDI 19 AVRIL 2023

HI HA : Ce qui est appelé « intelligence artificielle » n'a d'intelligence que le nom. L'IA possède zéro intelligence. Ce n'est qu'un nom publicitaire pour des fins de marketing.

- ▶ **L'élimination de la raison** (Jeff Thomas) p.2
- ▶ **L'électricité stable : Un long et lent adieu** (The Honest Sorcerer) p.4
- ▶ **Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXII** (Steve Bull) p.8
- ▶ **Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXI** (Steve Bull) p.9
- ▶ **Cessez d'être anxieux, ça sert à rien. Nous ne sauverons JAMAIS le climat !** (Charles Sannat) p.12
- ▶ **Une nouvelle offrande de la part de nos maîtres de la technologie : Une solution au changement climatique sans sacrifice** (Kurt Cobb) p.14
- ▶ **À un pas de la bibliothèque de Babel : comment la science devient un bruit aléatoire** (Ugo Bardi) p.
- ▶ **S'échapper de l'Overshoot : Extrait** p.26
- ▶ **L'OPEP arrivera-t-elle à imposer sa volonté** (Laurent Horvath) p.29
- ▶ **L'énergie dans la prospective de très long terme** (Greg De Temmerman) p.31
- ▶ **En bref : Un printemps difficile en perspective. Le point d'arrivée du train de l'euro-dosh** (Tim Watkins) p.34
- ▶ **La futilité de la protestation américaine** (Dmitry Orlov) p.37
- ▶ **Comment se passe la guerre ?** (James Howard Kunstler) p.41
- ▶ **Crise climatique : « Si on ne fait rien aujourd'hui, alors c'est une guerre mondiale généralisée qui nous attend dans 50 ans »** p.43
- ▶ **Les États-Unis envisagent d'imposer des coupures d'eau du fleuve Colorado aux États occidentaux** p.45
- ▶ **(VIDÉO) CE QUI SE CACHE DERRIÈRE LE FONCTIONNEMENT DE chatGPT** (David Louapre) p.46
- ▶ **La gouvernance par l'intelligence artificielle : La tyrannie ultime sans obligation de rendre des comptes** (Brandon Smith) p.47
- ▶ **Tout savoir sur la famine et même plus** (Biosphere) p.50
- ▶ **Le Russie développe le missile balistique anti-navire « Zmeevik », décrit comme étant un « tueur » de porte-avions** p.56
- ▶ **Les banques ont versé 673 milliards de dollars aux producteurs d'énergies fossiles** (Charles Sannat) p.57

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Ces 8 cygnes noirs qui ont provoqué les plus fortes baisses des bourses mondiales** (C. Sannat) p.58
- ▶ **Pour le grand-gourou Warren Buffett : Les faillites bancaires ne sont pas terminées** (C. Sannat) p.64
- ▶ **Le monde est sur le point de changer en profondeur** (Byron King) p.65
- ▶ **La nouvelle monnaie numérique du FMI** (Philippe Béchade) p.69
- ▶ **Le prix de l'inflation** (Bruno Bertez) p.72
- ▶ **Et si le socialisme fonctionnait ?** (Brian Maher) p.73
- ▶ **Cette Bud n'est pas pour vous** (Jeffrey Tucker) p.77
- ▶ **Les jeux de guerre prennent vie** (Jim Rickards) p.81
- ▶ **Le capitalisme du goulag** (Bill Bonner) p.84
- ▶ **Sur les oiseaux et les abeilles** (Bill Bonner) p.86
- ▶ **L'empire de la décadence** (Bill Bonner) p.91

par Jeff Thomas 17 avril 2023



« **La guerre** n'était pas l'affaire des peuples ; elle ne concernait que les dirigeants. Les citoyens détestaient la guerre, qui leur apportait des malheurs et les accablait d'impôts et de contributions ».

Cependant, à l'époque moderne, les propagandistes sont devenus beaucoup plus sophistiqués. Examinons-en quelques-uns.

Adolf Hitler a dit,

« *Faites un gros mensonge, faites-le simple, continuez à le dire, et ils finiront par le croire.* »

Vladimir Lénine croyait fermement à l'idée que,

« *L'art de tout propagandiste et agitateur consiste à trouver les meilleurs moyens d'influencer un public donné, en présentant une vérité précise, de manière à la rendre la plus convaincante, la plus facile à assimiler, la plus graphique et la plus impressionnante.* »

Les partis politiques et la télévision sont deux des plus grandes inventions qui ont permis de rendre la propagande facile à vendre. À l'époque des rois, il était courant de haïr le roi et de vouloir sa perte, mais avec les partis politiques, il est possible de faire en sorte que la moitié des gens haïssent un parti et que l'autre moitié haïsse l'autre parti. Il suffit alors de faire en sorte que chaque parti ait à peu près le même pouvoir apparent pour que le peuple concentre toute son attention sur la haine du parti adverse et ne remarque pas ceux qui tirent les ficelles à parts égales pour les deux partis. Les rois restent ainsi les rois pour toujours, tout en restant invisibles. L'idée n'est pas de vaincre la colère du peuple, mais de la réorienter. Comme le disait **Friedrich Hayek**,

« *Le propagandiste habile a alors le pouvoir de modeler leur esprit dans la direction qu'il choisit, et même les personnes les plus intelligentes et les plus indépendantes ne peuvent échapper entièrement à cette influence si elles sont longtemps isolées de toutes les autres sources d'information* ».

Cette dernière phrase est essentielle. Dans le monde d'aujourd'hui, nous possédons l'outil de propagande le plus important qui ait jamais été inventé : **la télévision**. Grâce à ce média, nous pouvons créer un problème majeur à partir d'un incident mineur, créer deux points de vue opposés, chacun conçu pour attirer l'un ou l'autre groupe, puis répéter la propagande sans cesse jusqu'à ce que les gens se soient complètement polarisés sur la question. De cette manière, nous pouvons commencer par un incident mineur, comme celui de Ferguson, dans le Missouri, en 2014. Faites en sorte qu'un groupe d'experts déclare sans équivoque que le problème vient de la police caucasienne raciste, tout en présentant un autre groupe d'experts qui proclame avec autant de véhémence que le problème vient des Noirs sans foi ni loi. Puis, comme le dit le Frère Adolf, répétez le message à l'infini – dans ce cas, aux informations sept jours sur sept, du matin au soir, pendant plus de six mois.

Mission accomplie. Le groupe conservateur a redoublé de conviction quant à la nécessité d'un État policier accru, tandis que le groupe libéral s'est retranché dans sa perception de la lutte des classes et de la nécessité d'un collectivisme accru pour combattre cette lutte des classes.

Une fois que cette question est réglée, elle peut disparaître complètement de la télévision et être remplacée par une nouvelle question.

Comme nous l'avons dit plus haut, en créant ce moyen de propagande, nous avons d'abord créé la question dans l'esprit des gens, puis nous leur avons donné deux réponses opposées – l'une conçue pour plaire à ceux qui sont par nature **conservateurs** et l'autre à ceux qui sont par nature **libéraux**. Si nous faisons bien notre travail, les groupes deviendront si aveuglément polarisés qu'aucun rassemblement social, tel qu'un dîner, ne contiendra à la fois des invités libéraux et conservateurs, ou alors ce sera un désastre.

Tous les libéraux seront unifiés dans leur pensée, tout comme tous les conservateurs. Bien entendu, les libertariens seront vilipendés par les deux autres groupes, car ils représentent une troisième alternative. (Le succès de l'endoctrinement d'un peuple et de la destruction de sa capacité à raisonner peut être mesuré par la véhémence avec laquelle il **rejette un troisième choix** de raison).

Cependant, la raison doit être bloquée en permanence, sinon elle risque de revenir avec le temps. Dès 600 ans avant Jésus-Christ, Lao Tseu l'avait compris :

« L'eau la plus boueuse s'éclaircit à mesure qu'elle se calme ».

D'où l'importance de la répétition à l'infini du message. En tant que fait divers, Ferguson méritait une mention mineure, peut-être une fois par semaine. Mais en suspendant l'issue de l'affaire (l'inculpation ou non du policier), le feu de la rhétorique pouvait être alimenté jour après jour, pendant des mois. Lorsqu'il n'y a plus d'utilité, il est temps de créer un nouvel événement. Bien sûr, une fusillade tous les six mois dans une population de 320 000 000 d'habitants est un incident mineur, mais en bombardant continuellement le cerveau du téléspectateur avec la même rhétorique, deux événements de ce type par an ressembleraient à une épidémie.

Une fois que nous avons atteint ce niveau de contrôle de la pensée, il est possible de proposer des candidats totalement inacceptables à des fonctions publiques et de les faire élire. Tout ce qu'il faut, c'est qu'ils répètent la même rhétorique que celle dont les gens sont devenus dépendants pour remplacer la raison.

Qu'il s'agisse de la Russie communiste, de l'Allemagne nazie ou de l'Amérique fasciste, une fois que le peuple a été conditionné avec succès pour permettre à Big Brother de dicter sa pensée, l'étape suivante a toujours été le régime totalitaire.

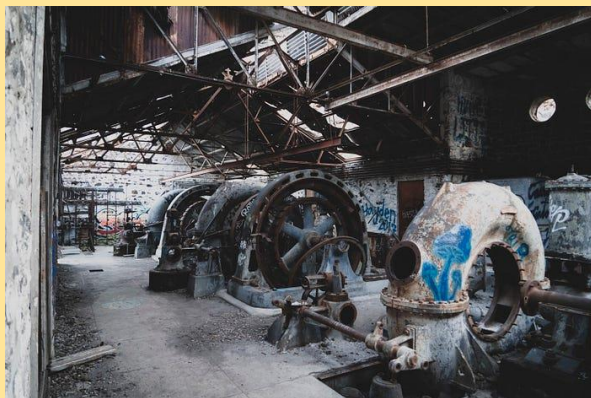
▲ [RETOUR](#) ▲

L'électricité stable : Un long et lent adieu

The Honest Sorcerer 17 avril 2023



Jean-Pierre : comment saurons-nous que notre civilisation industrielle touche à sa fin ? Quand il n'y aura plus d'électricité.



La pénurie d'électricité menace le Manœuvrer et l'Europe, et plus tard le reste du monde développé. Les coupures de courant deviendront monnaie courante, et vous n'aurez de l'électricité que quelques heures par jour, comme dans les pays dont la situation économique est moins favorable. Mais ce ne sera probablement pas cet été, peut-être pas l'année prochaine, peut-être même pas l'année suivante. La perte d'un réseau électrique stable est un processus lent qui ira de pair avec le long déclin des combustibles fossiles.

Bien que la plupart des gens, qui se sont habitués à recevoir une alimentation électrique stable de la prise murale magique, n'y voient pas un danger immédiat, la stabilité du réseau dépend de la disponibilité de centrales électriques à combustibles fossiles (principalement au gaz naturel) prêtes à combler les lacunes pendant les heures de pointe de la consommation. Contrairement à la pensée magique qui se répand sur tous les canaux, nous ne

disposons pas de l'infrastructure nécessaire pour passer à un réseau alimenté uniquement par de l'électricité « renouvelable ». Comme l'a souligné l'écologiste **William E. Rees** :

Les États-Unis consomment environ 4 000 térawattheures d'électricité par an, soit 563 fois la capacité de stockage des batteries existantes...

*Une année entière de production de **batteries** par la Gigafactory, d'une valeur de plusieurs milliards, ne pourrait stocker que trois minutes de la demande annuelle d'électricité aux États-Unis...*

Stocker seulement 24 heures de production d'électricité américaine dans des batteries au lithium coûterait donc 11,9 trillions de dollars, occuperait 345 miles carrés et pèserait 74 millions de tonnes...

... et il faudrait 10 ans à 48 Gigafactories de la taille du Nevada pour produire les cellules des batteries... Pour stocker l'électricité d'une seule journée. Un jour, et non des mois, pour couvrir l'écart entre l'offre et la demande en hiver. Tout cela aurait un coût écologique énorme ainsi qu'un coût en ressources (lithium, cobalt, nickel, cuivre et les flux de déchets toxiques qui en résultent). Sans parler du fait que nous ne disposons tout simplement pas de ces ressources ni de la capacité minière nécessaire pour les obtenir (si nous les trouvons).

Il faut maintenant tenir compte de facteurs tels que la saisonnalité (le soleil brille beaucoup moins en hiver et le ciel est couvert de nuages beaucoup plus souvent qu'en été), la décharge des batteries (qui est beaucoup plus rapide pendant les mois froids), le vieillissement et la nécessité de les remplacer tous les 4 ou 5 ans. Oui, avant même d'avoir atteint la moitié de notre objectif de stockage d'une journée d'électricité, nous devrions tout recommencer... **Tout cela au niveau de consommation actuel, sans ajouter des millions de véhicules électriques et l'électrification de tout le reste (de l'agriculture ou de l'exploitation minière elle-même).**

À ce stade, nous pouvons affirmer sans risque qu'il est pratiquement impossible de construire un réseau électrique stable à l'échelle nationale (disponible à la demande 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, comme aujourd'hui) en se basant uniquement sur les énergies renouvelables et les batteries, ou du moins de le maintenir sans l'aide massive fournie par les combustibles fossiles. D'autres « solutions » (comme le stockage par gravité) souffrent de la même maladie : une cécité à l'égard des ressources combinée à une incapacité à penser en termes d'échelle, tout en faisant preuve d'une incapacité flagrante à comprendre la physique la plus élémentaire.

• • •

Que faudrait-il pour se rendre compte que nous avons atteint les limites matérielles de la croissance et qu'un long déclin nous attend ? Une catastrophe majeure suffirait-elle ? Si vous attendiez une apocalypse zombie à la suite d'une perte soudaine d'électricité sur tout le continent, je dois vous décevoir. Le système est encore très redondant, comme l'a montré la récente guerre en Europe de l'Est. Il est beaucoup plus difficile de détruire un système complexe auto-adaptatif, constamment entretenu par une armée de techniciens et soutenu par un approvisionnement abondant en carburant et en ressources, que ce que l'on voit dans les films. Tout comme le corps humain, le réseau se guérit de lui-même... mais seulement jusqu'à un certain point. Ensuite, le vieillissement prend le dessus, et même le système le mieux entretenu, comme la personne la plus saine, meurt un jour.

Penser en termes de fausses dichotomies (soit nous aurons une apocalypse soudaine d'un jour à l'autre, peut-être dès demain, soit nous aurons toujours tout ce dont nous avons besoin, et même un peu plus) est la principale raison pour laquelle nous ne parvenons pas à nous adapter aux réalités physiques de cette planète. Pour en rester à notre exemple de corps humain en bonne santé, ces extrémités de la réflexion sur notre avenir nous empêchent d'essayer de vivre une vie saine : arrêter de fumer (jeu de mots), avoir une alimentation plus saine (agriculture régénérative), faire plus d'activité physique (faire plus de travail manuel, marcher, utiliser moins d'énergie externe) et surtout : accepter que ni nous, ni notre civilisation technologique ne vivrons éternellement. Nous perdrons nos compétences, nos capacités, notre vue, notre ouïe, etc. avec le temps, tout comme notre civilisation perdra sa capacité à alimenter tous les gadgets que nous possédons et à répondre à tous nos besoins.

Quiconque a travaillé dans l'industrie devrait savoir que rien de ce que nous appelons technologie aujourd'hui n'est durable. Ni les voitures, ni les panneaux solaires. Non seulement parce qu'ils sont tous deux désespérément dépendants des combustibles fossiles à chaque étape de leur cycle de vie, mais aussi parce qu'ils nécessitent tous deux un flux constant de matières premières et d'énergie. Je suis désolé de le dire, mais ni l'un ni l'autre ne sont viables sur une planète finie régie par les lois de la thermodynamique et de l'entropie... et ce qui n'est pas viable ne le sera tout simplement pas.

Nous avons passé les derniers milliers d'années à convertir des minerais concentrés et de l'énergie (stockée dans les combustibles fossiles) en déchets dispersés sur la surface de cette planète. C'est l'entropie, la seule chose qui donne une direction à l'écoulement du temps. Il va sans dire qu'il s'agit d'un processus à sens unique. Les minerais métalliques et l'énergie concentrée ne se régénéreront pas comme par magie ou n'apparaîtront pas en grandes quantités simplement parce que nous voulons construire un avenir « renouvelable ».

Comment cela va-t-il se terminer ? À quoi ressemblera notre civilisation vieillissante ? Sa disparition se fera-t-elle en douceur ? Comme l'a écrit Hemingway dans son roman *Le soleil se lève aussi* :

« Comment avez-vous fait faillite ? demande Bill.

« De deux façons », répond Mike. « **Graduellement, puis soudainement.**

Oui, nous perdrons le réseau et l'électricité qu'il fournit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, de manière progressive et presque imperceptible, jusqu'à ce que, soudainement, une partie considérable du réseau s'effondre et entraîne des régions entières dans son sillage, comme une avalanche. C'est alors l'apocalypse zombie... Sic ! Non, le courant sera rétabli en se concentrant d'abord sur l'approvisionnement des infrastructures critiques, puis sur les zones résidentielles, au coup par coup... Avant d'être à nouveau perdu lors de la prochaine série de surcharges et d'effondrements, quelque temps plus tard. Le rationnement et les coupures tournantes seront donc mis en œuvre pour mieux s'adapter à cette nouvelle réalité de la pénurie de combustibles fossiles et pour prolonger considérablement la durée de vie de la civilisation (dans ce mode de fonctionnement réduit).

Des décennies de vie à faible technologie et à faible consommation d'énergie nous attendent. Tout comme une personne vieillissante, notre civilisation prendra sa retraite et mènera de plus en plus une vie tranquille.

L'époque de l'électricité bon marché est révolue à jamais. Nous sommes entrés dans une ère de pénurie, due à notre incapacité à nous sevrer des combustibles fossiles, même lorsque leur disponibilité a cessé de croître et que les premiers signes de pénurie sont apparus. Nous avons préféré casser le système (peut-être pas sans le vouloir) plutôt que de trouver ensemble une voie vers l'adaptation.

En conséquence, on assiste aujourd'hui à un conflit croissant entre les consommateurs d'électricité, et de manière assez révélatrice, d'abord dans le secteur de l'énergie verte : ce qui nous montre à quel point ce secteur n'est pas extensible. Bien sûr, vous pouvez légiférer sur autant **d'énergies renouvelables que vous le pouvez, mais sans moyens de les stabiliser (c'est-à-dire sans pouvoir construire l'infrastructure nécessaire), vous créez plus de problèmes que vous n'en résolvez.** Les solutions proposées ne sont pas exemptes de réserves.

Revenons maintenant à l'article du FT, dont le lien figure ci-dessus :

Selon les experts, les luttes pour déterminer quelles entreprises et quels types d'industries bénéficient d'un accès prioritaire aux réseaux électriques risquent de s'intensifier en Europe. Les centres de données ont prospéré dans les pays nordiques grâce à une électricité autrefois abondante et bon marché, ainsi qu'à un climat plus froid qui permet de réduire les coûts de refroidissement.

Mais la transition vers une énergie propre incite également les entreprises du secteur des batteries et

de l'industrie sidérurgique à affluer dans les pays nordiques, ce qui entraîne une concurrence pour l'accès à l'électricité. « La bataille sera rude », a déclaré un industriel du nord de la Suède, où un tel conflit se profile à l'horizon. « **Voulons-nous de l'acier vert ou des centres de données pour Facebook ?** »

L'acier dit « vert » (produit dans des fours à arc alimentés par de l'électricité à faible teneur en carbone) **n'est qu'une astuce comptable** et n'est disponible que dans les endroits où l'énergie hydraulique et nucléaire est disponible en grandes quantités, comme dans les pays nordiques qui disposent d'une capacité de production surdimensionnée.

Le problème est que l'on ne peut construire qu'un nombre limité de barrages et de réacteurs nucléaires avant de se heurter à toutes sortes d'autres problèmes. C'est la différence entre **la faisabilité technique** et **l'extensibilité économique**. L'énergie éolienne et l'énergie solaire sont intrinsèquement intermittentes et ne peuvent produire le flux stable d'électricité nécessaire pour faire fonctionner un four à arc, qui consomme de l'énergie par mégawatts et n'est réalisable que dans les endroits où l'électricité est bon marché – ou, dans notre cas, *était* bon marché.

L'énergie hydraulique est également limitée par le nombre d'emplacements disponibles pour la construction de barrages et, plus récemment, par la quantité de précipitations. Le changement climatique a déjà affecté le régime des pluies et a provoqué une sécheresse sans précédent, entraînant une baisse chronique des niveaux d'eau dans les réservoirs. La Chine s'est déjà heurtée à ce problème, entraînant des coupures d'électricité à répétition.

L'Europe est confrontée au même problème, car elle est reliée au même réseau, ce qui permet d'équilibrer la charge à travers le continent. Cela explique pourquoi l'Royaume-Uni et la Grande Bretagne peuvent opter pour un taux élevé d'énergies renouvelables : lorsque le vent ne souffle pas assez fort ou que le soleil ne brille pas, ils peuvent importer de l'électricité stable et bon marché de leurs voisins : La Norvège, la Suède et la Royaume-Uni – qui ont toutes des problèmes pour répondre à leur propre demande intérieure, sans parler de l'équilibrage de la charge pour le reste du continent à volonté.

Outre les problèmes liés à la production d'une quantité suffisante d'électricité, qui se posent désormais à l'échelle mondiale, le réseau lui-même n'est pas près de disparaître. Il s'effondre pour un certain nombre de raisons qui ont toutes la même origine : la croissance exponentielle est impossible sur une planète finie. Le système est tout simplement devenu trop grand pour être entretenu, et si sa première itération a apporté des changements sans précédent aux villes qu'elle a touchées (donnant un coup de fouet à leurs économies), son entretien constant et le remplacement nécessaire de ses composants vieillissants font désormais peser un fardeau de plus en plus lourd à la fois sur les consommateurs (qui paient des prix toujours plus élevés) et sur les opérateurs confrontés à de graves pénuries de matériaux et à des augmentations de coûts.

• • •

Enfin, permettez-moi d'offrir une vision plus holistique de la durabilité d'une civilisation basée sur l'électricité. L'écologie nous apprend que la véritable énergie renouvelable (provenant des plantes) existe depuis d'innombrables millénaires pour une bonne raison : les plantes elles-mêmes contiennent l'énergie nécessaire à leur mise hors service en toute sécurité. Lorsqu'un arbre meurt, il contient toute l'énergie dont les champignons, les bactéries, les insectes et d'autres formes de vie ont besoin pour le décomposer en toute sécurité en humus. Il n'en va pas de même pour les panneaux solaires, les éoliennes, les transformateurs, les onduleurs et le reste : il faut investir de l'énergie supplémentaire (externe) dans leur décomposition, puis dépenser à nouveau de l'énergie pour construire une nouvelle génération de dispositifs énergétiques – dont aucun ne peut s'autoproduire et se stocker.

Les combustibles fossiles, en revanche, contiennent l'énergie nécessaire à leur transport et à leur transformation en diverses autres formes. D'où l'explosion exponentielle de leur utilisation : le forage de puits supplémentaires a permis d'obtenir un pétrole toujours moins cher et plus abondant. Le problème est que nous en utilisons des millions de fois plus que ce qui peut être brûlé en toute sécurité et équilibré par la photosynthèse, et que nous

sommes aujourd'hui confrontés à leur épuisement.

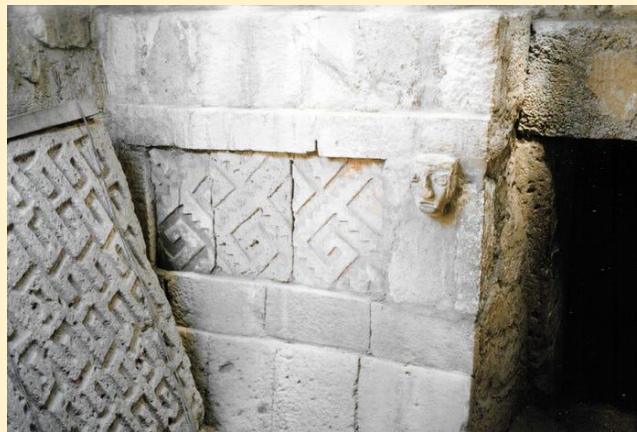
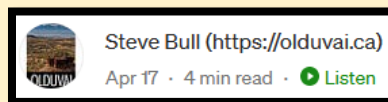
Il n'en va pas de même pour notre avenir basé sur **les métaux** : comme ces ressources ne contiennent pas d'énergie en elles-mêmes et qu'elles ont besoin de sources de chaleur externes pour être moulées et façonnées en de nouveaux produits, elles sont des puits d'énergie, et non des sources. Si l'on ajoute qu'il faut de plus en plus d'énergie pour obtenir la prochaine tonne de cuivre, de lithium, de cobalt, etc. en raison de l'épuisement des ressources, on comprend aisément que nous menons une bataille difficile sur une pente de plus en plus raide.

La technologie et la civilisation qu'elle a engendrée ne sont pas viables. Toutes deux disparaîtront au cours du siècle à venir et donneront naissance à un mode de vie radicalement différent. Quant à savoir si nous en ferons partie, c'est une question pour un autre jour.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXII

Steve Bull 17 avril 2023



Manœuvrer (1988). Photo de l'auteur.

Une contemplation assez brève suscitée une fois de plus par le dernier billet de The Honest Sorcerer, qui se penche sur l'avenir du réseau électrique de l'humanité et sur sa non-durabilité.

Votre billet m'a immédiatement rappelé une citation de l'ingénieur électricien Richard Duncan dans un article de 2001 dont il est l'auteur et que j'ai lu peu après être tombé dans le trou du lapin de la théorie du pic pétrolier en 2010 :

Bien que toutes les sources primaires d'énergie soient importantes, la théorie Olduvai identifie l'électricité comme la quintessence de l'énergie d'utilisation finale de la civilisation industrielle... Selon le schéma Olduvai, la production mondiale d'énergie par habitant diminuera... [puis] il y aura une vague de pannes d'électricité permanentes dans le monde entier. Par conséquent, les fonctions vitales – communication, calcul et contrôle – seront perdues.

...Mère nature résout alors pour nous le problème (apparemment) insurmontable de la tragédie des biens communs non gérés, que l'espèce humaine semble incapable ou peu désireuse de résoudre pour elle-même.

Les gouvernements ont perdu le respect. Les organisations mondiales sont inefficaces. Le néo-tribalisme est omniprésent. La population dépasse les [sept] milliards d'habitants et ne cesse de croître.

Le réchauffement climatique et les maladies émergentes font la une des journaux. La fiabilité des réseaux électriques est défaillante. Et dès qu'il y a une coupure d'électricité, on retombe dans l'âge des ténèbres.

Richard Duncan, 2001

Production mondiale d'énergie, croissance démographique et route vers les gorges d'Olduvai

L'humanité serait bien avisée de se préparer à l'éventualité d'une perte permanente de notre réseau électrique dans un avenir assez proche. Hélas, nous ne semblons pas capables de nous montrer à la hauteur de notre nomenclature taxonomique en tant qu' »humains sages ». Nous devrions plutôt reconnaître notre espèce comme *simius fabulator* (singe conteur), *simius fabulans* (le singe qui raconte des histoires), ou peut-être *simius amafabulas* (singe qui aime les histoires).

Plutôt que d'affronter des pensées ou des idées dures et anxiogènes, nous élaborons des récits réconfortants qui nous aident à nier la réalité. Ce déni de la réalité nous a conduits sur une voie évolutive plutôt dangereuse qui semble mettre en péril non seulement notre propre existence, mais aussi celle de toutes les autres espèces restantes.

Plutôt que de reconnaître que, dans le développement de nos sociétés vastes et complexes, l'accès inéquitable aux ressources a conduit à des structures de pouvoir et de richesse dominées par une caste dirigeante de fabulateurs de *simius* qui ont répandu des mythes servant à justifier leur position au sommet de ces structures – et, par rétroaction positive, eux et leurs familles/soutiens restent au sommet tant qu'ils peuvent extraire/générer des quantités croissantes de richesse et de pouvoir ; d'où leur principale motivation à encourager la croissance perpétuelle par le biais de récits particuliers. Et comme nous avons tendance à nous en remettre aux personnes en position de pouvoir ou d'autorité, nous sommes plus enclins à croire ce qu'elles disent que n'importe qui d'autre ou que n'importe quelle preuve du contraire – en particulier si elles peuvent raconter des histoires de manière à faire croire à tous les autres singes amateurs d'histoires que leurs actions/décisions profitent à tout le monde, et pas seulement à elles.

Plutôt que d'affronter le fait évident que l'existence sur une planète finie a des limites et que le dépassement de ces limites conduit à un dépassement nécessitant un retour à la moyenne à un moment donné, nous créons des histoires pour rationaliser nos habitudes et notre propension à ignorer tous ces faits inconfortables. Nous nous disons que notre intelligence et nos prouesses technologiques peuvent résoudre tout ce qui remet en cause nos désirs, nos souhaits, nos volontés et nos objectifs.

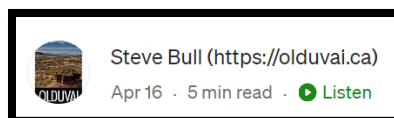
Plutôt que de faire face au déclin inévitable de nos commodités et dépendances énergétiques, et de tenter de relocaliser tous nos besoins de survie importants et/ou de mettre hors service les complexités dangereuses que nous avons construites, nous redoublons d'efforts pour maintenir/étendre ces technologies basées sur des ressources finies, tout en les présentant comme des solutions à une situation difficile que nous pourrions au mieux être capables d'atténuer de façon marginale dans certaines régions.

La dure réalité des limites de la croissance et du dépassement écologique ne sera peut-être jamais reconnue par la plupart des gens, car *simius amafabulas* est impatient de croire aux histoires qui se terminent par une technologie miracle qui n'a pas encore vu le jour et qui sauve la situation, et tout le monde vit heureux pour toujours...

▲ RETOUR ▲

.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXXI

Steve Bull 16 avril 2023





Manœuvrer (1988). Photo de l'auteur.

La contemplation suivante est un commentaire que j'ai partagé avec un groupe Facebook sur la décroissance dont je suis membre.

.....

Le post de LM partageait ce qui suit :

Je suis arrivé à la conclusion que la grande majorité des gens sont dangereux dans leur façon de penser. J'espère que nous pourrions faire éclater les petites bulles qui les encapsulent et les libérer de leur matrice. Comment réagir face au danger ? Il s'agissait d'une conversation dans un post sur le parc éolien des îles Shetland qui est en train d'être construit.

Ken Bee deux de vos exemples d'énergies renouvelables « propres et vertes »...

Cadre en aluminium forgé à l'énergie solaire, verre trempé, film EVA, cellule solaire au silicium, matériau d'encapsulation, plaques arrière, boîte de jonction, câbles.

La fabrication et l'entretien de ce panneau solaire sont-ils faits à partir de feuilles et l'énergie utilisée pour le fabriquer, le transporter et l'assembler provient-elle de la poussière de fée magique ?

Éoliennes – rotor, pales, boîte de vitesses, boîtier, système de freinage, moteur de lacet, générateur, câbles électriques, fils, sans oublier la tour.

La fabrication et la maintenance de cette éolienne sont-elles faites de feuilles et l'énergie utilisée pour la fabriquer, la transporter et l'assembler est-elle de la poussière de fée ?

Il faut maintenant multiplier ce chiffre par des millions.

Voilà donc une partie de ma conclusion fascinante, comme vous l'avez dit, selon laquelle les énergies renouvelables dépendent fortement des combustibles fossiles et des minerais.

L'hydroélectricité, la géothermie et le nucléaire ont aussi leurs problèmes.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous en faire part.

Les commentaires qui ont suivi ont eu tendance à remettre en question cette perspective, généralement avec l'idée de « ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain » et de mieux poursuivre le « bon » plutôt que de rechercher le

« parfait ».

Mon commentaire :

Bien que l'idée de « décroissance » soit certainement reconnue au sein de ce groupe (bien plus que la personne « moyenne »), beaucoup (la plupart ? tous ?) restent convaincus que les « énergies renouvelables » ont leur place parce qu'elles perturbent moins nos systèmes écologiques que les combustibles fossiles et qu'elles peuvent donc contribuer à la transition de la société humaine vers une existence durable. Ce système de croyance, bien que porteur d'espoir, tend à ignorer une grande partie des preuves de plus en plus nombreuses qu'il s'agit d'un « rêve impossible » en raison des réalités/contraintes physiques et socioculturelles humaines qui existent sur notre planète.

Après avoir abordé ces limites avec d'autres personnes pendant un certain temps, je suis arrivé à la conclusion que les gens croient ce qu'ils veulent croire, sans tenir compte des preuves ou des faits contraires. Et lorsqu'ils sont confrontés à des données qui remettent en cause des croyances « chères », ils se retranchent le plus souvent dans leurs convictions plutôt que de les réévaluer et éventuellement de les modifier. Ce n'est pas la faute de la personne ou du groupe, c'est simplement le fonctionnement de la cognition humaine.

Ajoutez à cela que les singes dominants qui racontent des histoires parmi nous ont tout à gagner des récits selon lesquels les technologies de captage d'énergie non renouvelable (NRREHT) sont « vertes/propres » dans pratiquement tous les domaines (ou le seront d'un moment à l'autre, il suffit de continuer à investir dans nos recherches), et nous nous trouvons face à une tempête parfaite de personnes désireuses de bien faire en prenant conscience d'au moins un symptôme de notre situation de dépassement écologique (généralement les émissions de carbone), mais guidées vers une « solution » qui ne fait pas grand-chose, si ce n'est peut-être réduire leur dissonance cognitive ; en fait, notre quête des NRREHT pourrait bien exacerber notre dépassement.

Oui, l'extraction et la combustion de combustibles fossiles pour alimenter nos technologies modernes sont horribles – sans parler du fait qu'elles ont contribué de manière significative à notre situation de dépassement écologique – mais il en va de même pour l'extraction et le traitement des matériaux nécessaires à la construction des NRREHT. Il ne s'agit pas de rechercher le parfait tout en rejetant le bon ; il s'agit de reconnaître que le soi-disant « bon » n'est en fait pas très « bon » ; il a été commercialisé en tant que tel par les profiteurs de la société. On nous vend une 'acture qui, comme le fait une propagande efficace, nous convainc d'un scénario particulier – et ensuite d'ignorer ou d'avilir les contestations de ce scénario.

Comme beaucoup le reconnaissent, la chose la plus efficace que nous devrions faire est de réduire de manière significative nos besoins/dépendances énergétiques, en particulier en ce qui concerne les éléments non essentiels. Mais ce n'est pas le cas, malgré des décennies de tentatives de « solutions » par le biais des NRREHT. Nous continuons à extraire et à brûler des combustibles fossiles, et nous ne faisons qu'augmenter notre consommation d'énergie en produisant de l'énergie à partir de combustibles non fossiles. Ce discours ignore, pour l'essentiel, les apports considérables de combustibles fossiles nécessaires à la production de ces « alternatives » (et ce, à perpétuité), ainsi que la destruction écologique provoquée par l'extraction et le traitement des matériaux nécessaires. Le refrain habituel est que « c'est mieux que les combustibles fossiles ».

Cette croyance contribue à la pensée magique autour des NRREHT et à l'idée que nous pouvons, pour l'essentiel, maintenir nos commodités énergétiques, et non les abandonner, par le biais d'une transition énergétique. Si la croissance ne peut être stoppée en même temps que d'autres changements sociaux importants (économiques, politiques et culturels), ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent, tous les efforts visant à « redresser la barre » sont voués à l'échec ; en fait, on peut affirmer que notre situation s'est aggravée à mesure que nous rencontrons des rendements décroissants sur nos investissements dans la complexité et que nous nous efforçons de maintenir nos conditions de vie.

Le dépassement écologique semble avoir eu lieu et aucun marchandage n'y changera rien. Nous pouvons choisir

de réduire de manière significative nos prélèvements sur des ressources limitées, et donc de réduire la destruction écologique à laquelle nous contribuons, ou de ne pas le faire. Toutefois, cela ne se fera pas et ne peut pas se faire par le biais d'efforts concertés visant à augmenter les NRREHT pour tenter de remplacer l'utilisation des combustibles fossiles. Il vaut mieux, comme certains l'ont dit, réduire notre consommation d'énergie dans son ensemble et relocaliser autant que possible nos besoins. Et il ne s'agit en aucun cas d'une solution « parfaite », car je pense que nous avons dépassé le point de basculement où une solution est possible. Le dépassement écologique est une situation difficile et le mieux que l'on puisse « espérer » est une forme d'atténuation au niveau local puisque nous sommes au cœur du problème au niveau mondial.

• • •

Un petit mot à l'attention des lecteurs réguliers : mes Contemplations vont probablement diminuer précipitamment au cours des prochains mois, à mesure que le temps changera au nord de Toronto et que je retournerai à mes jardins potagers. Ces derniers jours, par exemple, j'ai commencé à réorganiser mes serres, à semer des graines de pois dans les lits enfin dégelés, à recouvrir de terre des pommes de terre de semence dans l'une de mes serres, à construire un nouveau lit surélevé, à tailler la plupart des arbres fruitiers, à brûler des broussailles (les cendres étant ajoutées à mon compost), etc.

▲ RETOUR ▲

« Cessez d'être anxieux, ça sert à rien. Nous ne sauverons JAMAIS le climat ! Démonstration »

par Charles Sannat | 14 Avril 2023



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Non, je ne suis pas climato-sceptique.

En fait d'un point de vue analytique nous pouvons même retirer cette question de l'équation et je n'ai pas besoin de savoir quelle est l'étendue exact des changements climatiques, ce qui est imputable directement aux activités humaines ou par exemple au soleil pour démontrer de manière très simple que, dans tous les cas nous ne sauverons pas le climat.

Non, je n'en ai pas rien à faire du climat, des petits oiseaux et de l'environnement mais en revanche, je suis effectivement lassé par la bêtise ambiante, le manque de réflexion, de sagesse, de pondération, bref, en un mot je suis lassé du manque de raison dans monde de lumières éteintes !

Mais, avant de me jeter des cailloux et de me traiter de tous les noms, suivez-moi dans ce que je pense être une analyse pondérée et juste de la situation.

1/ Tout d'abord, chez nos jeunes, l'anxiété climatique devient délirante. Normal. Nous expliquons à nos enfants qu'ils vont mourir dans d'horribles souffrances climatiques. Ce qui est loin d'être aussi sûr à 100 % que tous les excités de la cause climatique nous le disent. Selon les prévisions des années 90 de quand moi j'étais jeune, nous devrions déjà être sous l'eau depuis 10 ans. Et non, l'eau n'a pas franchement monté (ce qui ne veut pas dire qu'elle ne le fera pas, mais pour le moment la montée des eaux est en retard). Ensuite on confond dans nos reportages l'érosion avec la montée des eaux, ce qui est intellectuellement affligeant et quand cela passe dans un JT c'est de la manipulation climatique et cela renforce l'anxiété. Cette anxiété EST un problème et je ne vois pas pourquoi il serait sain de vouloir effrayer et rendre dépressif toute une génération. Il faut donc lutter et traiter

cette éco-anxiété. La peur n'a jamais évité le danger !

2/ La Manœuvre c'est selon l'INSEE en 2023, 68 millions d'habitants <Canada : 37 millions> alors que la population mondiale serait de 8 milliards d'habitants. Ce qui fait que nous représentons OBJECTIVEMENT et MATHEMATIQUEMENT 0.85 % de la population mondiale. Germaine peut donc ne pas faire de gosse avec son copain Théo pour sauver la planète, mais, factuellement cela n'aura strictement aucun impact sur le climat comme sur la planète.

3/ Dire que nous ne représentons rien et certainement pas de quoi sauver le climat, n'est pas une raison pour ne rien faire, mais c'est une raison largement suffisante pour ne pas « surinvestir » comme on dit en psychologie notre « lutte » pour la protection du gentil climat qui se fiche bien des 0.85 % de Français. Il faut donc faire en restant raisonnables et équilibrés dans nos décisions. Bref, mesurés, pondérés.

C'est le principe de l'action du colibri et de cette si belle histoire que racontait si bien Pierre Rabhi.

« Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! »

Et le colibri lui répondit : *« Je le sais, mais je fais ma part. »*

Oui, chacun doit faire sa part à l'image du petit colibri qui savait très bien qu'il ne représentait que 0.85 % de l'eau nécessaire pour éteindre le feu. Aucune chance donc que son action ne puisse conduire à changer les choses ou atteindre l'objectif.

Pour autant, nous pouvons prendre soin de l'environnement, mieux consommer en commençant par consommer beaucoup moins, et puis expliquer à nos jeunes éco-anxieux, mais anxieux un i-phone made in china à la main, courant d'une action écolo à l'autre en trottinette électrique made in china, en revenant d'un week-end à Rome en easyJet à pas cher, que les choses sont toujours plus nuancées et plus mesurées.

Aucun français, quel que soit le niveau de ses sacrifices individuels ou collectifs ne changera quoi que ce soit à l'avenir du climat.

Le colibri, lui fait ce qu'il doit faire.
Il participe à la hauteur de ses moyens.
Il ne se suicide pas.
Il ne déprime pas.

Il ne manifeste pas un i-phone made in china à la main, courant d'une action écolo à l'autre en trottinette électrique made in china, en revenant d'un week-end à Rome en easyJet à pas cher (mais je vous l'ai déjà dit n'est-ce pas).

Il ne fait de doctes leçons à son voisin qui ne sait pas aussi bien trier que lui ses poubelles trop remplies d'importations chinoises, de bouffe surgelées et pleines d'emballage parce que son éco-déprime l'empêche de cuisiner et de se bouger un peu.

Il sort de l'inaction ou des fausses actions « alibi » en mettant ses actes en cohérence avec ce qu'il pense (et pas ce qu'il croie).

Il a parfaitement conscience que ses actes sont profondément vains.

C'est d'ailleurs parce que son geste ne sert à rien qu'il en est d'autant plus beau et respectable.

Alors cessons de vouloir sauver la planète et le climat.

Soyons plus modeste.

Essayons simplement, humblement, de faire ce que nous pouvons, de faire notre part, sans avoir la prétention que nos actes sauveront notre déesse la terre mère Gaïa.

Et puis commençons par aimer la vie, comme ce petit colibri qui fait sa part parce qu'il aime la vie.

La meilleure voie pour changer les choses est de donner l'exemple sans tomber dans l'outrance et en s'imaginant que nous devrions tous nous suicider pour sauver la planète.

Vous pouvez toujours éradiquer la Manœuvrer entière. Il restera 99.15 % de la population mondiale prête à pourrir cette planète.

Rien de ce que nous faisons n'aura d'effet sur le climat.

Nous devons le faire par exemple et par devoir, mais tout le reste c'est du mensonge, de la manipulation organisée pour vous dire comment vivre et c'est insupportable parce que c'est totalement faux !

La réalité est très simple et nous la connaissons depuis fort longtemps. Et Gandhi le disait déjà :

« Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité ».

Et il faut le dire. **Nos éco-anxieux sont, dans une écrasante majorité, avides !**

Lorsque j'étais jeune, ma génération consommait nettement moins que nos jeunes actuels, mais nous consommions déjà plus que la génération de mes grands-parents qui n'avaient pas grand-chose.

La triste réalité c'est que tous ceux qui veulent sauver le climat ne font généralement même pas leur part de colibri et veulent pouvoir continuer à consommer comme de petits gorets engraisés et biberonnés depuis leur naissance au confort, à l'abondance, à la consommation de masse. Pourtant, quoiqu'ils fassent, ils ne sauveront jamais le climat.

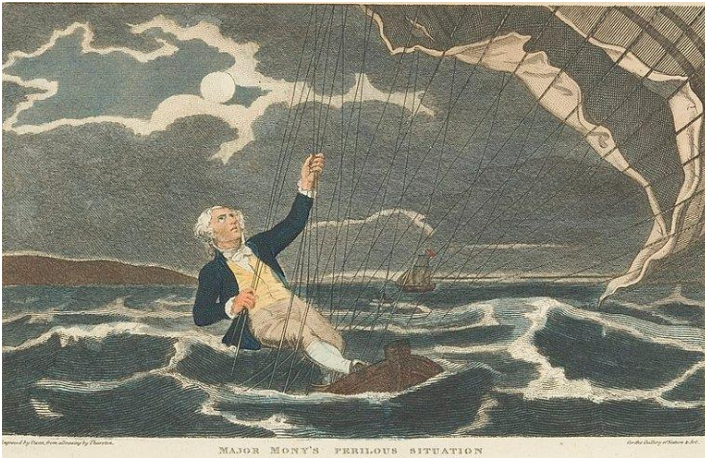
Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

▲ [RETOUR](#) ▲

**.Une nouvelle offrande de la part de nos maîtres de la technologie :
Une solution au changement climatique sans sacrifice**

Kurt Cobb Dimanche 16 avril 2023

resilience



Mes attentes ne sont jamais déçues lorsque je lis les nouvelles chaque jour et que j'apprends que les solutions aux problèmes créés par notre technologie moderne se trouvent dans plus de technologie. Nous n'avons pas besoin de restructurer notre société, de réduire notre consommation, de modérer nos désirs ou de changer nos habitudes. La technologie résoudra nos problèmes sans que nous ayons à modifier substantiellement notre mode de vie.

La couverture médiatique haletante d'une startup universitaire qui va extraire le dioxyde de carbone de l'océan – faisant ainsi de la place pour absorber

davantage de dioxyde de carbone de l'air – peut vous convaincre que nous pouvons tous nous asseoir et laisser nos suzerains technologiques résoudre le problème du changement climatique. Mais si vous lisez l'article jusqu'au bout, vous découvrirez qu'il y a un point d'achoppement important. Il s'agit d'un processus à forte intensité énergétique et l'énergie doit venir de quelque part.

L'entreprise affirme que son procédé produira de l'hydrogène comme sous-produit, ce qui couvrira environ la moitié des besoins en énergie. Qu'en est-il de l'autre moitié ? Je suppose que l'on pourrait se contenter d'utiliser des sources d'énergie renouvelables. Mais cela limiterait sérieusement l'ampleur de cette technologie en raison du manque d'énergie renouvelable disponible dans de nombreuses localités et de sa faible pénétration du marché à ce jour. Selon le site « *Our World in Energy* » (qui utilise les données de la BP's Statistical Review of World Energy), moins de 3 % de l'énergie mondiale provient du vent. L'énergie solaire ne représente que 1,65 %. Les biocarburants ne représentent que sept dixièmes d'un pour cent. Même si l'on ajoute le nucléaire, qui n'est pas renouvelable, il ne représente que 4,3 % de l'énergie mondiale. Et c'est sans compter les autres demandes qui pèsent sur ces sources d'énergie.

Les difficultés ne s'arrêtent pas là. Il s'avère que l'hydrogène, lorsqu'il est libéré sous forme gazeuse dans l'atmosphère, aggrave le changement climatique. De plus, l'hydrogène est réputé pour fuir à peu près tout ce qu'on peut y mettre, en partie parce que c'est un gaz et surtout parce que c'est la plus petite molécule de l'univers (ce qui permet à l'hydrogène de contourner plus facilement les autres molécules qui essaient de le bloquer).

Voici pourquoi l'hydrogène aggrave le réchauffement de la planète :

[L'hydrogène a un effet indirect sur le réchauffement de la planète en prolongeant la durée de vie d'autres GES [gaz à effet de serre]. Certains GES tels que le méthane, l'ozone et la vapeur d'eau sont progressivement neutralisés en réagissant avec les radicaux hydroxydes (OH) dans l'atmosphère. Toutefois, lorsque le H₂ atteint l'atmosphère, la molécule de H₂ réagit plutôt avec le OH, ce qui réduit les niveaux de OH dans l'atmosphère et retarde la neutralisation des GES, ce qui a pour effet d'augmenter la durée de vie de ces GES.]

Quelle est la puissance des effets indirects de l'hydrogène sur le réchauffement ? Le rapport cité ci-dessus indique qu'il est 100 fois plus puissant que le dioxyde de carbone. Une autre source parle de 11 fois. La transition vers une économie de l'hydrogène devrait donc s'accompagner de mesures sérieuses pour prévenir les fuites d'hydrogène, qui sont difficiles à éviter. En fait, dans la plupart des applications impliquant de l'hydrogène liquide – qui est la forme sous laquelle il est normalement stocké et transporté – on s'attend à ce qu'environ 1 % de l'hydrogène s'évapore et s'échappe chaque jour. Les partisans de l'hydrogène affirment que, même en cas de fuite, la combustion de l'hydrogène sera bien meilleure que celle des carburants au carbone. Mais cela suppose que l'on produise de l'hydrogène sans brûler de combustibles carbonés.

N'oubliez pas que des réservoirs naturels d'hydrogène ça n'existent pas : Il n'y a pas de réservoir d'hydrogène

dans la nature. Si nous voulons le séparer des molécules d'eau par hydrolyse, il faut une quantité considérable d'énergie, plus que ce que nous récupérons en brûlant l'hydrogène. Cela signifie qu'avec la technologie actuelle, l'hydrogène n'est pas une source d'énergie, mais seulement un vecteur d'énergie. (Une autre façon courante d'obtenir de l'hydrogène est de le retirer du gaz naturel, ce qui, bien sûr, n'est pas une façon durable ou respectueuse du climat de le produire).

Je ne doute pas de la sincérité des personnes à l'origine de l'extraction du dioxyde de carbone de l'eau de mer. On pense que les océans ont absorbé environ un tiers de tout le dioxyde de carbone émis par l'homme à ce jour. En théorie, il semble logique d'extraire ce dioxyde de carbone afin de permettre à une plus grande quantité de dioxyde de carbone atmosphérique de se dissoudre dans les océans. Mais, bien sûr, ce qui est encore plus logique, c'est de cesser d'émettre du dioxyde de carbone dans l'air. Or, la société humaine continue d'augmenter les émissions de carbone dans l'atmosphère.

Nos **seigneurs de la technologie**, qu'ils soient cyniques ou sincères, ne veulent pas que quoi que ce soit vienne interrompre leur capacité à tirer profit de l'introduction de toujours plus de technologie. J'ai déjà défini ce groupe comme suit :

Les seigneurs de la technologie sont un ramassis d'entreprises technologiques, de scientifiques et d'inventeurs, d'investisseurs et de journalistes qui ont ensorcelé le monde moderne grâce à des inventions qui accélèrent notre vie quotidienne sans nécessairement l'améliorer.

Les seigneurs de la technologie prétendent savoir comment nourrir le monde, mettre fin à la pauvreté, autonomiser l'individu, résoudre le problème du changement climatique et coloniser d'autres planètes. Et la clé de ces exploits est, bien sûr, une technologie de plus en plus performante.

Mais comme je l'ai dit dans le même article :

[Les visions techno-utopiques de l'avenir ne sont que des astuces pour nous faire croire que les humains en savent plus qu'ils n'en savent et qu'il y a des « experts » qui en savent tellement plus que le reste d'entre nous que nous devrions tout leur laisser.

Je ne pense pas que nous puissions attendre que nos suzerains technologiques résolvent nos problèmes. En fait, je pense que ce type de pensée ne fait que les perpétuer.

▲ [RETOUR](#) ▲

À un pas de la bibliothèque de Babel : comment la science devient un bruit aléatoire

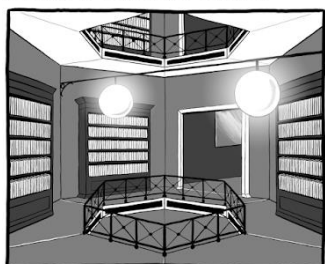
Ugo Bardi Lundi 17 avril 2023

The Seneca Effect

*Les croissances sont lentes,
mais le chemin de la ruine est rapide*



THE UNIVERSE (WHICH OTHERS CALL THE
LIBRARY) IS COMPOSED OF AN INDEFINITE
NUMBER OF HEXAGONAL GALLERIES



On dit que si un singe tape sur les touches d'une machine à écrire, il finira par produire, par le plus grand des hasards, toutes les œuvres de Shakespeare. **La bibliothèque de Babel**, une histoire de Jorge Luis Borges, est une autre version de la même idée : un dépôt presque infini de livres formés par toutes les combinaisons possibles de caractères. La plupart de ces livres ne sont que des combinaisons aléatoires de caractères qui n'ont aucun sens mais, quelque part dans la bibliothèque, il y a un livre qui dévoile les mystères de l'univers, les secrets de la création, et qui fournit le véritable catalogue de la bibliothèque elle-même.

Malheureusement, ce livre est impossible à trouver et même si vous le trouviez, vous ne pourriez pas le séparer du nombre infini de livres qui prétendent l'être mais qui ne le sont pas.

La bibliothèque de Babel (ou un grand nombre de singes dactylographes) pourrait être une description appropriée du triste état de la « science » telle qu'elle est aujourd'hui. Une immense machine qui produit essentiellement des absurdités et, peut-être, quelques bijoux de connaissance, malheureusement presque impossibles à trouver.

Je traduis ci-dessous un billet paru en italien sur le blog « Laterum » (« briques »), sous la signature de « Birbo Luddynski ». Avant d'en venir à ce texte, quelques commentaires de ma part. De toute évidence, la « science » est une vaste entreprise formée par, peut-être, 10 millions de scientifiques. Il existe un grand nombre de domaines différents, de cultures différentes, de langues différentes, et ces différences affectent certainement le fonctionnement de la science. Il faut donc prendre les déclarations de M. « Luddynski » avec une certaine prudence. La façon dont il décrit la science est à peu près valable pour le monde occidental, et les règles scientifiques occidentales se répandent dans le reste du monde, tout comme les fast-foods de McDonald's. Aujourd'hui, si ce n'est pas la science occidentale, c'est le monde occidental qui est en cause. Aujourd'hui, si ce n'est pas la science occidentale, ce n'est pas de la science - mais la science occidentale est-elle vraiment de la science ?

M. Luddynski a en grande partie raison dans sa description, mais il omet certaines facettes de l'histoire qui sont encore plus accablantes que d'autres. Par exemple, dans sa critique de l'édition scientifique, il ne mentionne pas que les scientifiques qui travaillent comme rédacteurs sont payés par les éditeurs. Ils ont donc un conflit d'intérêts (souvent non déclaré) en soutenant une énorme organisation qui siphonne l'argent public pour le mettre dans les poches d'organisations privées.

D'autre part, Luddynski est trop pessimiste quant à la capacité des scientifiques individuels à faire quelque chose de bien malgré tous les obstacles. En science, il existe une règle générale selon laquelle les choses faites illégalement sont faites le plus efficacement possible. Les scientifiques doivent donc obéir aux règles s'ils veulent réussir mais, une fois qu'ils ont atteint un certain degré de réussite, ils peuvent contourner les règles un peu – parfois beaucoup – et essayer de faire bouger les choses en faisant quelque chose de vraiment innovant. C'est principalement de cette manière que la science parvient encore à progresser et à produire des connaissances. Certains domaines comme l'astronomie, l'intelligence artificielle, la science des écosystèmes, l'économie biophysique et plusieurs autres sont bien vivants et ne sont que marginalement affectés par la corruption.

Bien sûr, les bureaucrates qui gouvernent ces domaines travaillent dur pour éliminer tous les espaces où des escapades créatives sont possibles. Même en supposant qu'ils n'y parviennent pas complètement, le problème reste qu'une organisation qui ne fonctionne que lorsqu'elle ignore ses propres règles est extrêmement inefficace. Pour l'instant, le public et les décideurs n'ont pas encore réalisé le genre de bête qu'ils nourrissent, mais certaines choses percolent en dehors de la tour d'ivoire et commencent à être connues. L'article de M. Luddynski est un symptôme de la diffusion progressive de ces connaissances. À terme, le public cessera d'être hypnotisé par le mot « science » et voudra peut-être que l'on fasse quelque chose pour s'assurer que l'argent de ses impôts est dépensé à des fins utiles plutôt qu'à une compétition de prestige entre scientifiques vedettes.

Voici le texte de Luddynski. J'ai essayé de le traduire en anglais du mieux que j'ai pu, en conservant son style ironique et cinglant (et un peu scatologique).

La science est une montagne de merde

par Birbo Luddynski – 8 février 2023 (traduit par Ugo Bardi)

Avant-propos

La science n'est pas la méthode scientifique. « La science » – avec une majuscule entre guillemets – est désormais une institution, apatride et transnationale, qui s'est frauduleusement approprié la méthode scientifique, en a fait son monopole exclusif et l'utilise pour extorquer de l'argent à la société – par elle-même ou pour le

compte de tiers – après s’être autoproclamée **nouvelle Église de la Certification de la Vérité** [1].

Un électricien qui cherche à localiser une panne ou un cuisinier qui cherche à améliorer une recette appliquent la méthode scientifique sans même savoir ce que c’est, et ça marche ! Elle a toujours fonctionné depuis des milliers d’années, c’est-à-dire avant que quelqu’un ne codifie son algorithme, et elle continuera à le faire, malgré les inquisiteurs modernes.

Cet auteur n’est pas un érudit, il ne cite pas les sources par conviction idéologique, mais il a appris très tôt à épeler « épistémologie ». Il s’est ensuite vautré pendant des années dans les eaux usées du syndicat du crime susmentionné jusqu’à ce que, sans avoir réussi à s’habituer à la puanteur méphitique, il trouve un moyen honorable de s’en sortir. Popper, Kuhn et Feyerabend étaient tous des penseurs qui comprenaient parfaitement la perversion de certains mécanismes institutionnels, mais qui n’auraient même pas pu imaginer que la pourriture s’étendrait de manière aussi incontrôlée et tyrannique à travers la société, au point qu’un scientifique pourrait obtenir le pouvoir de vous empêcher de quitter votre maison, de posséder une voiture ou de vous forcer à manger des vers. Sauf pour TK, qui avait tout compris, mais c’est un autre sujet.

Ce document n’abordera pas le rôle que joue la science dans la société contemporaine, sa transformation progressive en culte, l’érosion progressive des espaces de liberté et de participation civique en son nom. Il n’abordera pas la relation avec les médias et le pouvoir qu’ils ont de faire passer les élucubrations d’un médiocre professeur bousculé pour des vérités établies. Ainsi, on ne parlera pas des plus hautes fonctions de l’État qui déclarent la guerre à l’anti-science, qui déclarent des victoires lors de plébiscites qui n’ont jamais été convoqués, où les gens sont amenés aux urnes par le chantage et la raclée.

On ne parlera pas de la façon dont la « vraie science » – c’est-à-dire celle qui a trait au respect de la méthode scientifique – est violée par les virologues internationaux et les comités scientifiques et techniques du monde entier, qui prennent des décisions incohérentes, littéralement au pied levé, et exigent que tout le monde s’y conforme sans poser de questions.

Nous ne parlerons pas non plus de la tendance à s’engager dans des débats stériles sur Internet à propos de l’article qui nous donne raison dans le Lancet, le Brienza Medical Journal ou le Manure Magazine. Nous ne parlerons pas non plus de la tendance évidente au « cherry picking » de la part du déboulonneur du moment. « Eh, mais le professeur Giannetti de Fortestano est un gaffeur connu, lol ». Les adorateurs de l’ipse dixit sont désormais les gardiens méticuleux d’une stricte hiérarchie des sources et des opinions, fondée sur des classements qualitatifs improbables et rigoureux, ou pire, sur des indices bibliométriques quantitatifs tout aussi improbables et arbitraires.

On vous expliquera ici pourquoi la science n’est pas ce qu’elle prétend être et pourquoi, précisément, elle a pris une telle place dans la société.

Tout ce que vous trouverez écrit ici est largement connu et documenté dans des livres, des longforms, des articles dans des hebdomadaires populaires, et même des articles dans des revues à comité de lecture (LOL). Faites une recherche sur Google pour des termes tels que « publier ou périr », « crise de la reproductibilité », « p-hacking », « biais de publication », et des douzaines d’autres termes apparentés. Je ne fournis aucune source car, comme je l’ai dit, cela va à l’encontre de mon idéologie. La valeur ajoutée de ce que je vais écrire est une description immédiate, certainement partisane et non censurée, des mécanismes obscènes qui imprègnent l’ensemble du monde scientifique, du recrutement des doctorants aux publications.

Il n’y a plus de « vraie science » à sauver, contrairement à la « lascivité ». La thèse de cet article est que la science est structurellement corrompue et que les conflits d’intérêts qui l’animent sont si profonds et omniprésents que seule une reconstruction radicale – après sa démolition – de l’institution universitaire peut sauver la crédibilité d’un petit cercle de chercheurs, ceux qui essaient laborieusement, honnêtement et humblement d’ajouter des pièces à la connaissance de la Création.

Le scientifique et sa carrière

Le terme « scientifique » désigne aujourd'hui un chercheur employé à divers titres dans des universités, des centres de recherche publics ou privés, ou des groupes de réflexion. La carrière du scientifique est totalement différente de celle de n'importe quel travailleur et rappelle celle du cursus honorum de la classe sénatoriale romaine. Cursus honorum, mon cul. Le CV d'un scientifique est différent de celui de n'importe quel autre travailleur. D'ailleurs, le plus difficile pour un scientifique est de se constituer un CV intelligible pour le monde réel, s'il veut recommencer à gagner honnêtement sa vie parmi le commun des mortels. Essayez de faire un Europass après six ans de post-doc. LOL.

Le scientifique est un élève modèle tout au long de son parcours scolaire d'abord et universitaire ensuite. Par élève modèle, on entend discipliné, avec des notes dans les derniers centiles des tests standardisés, ainsi que de bonnes aptitudes relationnelles. Il parvient à se faire remarquer pendant les dernières années d'université (ce qu'on appelle le « undergraduate », qui, bizarrement, s'appelle en Manœuvrer magistrale ou specialistica, ou peu importe le nom qu'on lui donne aujourd'hui), jusqu'à ce qu'il trouve une recommandation (dans le mauvais sens du terme) d'un professeur pour s'inscrire à un programme de doctorat, ou doctorat, comme on l'appelle en dehors de la sphère anglo-saxonne. Le doctorat est un programme universitaire d'élite, d'une durée de trois à six ans, selon le pays et la discipline, où l'on est formé pour devenir un « scientifique ».

Au cours des premières années du doctorat, le futur scientifique suit des cours au plus haut niveau technique, dispensés par les meilleurs professeurs de son département, qui sont complétés par une première phase d'initiation à la recherche, sous la forme d'un « assistant de recherche », ou AR. Cette phase, qui marque le passage du « savoir établi » des manuels à la « frontière de la recherche scientifique », se déroule explicitement sous la direction d'un professeur-mentor, qui suivra très probablement le doctorant jusqu'à la fin de son doctorat, et presque toujours tout au long de sa carrière. L'éducation de la merde. Bien entendu, t'us les doctorants ne seront pas jumelés avec un mentor « gagnant », mais seulement ceux qui sont les plus déterminés, les plus ambitieux et les plus dynamiques dans leurs cours.

Au cours de cette phase d'AR, l'étudiant est initié aux véritables pratiques de la recherche scientifique. C'est une phase vraiment cruciale ; c'est le moment où l'étudiant passe des idéaux romantiques, prométhéens et faustiens de découverte de la vérité à des nuits passées à manipuler des données qui n'ont aucun sens, entre erreurs dans le code et perplexité générale face au sens erroné. Pourquoi dois-je faire tout cela ? Pourquoi dois-je trouver CE résultat ? Cela ne va-t-il pas à l'encontre de tous les schémas rationalistes que je partageais sur Facebook il y a deux ans, lorsque j'énervais les aplatisseurs de service ? Que voulez-vous dire par « si l'estimation ne soutient pas l'hypothèse, alors je dois changer la spécification du modèle » ? C'est à ce stade que le jeune scientifique pose généralement à son mentor quelques questions timides à caractère vaguement « épistémologique », qui sont généralement éludées par un discours positiviste sur le fait que la science procède par essais et erreurs, ou par un discours qui ressemble à peu près à ceci : « Tu vas comprendre : « Vous allez vous tromper. Il y a deux façons de ne pas comprendre : ne pas comprendre parce qu'on essaie de comprendre, ou ne pas comprendre parce qu'on emmerde les autres. Faites votre choix. En octobre, votre contrat se termine ».

Les plus purs, à ce moment-là, tombent en dépression, dont ils sortiront en trouvant un travail honnête, avec ou sans papier. Les carriéristes, les psychopathes et les fachidiotes naïfs, en revanche, prendront de la vitesse et fileront sur les rails comme des trains à grande vitesse, inarrêtables dans leurs carrières flamboyantes vouées au prestige.

Après la première phase de l'AR, au cours de laquelle le novice contribue aux publications du mentor – avec ou sans mention parmi les auteurs, il ou elle passe à la phase suivante, plus mature, de construction de son propre pipeline de recherche, de collaboration en tant que co-auteur avec le mentor et ses autres co-auteurs, de participation à des conférences, de tissage d'un réseau relationnel avec d'autres universités. Le point culminant

de cette phase est l'obtention du diplôme de doctorat, qui, à ce stade, n'est rien de plus qu'une formalité, puisque les réalisations du doctorant parlent d'elles-mêmes. La « thèse », ou « soutenance », ne sera en fait rien d'autre qu'un séminaire où l'étudiant présentera son travail principal, qui est déjà publiable.

Mais l'étudiant est déjà lancé sur une voie fulgurante : selon la discipline et la chance, il aura déjà signé un contrat de « professeur assistant » dans un « tenure track », ou de « post-doc ». Sa future carrière sera donc déterminée uniquement par sa capacité à choisir les bons chevaux, c'est-à-dire les projets de recherche sur lesquels parier. En effet, il est entré dans le monde infernal du « publier ou périr », dans lequel sa probabilité d'être confirmé « à vie » dépend uniquement du nombre d'articles qu'il parvient à publier dans de « bonnes » revues à comité de lecture. Dans de nombreuses sciences dures, les limbes des post-docs, pendant lesquels le scientifique passe d'un contrat à l'autre comme un moine errant, incapable de nouer des relations stables, peuvent durer jusqu'à dix ans. La « tenure track », c'est-à-dire la période à l'issue de laquelle on peut décider de vous confirmer ou « non », dure plus ou moins six ans. Un chercheur qui réussit à obtenir un poste permanent dans une université avant l'âge de 35-38 ans peut s'estimer heureux. Et ce n'est pas une particularité du système italien.

Après le « poste permanent » convoité de professeur, le chercheur peut-il peut-être se détendre et se consacrer uniquement à des projets sensés et de qualité, qui demandent du temps et de la patience et peuvent même ne mener à rien ? Peut-il travailler sur des projets qui peuvent même remettre en cause le fameux consensus ? A-t-il le temps d'étudier pour se ressaisir ? Bien que l'institution de la « titularisation », c'est-à-dire le poste permanent de professeur, ait été conçue pour cela, la réponse est non. Certaines personnes le font même, conscientes qu'elles finissent par être marginalisées et ignorées par leurs pairs, au sein du département et à l'extérieur. La personne n'est pas licenciée, mais elle se retrouve dans la dernière pièce à l'arrière, près des toilettes, ne reçoit pas un centime de financement pour la recherche, n'est pas invitée à des conférences et se voit confier les travaux de recherche des doctorants les plus nuls. S'il est apprécié, il est traité comme un oncle excentrique et taquiné avec bonhomie ; s'il n'est pas apprécié, il est d'abord détesté, puis ignoré.

Mais en général, si vous avez survécu à dix ans de « publier ou périr » – ce qui n'est pas le cas de tout le monde – c'est parce que vous aimez le faire. Vous continuerez donc à le faire, en partie parce que les récompenses sont convoitées. Augmentations de salaire, présidences de comités, postes de rédacteurs en chef de revues, fonds de recherche, consultations, invitations à des conférences, subventions d'un million de dollars en tant que chercheur principal, interviews dans les journaux et à la télévision. Littéralement, l'argent et le prestige. La course aux publications ne s'arrête pas ; en fait, à ce stade, elle devient de plus en plus impitoyable. Et le scientifique, devenu de facto gestionnaire de la recherche, avec des dizaines de doctorants et de postdocs à sa disposition comme main-d'œuvre, perdra de plus en plus le contact avec le sujet de la recherche pour s'intéresser à la politique universitaire, à l'argent et aux relations publiques. Ce sera désormais l'étudiant en doctorat qui « se trompera de code » pour lui jusqu'à ce qu'il trouve le résultat souhaité. Dans la plupart des cas, il n'aura même pas à le demander explicitement. De toute façon, personne ne s'en apercevra, car tout le monde s'en moque. Mais qu'en est-il de l'évaluation par les pairs ?

L'évaluation par les pairs

Des milliers de pages ont été écrites sur cette institution, ses mérites, ses défauts et les moyens de l'améliorer. Elle a été ridiculisée et trollée à mort, mais la conclusion récitée par les porte-drapeaux de la science est toujours la même : c'est le meilleur système que nous ayons, et nous devrions le conserver. Ce qui est en partie vrai, mais son aura supposée d'infailibilité est la principale cause de l'état lamentable dans lequel se trouve l'académie. Voyons comment cela fonctionne.

Notre chercheur Anon a son joli pdf écrit en Latex intitulé « The Cardinal Problem in Manzoni : is it Betrothed or Behoofed ? » (citation de boomer). (citation de boomer) et le soumet au Journal of Liquid Bullshit via sa plateforme web. Le rédacteur en chef du JoLB prend le pdf, y jette un coup d'œil rapide et décide à quel rédacteur associé l'envoyer, en fonction du sujet. Le rédacteur choisi jette à nouveau un coup d'œil rapide et

décide 1) d'envoyer une courte lettre dans laquelle il dit à Anon que son travail est certes sympathique et intéressant, mais qu'il ne convient malheureusement pas au Journal of Liquid Bullshit, et qu'il recommande des publications similaires telles que le Journal of Bovine Diarrhea ou le Liquid Bovine Stool Review, ou 2) d'envoyer le document aux arbitres. Mais arrêtons-nous un instant.

Qu'est-ce que le Journal of Liquid Bullshit ?

Le Journal of Liquid Bullshit est un « journal de terrain » dans la discipline générale de la « connerie » (médecine, physique, statistiques, sciences politiques, économie, psychologie, etc.), qui traite du domaine plus spécialisé de la connerie liquide (virologie, astrophysique, apprentissage automatique, changement de régime, économie du travail, etc.) Ce n'est pas une revue glorieuse comme Science ou Nature, et ce n'est pas une revue prestigieuse dans la discipline (Lancet, JASA, AER, etc.). Mais c'est une bonne revue dans laquelle des noms importants dans le domaine de la merde liquide publient néanmoins régulièrement. Contrairement aux revues les plus prestigieuses, qui sont généralement liées à des organismes spécifiques ou à des éditeurs universitaires, la plupart de ces revues sont publiées (en ligne, donc) par des éditeurs à but lucratif, qui gagnent leur vie en vendant à grands frais des formules d'abonnement aux universités.

Qui est le rédacteur en chef ? Le rédacteur en chef est une personnalité éminente dans le domaine du Liquid Bullshit. Il s'agit d'un professeur titulaire, âgé d'au moins 55 ans, qui a publié des dizaines d'ouvrages importants, qui est très cité et qui a été l'orateur principal de plusieurs conférences annuelles de l'American Association of Liquid Bovine Stools (Association américaine des selles bovines liquides). Pendant les conférences, il est constamment entouré d'un groupe de personnes.

Qui sont les rédacteurs associés ?

Il s'agit de professeurs agrégés ou titulaires ayant publié de nombreux ouvrages, mais relativement jeunes. Ils ont de bonnes relations et sont bien lancés. Le travail de l'éditeur associé consiste à gérer le manuscrit à tous les stades, depuis le choix des arbitres jusqu'aux décisions concernant les révisions. L'AE est la personne qui a tout pouvoir sur le document, non seulement bien sûr pour la décision finale, mais aussi pour le choix des arbitres.

Qui sont les arbitres ?

Les arbitres sont des chercheurs universitaires officiellement contactés par l'AE pour évaluer l'article et rédiger un bref rapport. Séparément, ils envoient également une recommandation privée à l'AE sur le sort de l'article : acceptation, révision ou rejet. Le travail des évaluateurs n'est pas rémunéré ; il s'agit de temps pris sur la recherche ou, très souvent, sur le temps libre. L'examineur ne reçoit que le document ; il n'a aucun moyen d'évaluer les données ou les codes, à moins (ce qui est très rare) que les auteurs ne les mettent à disposition sur leurs pages web personnelles avant la publication. En tout état de cause, il est difficile pour l'examineur de perdre du temps en manipulations. En fait, l'évaluation demandée à l'évaluateur est uniquement de nature méthodologique-qualitative, et non de mérite. En fait, l'évaluation du « mérite » incomberait à la « communauté scientifique » qui, en reproduisant le travail des auteurs, dans les mêmes conditions expérimentales ou dans d'autres, jugerait de sa validité. Même un enfant comprendrait qu'il y a là un conflit d'intérêt gros comme une maison. En effet, l'arbitre peut activement saboter l'article, et l'auteur peut discrètement saboter les arbitres lorsque c'est à leur tour de juger.

En fait, lorsque les articles étaient dactylographiés et expédiés par la poste, le système utilisé était celui de l'examen en « double aveugle ». La page de titre était retirée du manuscrit : l'arbitre ne savait pas qui jugeait et l'auteur ne savait pas qui était l'arbitre. Toutefois, depuis l'avènement de l'internet, les auteurs trouvent de plus en plus pratique de publier leurs travaux sous la forme d'un « document de travail ». Il y a de nombreuses raisons à cela, et je n'y reviendrai pas ici, mais cette pratique est désormais si répandue qu'il suffit aux arbitres d'effectuer une brève recherche sur Google pour trouver le document de travail et, par là même, les noms des auteurs. Aujourd'hui, de plus en plus de revues ont renoncé à faire semblant de croire à l'évaluation en double

aveugle et envoient aux évaluateurs le document PDF avec la page de titre. Les évaluateurs ne sont donc plus des évaluateurs anonymes, d'autant plus qu'ils sont confrontés à d'importants conflits d'intérêts. Par exemple, l'évaluateur peut mettre la main sur l'article d'un ami ou d'un collègue, ou d'un inconnu qui donne raison – ou tort – à sa recherche. Un arbitre peut également se « révéler » des années plus tard à l'auteur, par exemple autour d'un verre, lors d'événements alcoolisés à une conférence, évidemment dans le cas d'un rapport favorable. Vous savez, j'ai été l'arbitre de votre article dans la revue X. Cela peut s'avérer utile s'il y a une certaine confiance. N'oublions pas que les arbitres sont des personnes qui essaient elles-mêmes de faire publier leurs articles dans d'autres revues, voire dans les mêmes. Et tous les arbitres ne sont pas les mêmes. Un « bon » évaluateur est une denrée rare pour un éditeur. Le bon examinateur est celui qui répond dans les délais et rédige des rapports prévisibles. J'ai connu des professeurs reconnus qui se vantaient de recevoir des dizaines d'articles par mois à arbitrer « parce qu'ils savent que je les rejette tous immédiatement ».

Comment fonctionne donc ce processus d'évaluation par les pairs ?

Il ne faut pas imaginer les rédacteurs en chef comme des personnes éloignées du monde réel, qui ont juste les mains extrêmement pleines. En fait, un rédacteur en chef a un pouvoir énorme, et on ne devient rédacteur en chef que si l'on montre que l'on convoite ce pouvoir, et qu'on l'a mérité, selon la logique perverse du cartel. L'énorme pouvoir de l'éditeur consiste à influencer le destin d'un article à tous les stades de la révision. Il peut choisir des arbitres favorables ou défavorables à un article : les querelles scientifiques et leurs participants sont connus, et surtout connus des éditeurs. Il peut aussi se ranger du côté de l'arbitre minoritaire et demander une révision (ou un rejet).

Tout chercheur de haut niveau sait quels éditeurs sont amicaux et quels arbitres potentiels peuvent être les ennemis les plus dangereux. Les articles sont souvent calibrés, essayant de faire de la lèche au rédacteur en chef ou aux arbitres potentiels en faisant un clin d'œil à leurs programmes de recherche. C'est d'ailleurs dans ce contexte que se développe le marché des vaches à citations : si j'ai peur de l'arbitre Titius, je citerai le plus grand nombre possible de ses travaux. Une autre stratégie (valable pour les petits articles et les travaux de niche) consiste à l'ignorer complètement, sinon l'éditeur neutre pourrait le choisir comme arbitre simplement en faisant défiler la bibliographie. De nombreux arbitres font également tout leur possible, au stade de l'examen, pour augmenter leurs citations, en poussant les auteurs à citer leur travail, même s'il n'est pas pertinent. Mais cela se produit dans les petites revues [2].

La chose la plus importante à comprendre sur la nature de l'évaluation par les pairs est qu'il s'agit d'un processus auquel participent des individus qui sont consciemment et structurellement en conflit. Ce qui est amusant, c'est que ce même système est également utilisé pour allouer des fonds de recherche publics, comme nous le verrons.

Le fait qu'un article occasionnel « gênant » parvienne à franchir le mur de l'évaluation par les pairs ne doit bien sûr pas tromper : le processus, bien que bien guidé, reste en partie aléatoire. Un arbitre peut recommander l'acceptation d'un article de manière inattendue, sans que le rédacteur en chef ne puisse y faire grand-chose. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de mal à cela : un article maladroit de temps à autre ne contribuera jamais à la création d'un consensus, celui qui convient à l'appareil de financement final, et donne en effet à l'observateur extérieur l'illusion qu'il y a un débat franc.

Mais alors, peut-on vraiment truquer les résultats de la recherche et s'en tirer à bon compte ?

En général, oui, en partie parce qu'il est possible de tricher à différents niveaux, en laissant généralement derrière soi divers écrans de dénégation plausible, c'est-à-dire des astuces qui permettent de dire que l'on s'est trompé, que l'on ne savait pas, que l'on n'a pas fait exprès, que c'est l'étudiant en doctorat qui a triché, que le chien a mangé les données brutes. Bien entendu, dans les rares cas où vous vous faites prendre, vous ne faites pas bonne figure et l'article finit généralement par être « rétracté ». Une belle marque d'infamie sur la carrière

d'un chercheur, mais s'il parvient à cacher les preuves de sa mauvaise foi, il conservera son poste de professeur et, dans quelques années, tout le monde aura oublié. Après« tout, ce »sont des choses que 'out le monde fait : le péché, les pierres, etc.

De temps en temps, et de plus en plus fréquemment, on assiste à la rétractation d'un article important, lorsqu'il s'avère que les données d'un travail bien publié ont été complètement inventées et que les résultats étaient trop beaux pour être vrais. Cela se produit lorsqu'un jeune psychopathe en devenir exagère et attire trop l'attention sur lui. Ces cas extrêmes de fraude pure et simple sont certainement plus nombreux que ceux qui ont été découverts, mais comme indiqué, il n'est pas nécessaire d'inventer les données pour obtenir un résultat publiable, il suffit de payer un singe pour qu'il essaie tous les modèles possibles sur tous les sous-ensembles possibles. La justification a posteriori de l'exclusion du sous-ensemble B peut toujours être trouvée. Vous pouvez même l'omettre si vous le souhaitez, car si vous n'avez marché sur les plates-bandes de personne, il n'y a aucune chance que quelqu'un commence à plumer votre travail. Même dans les sciences expérimentales, il peut arriver que personne n'ait pu reproduire les expériences d'articles très importants et qu'il leur ait fallu quinze ans pour découvrir qu'ils avaient peut-être tout inventé. Allez voir sur Google « scandale d'Alzheimer » LOL ! Il n'y a pas de véritable incitation dans les universités à découvrir des articles bidons, à part le fait de s'en vanter littéralement sur Twitter.

Financement de la recherche

La recherche nécessite de l'argent. Il ne s'agit pas seulement d'équipement de laboratoire, qui n'est de toute façon pas nécessaire dans de nombreuses disciplines. Il y a aussi, et surtout, la main-d'œuvre. Les laboratoires et la recherche en général sont gérés par des personnes sous-payées, à savoir les doctorants et les post-doctorants (connus en Manœuvrer sous le nom de « assegnisti »). Mais ce n'est pas tout, il y a aussi des dépenses pour les logiciels, l'achat d'ensembles de données, les voyages pour les conférences, les séminaires et les ateliers à organiser, avec des personnes à inviter et pour lesquelles vous devez payer le voyage, l'hôtel et le dîner dans un restaurant décent. Pensez à l'aspect important des relations publiques : inviter un professeur important, peut-être un éditeur, pour deux jours de vacances et s'en faire un « ami » peut toujours s'avérer utile.

En outre, les universités conservent généralement une part des subventions obtenues par chaque professeur et font diverses choses avec cette part. Si le professeur qui ne gagne pas de bourses a besoin de changer de chaise, d'ordinateur, ou d'aller faire une présentation à une conférence de perdants où il n'est pas invité, il devra aller voir le chef de département pour demander l'argent, qui proviendra en grande partie des bourses gagnées par d'autres. Je ne sais pas comment cela fonctionne en Manœuvrer, mais dans le reste du monde, c'est certainement le cas. Cela signifie évidemment qu'un professeur qui obtient des subventions aura plus de pouvoir et de prestige dans le département qu'un professeur qui n'en obtient pas.

En résumé, l'obtention de subventions est un objectif clé pour tout chercheur ambitieux. Ne pas obtenir de subventions, même pour un professeur titularisé, implique de devenir une sorte de paria. Celui qui n'obtient pas de subventions est le marginal, aux cheveux hirsutes, qui occupe le bureau au bout du couloir, près des toilettes. Mais comment obtenir des subventions ?

Les bourses sont accordées par des organismes spéciaux – publics ou privés – pour le versement de fonds de recherche, qui publient des appels, périodiques ou spéciaux. Le professeur, ou le groupe de recherche, rédige un projet de recherche dans lequel il explique ce qu'il veut faire, pourquoi c'est important, comment il a l'intention de le faire, avec quelles ressources et de combien d'argent il a besoin. À ce stade, le comité nommé des arbitres « anonymes » qui sont des experts dans le domaine et qui évaluent le projet par des pairs. Il ne faut pas longtemps pour se rendre compte que si vous êtes un expert dans le domaine, vous savez très bien qui vous allez évaluer. Si vous avez lu jusqu'ici, vous savez aussi très bien que les arbitres ont un gigantesque conflit d'intérêts. En effet, il suffit d'une remarque hautaine pour saborder le projet du groupe rival, ou pour favoriser l'ami avec lequel vous partagez le même agenda de recherche, alors que personne n'aura le courage de saborder le projet du véritable « raïs » du domaine. Enfin, le comité évaluera le profil académique du candidat, en tenant

compte évidemment du nombre et du prestige des publications, ainsi que de l'indice H totémique.

Nous avons donc un système où ceux qui obtiennent des bourses publient, et ceux qui publient obtiennent des bourses. Le tout est régi par un réseau inextricable de conflits d'intérêts, où ce sont les relations informelles, et en fin de compte intéressées, du chercheur individuel qui l'emportent. Ce qui est présenté comme un système aseptisé, objectif et informel d'évaluation méritocratique ressemble au mieux au système d'attribution du contrat de revêtement du parking des bus d'une petite ville de la campagne pontine dans les années 1980.

L'agenda de la recherche

Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, mais qu'est-ce qu'un agenda de recherche ? De manière synthétique, nous pouvons dire que l'agenda de recherche est une ligne de recherche dans un certain sous-domaine d'une sous-discipline, liée à une hypothèse de départ et/ou à une méthodologie particulière. Cette hypothèse de départ aura toujours tendance à être confirmée par ceux qui poursuivent l'agenda. La méthodologie, quant à elle, sera toujours présentée comme décisive et bien supérieure aux alternatives. Pour reprendre l'exemple précédent, un programme de recherche pourrait porter sur la relation entre la couleur et la densité des excréments de bovins et la production de lait. Ou des méthodes non paramétriques pour estimer la production d'excréments en fonction de la composition du régime alimentaire.

Les carrières se construisent ou se bloquent autour de l'agenda de recherche : un chercheur ayant un agenda « chaud », peut-être dans un domaine relativement nouveau, aura beaucoup plus de chances de bien publier, et donc d'obtenir des subventions, et donc de bien publier. Vous êtes généralement lancé dans le programme de recherche au cours de votre doctorat, si le directeur de thèse vous conseille bien. Par exemple, il se peut que le conseiller ait une idée en tête, mais qu'il n'ait pas envie de se lancer dans l'apprentissage d'une nouvelle méthodologie à l'âge de 50 ans, et qu'il envoie donc le jeune co-auteur en avant. Souvent, le professeur de 50 ans, devenu « full professor », se retrouve à devenir l'un des leaders d'un axe de recherche « pointu » sans jamais en avoir vraiment maîtrisé les méthodologies et les technicités, se limitant ainsi à l'aspect managérial et marketing de la question.

Comme nous l'avons déjà expliqué, de véritables gangs se forment autour des agendas, agissant pour monopoliser le débat sur le sujet, donnant lieu à un véritable pseudo-débat contrôlé. Les articles « fondateurs » des patrons ne peuvent jamais être totalement démolis ; au contraire, ils peuvent être enrichis et élargis. On pourra explorer les questions d'un autre point de vue, sous d'autres dimensions, en utilisant de nouvelles techniques d'analyse, d'autres données, qui conduiront à des conclusions de plus en plus différentes. L'essentiel est que personne ne dise jamais « désolé les gars, mais nous perdons du temps ici ». Le seul temps perdu dans l'académie est celui qui n'aboutit pas à des publications et, par conséquent, à des subventions.

Mais alors, qui dicte l'ordre du jour ? « Ils » le dictent – directement – les grands acteurs de la recherche, c'est-à-dire les professeurs au sommet de leur carrière au niveau international, les rédacteurs en chef des revues les plus prestigieuses. Indirectement, ce sont les financeurs ultimes de la recherche, directs et indirects, qui l'imposent : les multinationales et les gouvernements, à la fois directement et indirectement, par l'intermédiaire des lobbies et de divers potentats internationaux.

La grande idée reçue qui sous-tend la science, et donc la justification de son financement face à l'opinion publique, est que cette incessante et chaotique « course à la publication » parvient néanmoins à apporter des éléments constitutifs à la connaissance. C'est en grande partie faux.

En effet, les agendas de recherche ne se parlent jamais, et surtout, ils ne semblent jamais aboutir. Après des années de pseudo-débat, l'agenda aura été tellement « enrichi » par des centaines d'articles publiés qu'essayer de lui donner un sens serait un travail difficile et ingrat. Ingrat parce que personne n'est intéressé par ce travail. Les fonds ont été dépensés et les chaises ont été occupées. En fait, le domaine se tarit tôt ou tard : le sujet cesse d'être à la mode, et donc d'être recherché par les meilleures revues, il passe progressivement à des revues plus

petites, les nouveaux doctorants cessent de s'y intéresser, et si les responsables du domaine se soucient de leur carrière, ils passent à autre chose. Et le manège recommence.

Les questions fondamentales posées au début de l'agenda n'auront pas reçu de réponse satisfaisante, et les problèmes conceptuels et méthodologiques soulevés au cours du débat pseudo-académique n'auront certainement pas été résolus. Un observateur extérieur qui étudierait l'ensemble de la littérature d'un domaine de recherche ne pourrait que constater qu'il y a très peu de résultats « à retenir ». Entre les résultats non concluants, les méthodologies défectueuses ou mal appliquées, la contribution nette apportée à la connaissance est presque toujours nulle, et la réponse qualitative, ou « de bon sens », reste toujours la meilleure.

Conclusions

Nous avons jusqu'à présent décrit la science. Son fonctionnement, les acteurs qui y sont impliqués et leur recrutement. Nous avons décrit comment les conflits d'intérêts – et la corruption morale et substantielle – régissent tous les aspects de la profession académique, qui est donc incapable, dans son ensemble, d'offrir un point de vue objectif et impartial sur quoi que ce soit.

Le produit de la science est un gigantesque tas de merde : des réponses erronées, incomplètes, manifestement fausses et/ou non pertinentes. Des réponses à des questions que, dans la plupart des cas, personne de sensé ne voudrait poser. Une montagne de merde où personne, parmi ceux qui s'y vautrent, n'y connaît rien. Personne ne comprend rien, et les questions mal posées sont données en échange de réponses orientées vers le paiement. Une montagne de merde dans laquelle des mains fébriles cherchent – et trouvent – la justification mystico-religieuse du pouvoir, de l'arbitraire et de la tyrannie contemporains.

Bien sûr, il y a des exceptions. Bien sûr, il y a le professeur qui est passé à travers les mailles du filet du système et qui, grâce à la position qu'il a acquise, dispose d'une tribune pour dire quelque chose d'intéressant. Mais il s'agit d'une voix isolée, ridiculisée, utilisée pour susciter les deux minutes habituelles de haine télévisuelle ou sociale. Il n'y a pas de bébé à sauver dans l'eau sale. L'enfant est mort. Noyé dans les eaux usées.

Le « débat académique » est désormais un processus totalement autoréférentiel, ne débouchant sur aucun résultat quantitatif (ou qualitatif) tangible. Toute la recherche universitaire n'est rien d'autre qu'un gigantesque système de Ponzi visant à augmenter les citations, qui servent à obtenir des subventions et à gonfler les egos et les comptes bancaires – mais surtout les egos – des carriéristes professionnels.

La science en tant qu'institution est un appareil éléphantique et hypertrophié, corrompu jusqu'à la moelle, dont la seule fonction – en plus de se reproduire de manière incestueuse – est de fournir une légitimité au pouvoir. Certes, à une époque, elle était aussi capable de fournir la base de connaissances techniques nécessaires à la reproduction et à l'entretien du pouvoir lui-même. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, la production ininterrompue de la montagne de merde le rend impossible. Tout au plus parvient-elle à sélectionner, nominalement et par simple attribution d'un jeton de présence dans les écoles les plus huppées, les rejetons de la nouvelle classe dirigeante.

Lorsque quelqu'un vous vante les mérites de la dernière avancée scientifique, la seule réponse possible est : « Je n'achète rien, merci ». Si quelqu'un vous dit qu'il agit « selon la science », fuyez.

[1] Bellarmin conseille à Galilée de parler d' »hypothèse ». En réponse, Galilée publia le ridicule « dialogue », où les preuves apportées pour soutenir ses affirmations sur l'héliocentrisme n'étaient rien d'autre que des conjectures, complètement erronées et sans aucune base empirique. La position du Saint-Office était littéralement : « *Dites ce que vous voulez tant que vous ne le faites pas passer pour la vérité* ». Galilée a eu sa revanche : maintenant, ils disent ce qu'ils veulent et le font passer pour la vérité. Les sources ? Cherchez-les.

[2] Paradoxalement, dans les revues de niveau moyen inférieur, où la concurrence acharnée est minimale, on peut encore trouver quelques rares exemples d'un examen par les pairs bien fait. Par exemple, on m'a un jour demandé d'arbitrer un article pour une petite revue avec laquelle je n'avais jamais eu affaire et dont je ne connaissais même pas indirectement le rédacteur en chef. Le document a été envoyé sans page de titre, donc anonymement, et, étrangement, je n'ai pas pu trouver le document de travail en ligne. Il était objectivement nul et j'ai recommandé de le rejeter.

▲ [RETOUR](#) ▲

S'échapper de l'Overshoot : Extrait

Par Peter A. Victor, initialement publié par Resilience.org 13 avril 2023



resilience



«Les propriétaires de cette maison (très destructrice de l'environnement, il va de soi) vont venir vous expliquer comment vivre de façon écologique.»

Extrait avec l'autorisation de Escape from Overshoot : Economics for a Planet in Peril, Peter Victor (avril 2023, New Society Publishers.



Prologue : Une planète en péril

L'Homo sapiens s'est établi sur la planète Terre il y a au moins 200 000 ans, et peut-être bien avant.¹ Il a fallu attendre l'année 1800 environ pour que la population humaine atteigne un milliard d'individus. Il a fallu attendre 1800 environ pour que la population humaine atteigne un milliard. Un deuxième milliard est venu s'ajouter en 124 ans seulement, puis des milliards successifs à des intervalles de trente-trois, quinze, douze, douze, douze et treize ans, pour dépasser les huit milliards au total en 2022. La plupart du milliard d'humains vivant au début du 19^e siècle avaient un niveau de vie matériel très bas. Des milliards le sont encore aujourd'hui, mais pour des milliards d'autres, le niveau de vie a progressé à pas de géant, plus rapidement même que l'augmentation de la population. Pendant ce temps, la taille de la planète n'a pas du tout augmenté. Chaque année, la Terre intercepte pratiquement la même quantité de lumière solaire, fournissant l'énergie vitale qui, par le biais de la photosynthèse, permet la survie de pratiquement toutes les formes de vie sur Terre, y compris l'homme.

La combinaison de milliards de personnes et des quantités gargantuesques de matériaux que nous utilisons pour enrichir notre vie impose aux systèmes écologiques de la Terre un fardeau insoutenable. C'est en ce sens que la planète est en péril. La Terre elle-même n'est pas en danger. Elle existera bien après la disparition de l'homme,

mais nous mettons en péril l'habitat de notre espèce et de beaucoup d'autres, non pas parce que nous le voulons, mais parce que nous avons été incapables jusqu'à présent d'arrêter d'épuiser et de dégrader la capacité de la planète à subvenir à nos besoins à tous.

Il existe des preuves irréfutables que l'impact de l'homme sur la zone de vie sur Terre – la biosphère – a dépassé les niveaux supportables à plusieurs égards cruciaux. Nous sommes dans une situation de dépassement de la Terre. Bien entendu, il existe d'énormes différences dans la contribution des différents peuples et nations au dépassement et à ses effets, tant dans le passé qu'à l'heure actuelle. Il existe également un décalage inquiétant entre les principaux responsables du dépassement et ceux qui sont les plus vulnérables à ses conséquences, et la situation ne fait qu'empirer.

Il ne s'agit pas de nier les améliorations remarquables apportées par les générations les plus récentes à de nombreux aspects de la vie des gens. Le niveau de vie matériel a atteint des niveaux sans précédent pour littéralement des milliards de personnes, bien que des milliards d'autres languissent encore dans une pauvreté abjecte, espérant toujours un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs enfants. Nombreux sont ceux qui pensent que les progrès technologiques, alimentés par l'énergie fossile bon marché, qui ont conduit de l'ère de la vapeur à l'utilisation généralisée et innovante de l'électricité, à l'informatisation et aux réalisations remarquables dans le domaine des sciences de la vie, surmonteront tous les obstacles, quels qu'ils soient. Mais ces progrès ont eu un coût. De graves dommages ont été causés et continuent de l'être à notre maison terrestre et aux autres espèces avec lesquelles nous la partageons. Il y a eu des avancées occasionnelles, comme la réduction des pluies acides dans les années 80 et 90 aux États-Unis et au Canada, et la reconstitution partielle de la couche d'ozone stratosphérique, non sans une forte opposition des entreprises et l'hésitation des gouvernements. Cependant, malgré la succession apparemment sans fin d'engagements internationaux et de plans bien intentionnés visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à protéger la biodiversité et les espèces menacées, et à traiter de nombreux autres aspects du dépassement, nous perdons du terrain, au sens figuré comme au sens propre. Que faut-il faire ?

Il n'existe pas de solution simple à un tel enchevêtrement de problèmes complexes. Mais il existe des façons de penser et d'agir qui peuvent nous aider.

Certaines d'entre elles proviennent de l'économie, qui dispose d'un riche stock d'idées et de perspectives développées au cours des deux derniers siècles, ainsi que de sources plus contemporaines, dans lesquelles nous pouvons puiser. L'objectif de ce livre est de présenter à un large public les fruits de plusieurs décennies de recherche qui décrivent et expliquent la situation difficile dans laquelle se trouve l'humanité et qui laissent entrevoir un avenir plus attrayant que si les tendances actuelles se poursuivent.

L'accent est mis sur l'économie, car les activités économiques de production et de consommation sont intimement liées au dépassement, et en tant qu'économiste, c'est ce que je connais le mieux. Mais tout comme les pompiers, la police et les ambulances sont régulièrement appelés en cas d'urgence, nous aurons besoin de toutes les meilleures idées que l'humanité a à offrir, et pas seulement de l'économie, pour trouver un moyen d'échapper au dépassement. Et le plan d'évacuation, pour autant qu'il puisse être synthétisé par un seul auteur, s'adresse avant tout aux pays à revenu élevé qui, par souci de justice et d'efficacité, devraient prendre l'initiative de réduire leur impact sur la planète Terre.

L'ouvrage commence par un compte rendu du dépassement, qui s'appuie sur des sources gouvernementales et évaluées par des pairs. L'histoire est très inquiétante. Puisque nous nous préoccupons de l'avenir, les preuves du dépassement sont suivies d'une discussion sur la difficulté, voire l'impossibilité, de prédire l'avenir. Mais la prédiction telle qu'on l'entend habituellement n'est pas l'objectif de ce livre. Toute prédiction de l'avenir dépend de ce que nous décidons et faisons aujourd'hui. Ce livre a pour but de nous aider à prendre de meilleures décisions, éclairées par un examen attentif et systématique de leurs conséquences possibles et probables. C'est là notre meilleure chance d'échapper au dépassement et de trouver un avenir meilleur pour tous.

La cause immédiate du dépassement est la combinaison de l'augmentation massive du nombre de personnes et de ce que nous produisons, rendue possible par l'expérience rapide et grossièrement inégale de la croissance économique des deux cents dernières années. Dans de nombreuses régions du monde, la croissance économique est devenue pratiquement synonyme de progrès.

Cela ne s'est pas fait sans commentaires critiques, y compris de la part d'économistes influents, qui ont toutefois été largement ignorés. Dans ce livre, nous entendrons à nouveau leurs voix et peut-être que cette fois-ci nous les écouterons plus attentivement.

Dans les disciplines universitaires, il est courant que les membres se rassemblent autour de quelques idées ou principes clés, donnant ainsi naissance à différentes écoles de pensée. Dans le courant dominant de l'économie néoclassique, les problèmes environnementaux sont généralement considérés comme relevant de la microéconomie, c'est-à-dire de l'économie des individus et des marchés. Il en va de même pour les questions liées à l'épuisement des ressources naturelles. Il en découle des informations utiles sur l'incapacité des marchés – lorsqu'ils existent – à enregistrer les dommages environnementaux et les taux excessifs d'utilisation des ressources. Les propositions politiques qui découlent de cette analyse microéconomique mettent l'accent sur l'utilisation de divers types de taxes sur les émissions, telles que la taxe sur le carbone, fondées sur la croyance que si nous « fixons les bons prix », les marchés produiront automatiquement les bonnes quantités d'émissions polluantes et les bons taux d'utilisation des ressources. Une autre approche, issue de cette perspective néoclassique, consiste à établir des marchés là où il n'y en a pas – par exemple des permis d'émettre des polluants ou de pêcher des poissons – et à permettre l'échange de ces permis dont le prix est déterminé par l'offre et la demande.

Ces approches microéconomiques des questions liées à l'environnement et aux ressources ont leur place dans le menu des options politiques, mais elles ne suffisent pas à éviter le dépassement. La raison en est que les redevances d'émission et les permis négociables sont conçus pour rendre les marchés plus efficaces, c'est-à-dire pour affecter les intrants de toutes sortes à leur meilleure utilisation. Mais le dépassement est moins un problème d'efficacité dans ce sens qu'un problème d'échelle, de taille physique de l'économie par rapport à la taille physique de la Terre et de ses systèmes écologiques dont dépendent les économies. Le dépassement est avant tout un problème de macroéconomie, de l'ensemble de l'économie. C'est pourquoi la plupart des données économiques utilisées dans ce livre pour traiter le dépassement proviennent de la macroéconomie, dont le champ d'application a été élargi pour englober cette dépendance essentielle des économies à l'égard de l'environnement.

Le système économique prédominant dans le monde d'aujourd'hui est une forme de capitalisme et nous comparerons donc, à un niveau macroéconomique, la manière dont plusieurs de ces écoles de pensée analysent le capitalisme. Nous verrons qu'elles diffèrent grandement dans les différentes caractéristiques du capitalisme qu'elles mettent en évidence, suggérant différents obstacles et possibilités d'échapper au dépassement, bien que cela n'ait pas été la préoccupation principale de leurs initiateurs. Cependant, c'est la préoccupation de plusieurs propositions actuelles pour des économies plus durables, telles que l'économie de l'état stable, l'économie du beignet et la décroissance, dont nous pouvons tirer des éléments d'un plan d'évasion. Ces propositions s'inspirent toutes de l'économie écologique, une nouvelle branche de l'économie fondée sur l'idée que les économies sont des sous-systèmes de la biosphère, entièrement dépendants des réserves terrestres de matériaux (y compris les combustibles fossiles), d'air, de terre et d'eau. L'économie écologique reconnaît que les intrants de l'économie sont transformés et dégradés par la production et la consommation qui, lorsqu'elles sont excessives, perturbent l'équilibre entre les humains et le reste de la nature.

L'une des façons de délimiter les possibilités futures consiste à dessiner une carte conceptuelle du terrain sur la base de thèmes clés. La carte de l'avenir esquissée dans ce livre se compose de points d'intérêt tels que la consommation, la technologie, le travail et l'équité, mais, comme une carte imprimée ordinaire, elle ne prescrit pas un itinéraire particulier. Certaines voies – la croissance verte et l'économie circulaire par exemple – sont

promues sur la base de la croyance douteuse que la croissance économique peut être découplée de manière permanente des ressources et des déchets. Une alternative consiste à envisager un avenir post-croissance et les différentes formes qu'il pourrait prendre, en commençant par les économies à haut revenu.

Des simulations de divers scénarios sont présentées, avec en point d'orgue une liste de ce qu'il faut changer pour obtenir l'avenir que nous choisissons, plutôt que celui que l'ignorance, les intérêts acquis et la complaisance nous obligeront, nous et ceux qui nous suivront, à prendre. Il n'est pas difficile de trouver des exemples de changements positifs, et nous en examinerons quelques-uns. Leur existence même donne des raisons d'espérer. Le défi consiste à les porter rapidement à un niveau suffisant pour éviter le dépassement, et ce livre nous montre la voie à suivre.

Crédit photo pour l'accroche : Une maison cossue à Holmby Hills, Los Angeles, à environ 12 miles du centre-ville. Par Atwater Village Newbie – Spelling Manor, Holmby Hills, CC BY 2.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=7614947>

▲ [RETOUR](#) ▲

L'OPEP arrivera-t-elle à imposer sa volonté

Lasurent Horvath Création : 13 avril 2023

2000Watts.org



Rarement une décision de l'OPEP+, le cartel des pays exportateurs de pétrole et la Russie, aura impacté autant de domaines à la fois. Bien que ce battement d'aile d'un papillon nommé pétrole n'a pas fait la une des médias, il a le potentiel d'ouvrir une nouvelle page géostratégique.

Alors que le secteur bancaire était secoué par les faillites de banques américaines ainsi que du Crédit Suisse, le spectre d'une crise économique a été ravivé.

Crise économique = baisse des prix du pétrole

En toute logique, les spéculateurs parièrent sur une baisse des prix du pétrole. C'est à ce moment précis, que l'Arabie Saoudite et les monarchies du Golfe et la Russie décidèrent de retirer du marché 1 million de barils par jour, soit le 1% des extractions mondiales. Surpris, les traders ont dû immédiatement se couvrir et acheter du pétrole pour minimiser leurs pertes.

Sur la nouvelle, le pétrole a regagné 7 dollars dans une ambiance haussière notamment durant les mois d'été très énergivores. De 79\$ en quelques heures, il grimpa à 85 et une semaine après à la publication de cet article, il reste sur les 86\$ à Londres.

OPEP : une position dominante

La dernière fois que l'OPEP prit une décision aussi tranchante remonte à 2019, quelques mois avant la pandémie de Covid.

L'Arabie Saoudite et la Russie s'allièrent pour noyer les marchés afin de faire chuter les prix et mettre en faillite les producteurs de schiste américain. Le COVID aura fourni les vis sur les cercueils texans.

Aujourd'hui, Washington confirme le prochain essoufflement du schiste, mais surtout entérine, de facto, la position monopolistique de l'OPEP+. Avec une part de marché de 30%, elle devrait grimper à 50% dans les années à venir.

Dans cette position, le cartel se doit d'imposer ses tarifs et maîtriser les variations des cours afin d'assurer des revenus stables.

Les pays extracteurs pourraient prendre le pari que l'économie mondiale est capable de supporter des prix plus élevés qui pourraient dépasser les 100 dollars le baril sur le long terme.

Ce changement de paradigme est nécessaire afin de satisfaire les ambitions de la Vision 2030 de l'Arabie Saoudite et la construction de villes futuristes comme Neom ou The Ligne, une ville de 170 km de long dans le désert ou la fabrication de la neige pour les championnats asiatiques d'hiver en 2029. Pour la Russie, inutile d'énumérer la liste des avantages.

Hasard du calendrier, cette prise de décision tombe quelques semaines après plusieurs rencontres cruciales entre la Chine, la Russie, l'Arabie Saoudite et l'Iran. Elle laisse planer l'ombre du président chinois Xi Jinping dont l'opportunité d'être immunisé grâce à des hydrocarbures bon marché est trop belle pour la dilapider.

Les pays importateurs

Du côté des pays importateurs, si la hausse des cours du pétrole se concrétisent, elle va compliquer la lutte des banques centrales contre l'inflation. Après un début d'année placé sous de meilleur hospice grâce à la chute des prix du méthane et du pétrole, l'inflation pourrait reprendre son envol et accentuer la hausse des taux d'intérêts avec la crainte de rejouer le scénario de 2008.

Pour l'Europe et le G7, cette décision challenge le mécanisme du plafonnement des prix du pétrole russe à 60 dollars afin de priver de liquidités Moscou. La forte demande de la Chine et de l'Inde a déjà poussé le prix de l'Oural au-dessus du plafond imposé. Il faudra une certaine dose de conviction de la part de Bruxelles pour convaincre ses citoyens de passer à la caisse.

Trump en embuscade et un monde de dépendance

Du côté américain, l'ombre d'un Trump inculpé mais candidat, inquiète Biden.

Le président a déjà vidé une partie des réserves stratégiques pour faire baisser artificiellement, manipuler diront certains, les prix à la pompe à l'occasion des élections de mi-mandat. Il y a un mois, Joe Biden a encore déversé 26 millions de barils sur les marchés pour freiner les rentrées financières de la Russie.

La hausse de l'essence fait partie des cauchemars de la Maison Blanche car Trump saura la transformer en une arme tranchante.

Alors que le monde continue de dévorer de plus en plus de pétrole, les gouvernements préfèrent augmenter cette hyper dépendance. C'est dans ce comportement que l'OPEP puise et trouve sa force d'imposer ses choix.

Les salaires des patrons du pétrole explosent



Alors que l'inflation trotte à travers le monde, les ménages ont de plus en plus de peine à boucler financièrement les mois. Dans l'œil du cyclone, les prix de l'énergie et notamment du méthane et du pétrole.

De l'autre côté de la planète, les majors pétrolières et gazières privées ont réalisé plus de \$200 milliards de bénéfices. Bien qu'ils n'ont qu'une influence minimale dans ces excellents chiffres, car les cours se sont envolés en 2022, les

PDG ont vu leurs salaires exploser. Tour de piste.

Entre 20 et 89 millions

Honneur à l'américain ExxonMobil et ses \$57,5 milliards de bénéfices.

Son PDG Darren Wood a perçu \$ 35,9 millions en 2022. A cela, il faut ajouter la rémunération « effectivement versée. » Au total, elle s'élève à \$89,7 millions, ce qui reflète la hausse du cours de l'action Exxon et les actions que le PDG a reçues.

Le No 2 américain, Chevron, avec un bénéfice \$36,5 milliards.

Son PDG, Michael Wirth, a augmenté son salaire que de 4 % à \$23,6 millions. Sa rémunération « réellement payée » s'élève à \$86,7 millions, reflétant les gains réalisés sur le cours des actions.

Du côté de Shell

Ben van Beurden, a perçu de \$12 millions en 2022, (+53 %). L'entreprise a réalisé un bénéfice de \$40 milliards.

On reste en Angleterre, où Bernard Looney, le PDG de BP, a doublé son salaire à \$12,5 millions pour un bénéfice de \$28 milliards. Le conseil d'administration de BP a limité les primes en raison de 4 accidents mortels dans les installations de BP.

En Macronie, la rémunération du PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, est de \$8,14 millions (+23%) pour \$40 milliards de bénéfices.

Les transports maritimes dans le même bain

Du côté des transports maritimes, le PDG de l'armateur CMA-CGM, Rodolphe Saadé, a annoncé des bénéfices records : \$ 25 milliards. En avril 2022, sa fortune était estimée à \$41,4 milliards selon Forbes.

Moller Maersk a réalisé un bénéfice de \$31 milliards. Son PDG Vincent Clerc a gagné qu'un minuscule \$17.5 millions en 2022.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'énergie dans la prospective de très long terme

Greg De Temmerman Le 12 avril 2023



Greg De Temmerman directeur général de Zenon Research

En bref

- Le réchauffement climatique oblige à se projeter dans un monde très différent, où la question de l'énergie est cruciale.
- L'innovation technologique est au centre de nombreux scénarios, non sans raison : des ruptures majeures ont déjà eu lieu depuis dix ans.
- La prospective impose aussi de penser un futur où aucune innovation de rupture n'a changé la donne.
- Les pays riches évoluent rapidement ; les émergents et les pays pauvres pourraient suivre selon une logique de *leapfrogging*, en adoptant directement des solutions décarbonées.
- Mais la compétition pour les ressources oblige aussi à considérer des scénarios de tensions géopolitiques.

Le think tank Zenon s'essaie à la prospective de très long terme. La question de l'énergie pose-t-elle des problèmes particuliers ?

La prospective essaie de tracer les voies possibles pour le futur. Le prospectiviste ne se contente pas de tirer des lignes à partir de ce qui existe, il intègre à sa réflexion la possibilité de nouveautés plus ou moins radicales. Mais dans le cas de l'énergie, les futurs possibles sont encadrés par un certain nombre de contraintes. La première est l'exigence de décarbonation, qui s'impose comme un cadre général sur cette question.

Si l'on évoque souvent la date de 2050, c'est à la fois parce que c'est une balise importante dans ce cadre, avec l'objectif de neutralité carbone (pour avoir une chance de rester sous 1,5 °C de réchauffement global), et parce que l'horizon de 25 ou 30 ans est assez courant : les prospectivistes ont l'habitude de raisonner à moyen terme. Mais il est possible, sans tomber dans la science-fiction, de reculer cet horizon et de raisonner sur le long terme.

Cela tient au fait que les modèles climatiques dans lesquels s'insère notre question tournent à très long terme, du fait de forts effets d'inertie. La chaleur ou la salinité des océans, les grands courants marins et même certains flux atmosphériques subissent déjà des modifications qui commencent à produire leurs effets, et qui ne sont pas réversibles à court ou moyen terme. De même, on peut réduire significativement les émissions annuelles de CO₂, mais réduire le stock de CO₂ contenu dans l'atmosphère est une affaire d'une tout autre ampleur ; or ce stock est le principal déterminant de ce qui se jouera dans les prochaines décennies. Enfin, nos équipements forment eux aussi un stock : 14 % des automobiles vendues en 2022 sont électriques, soit 11 millions de véhicules ; mais il y a 1,4 milliard de voitures sur les routes dans le monde.

Le long terme s'impose, donc. Mais le risque n'est-il pas de se dire que d'ici 50 ans, on aura trouvé la solution miracle et qu'il n'y a pas lieu de s'affoler ?

La prospective impose d'explorer des scénarios comportant des ruptures, qu'elles soient technologiques ou autres. Plus nous échouons à baisser nos émissions rapidement (et donc plus la probabilité de tenir les engagements de l'Accord de Paris sur le climat diminue), plus les scénarios vont inclure des technologies encore en stade de développement. La possibilité de gérer un « *overshoot* » [dépassement, ndlr] de température par exemple, implique d'avoir des scénarios de type net-négatif qui diminuent les stocks de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Mais en ce moment, au contraire, les émissions de méthane explosent ! Ce sont notamment des politiques ambitieuses qui peuvent changer la donne. Même si l'exemple du méthane illustre bien la complexité de ces questions, marquées par des boucles de rétroaction : pendant les confinements, on a émis moins de polluants (CO, Nox), or ces derniers aident la chimie de la décomposition du méthane dans l'atmosphère. Tous les systèmes sont couplés.

Parmi les innovations de rupture qui peuvent survenir, on mentionne souvent la fusion nucléaire, ou encore la géoingénierie (le contrôle du rayonnement solaire pour refroidir la terre – qui pose d'énormes questions). Il y a aussi celles qui se produisent sous nos yeux : comme les batteries, dont le prix a diminué de 90 % en dix ans pendant que la densité énergétique a presque doublé. C'est un *game changer* sur la mobilité, et il y a quinze ans on ne pouvait pas l'imaginer. Or la possibilité du stockage, peu cher, rend pertinentes d'autres applications.

Mais la prospective impose aussi de penser un futur où *aucune* innovation de rupture n'a changé la donne. Même si la fusion nucléaire était disponible aujourd'hui, il faudrait trente ans pour la déployer. Il faut donc alors passer par le court terme et prolonger les tendances, pour comprendre comment on peut les infléchir. La prospective raisonne aussi à partir des points d'arrivée, en traçant les scénarios qui permettent d'y parvenir. On fait des hypothèses, et on précise les conditions devant être remplies.

Prenons une hypothèse globale, systémique : la décarbonation. Pour dessiner ses voies possibles, on se demandera d'abord ce qu'on peut électrifier, puis ce qui peut être transféré sur l'hydrogène, puis sur le biogaz ; puis on boucle le raisonnement. L'exploration du comment, des conditions, amène à prendre en compte les spécificités d'un territoire – l'éolien offshore n'est pas possible partout ! Mais ces conditions évoluent, parfois très vite. Sur des questions clés comme la mobilité et la production d'électricité, le mouvement est lancé et on observe aujourd'hui une croissance exponentielle. Grâce à des efforts politiques, des réglementations, des subventions, on n'est plus très loin de la parité en termes de prix (si l'on raisonne en coût total de possession, pour les véhicules ou, pour les énergies renouvelables, en coût actualisé du kWh, une métrique qui prend en compte l'ensemble des coûts et productions d'un équipement sur sa durée de vie). On arrive à un moment où le marché pourra fonctionner sans subventions. Sur d'autres terrains, comme l'hydrogène par exemple, il faut toujours des subventions.

Toutes ces évolutions ont lieu dans les pays riches. Le défi n'est-il pas dans les pays émergents et pauvres ? Et dans ce cas, quels sont les scénarios possibles ?

Si on raisonne en prospective, on voit apparaître deux scénarios très différents. Le premier, optimiste, est le *leapfrogging* [effet « saute-mouton », ndlr] : ces pays adoptent directement des solutions décarbonées. Ce qui va à l'appui de cette hypothèse, c'est qu'en Afrique, par exemple, les réseaux sont à créer, et la question de l'intermittence est différente quand on part de rien ou presque. Il n'y a pas de dépendance au chemin. Le point faible de cette hypothèse, ce sont les investissements, avec en arrière-plan la question de la stabilité financière. L'Inde, par exemple, est un gros consommateur de charbon, produit localement. Lors de la dernière COP, elle a dit oui pour accélérer sa transition – mais réclame des moyens pour le faire.

On tombe ici sur des questions politiques, avec des choix publics, pour les pays émergents, s'engager ; pour les pays riches, les aider (ou à tout le moins de ne plus faire d'investissements fossiles dans les pays émergents). Problème, tous ces choix interfèrent : le Pakistan, ainsi, est repassé au charbon depuis que l'Europe, pour se passer du gaz russe, s'est tournée vers le GNL. Si on achète plus d'une ressource (dont la production ne peut augmenter instantanément), on coupe l'accès au marché de quelqu'un d'autre. Et inversement si on se détourne d'une ressource, on la rend plus accessible à d'autres acquéreurs. Ce qui nous amène à un deuxième scénario, où le charbon, le gaz et le pétrole que nous ne consommons plus le seront dans les pays émergents et pauvres.

Une partie de l'équation se joue dans l'équilibre encore incertain entre la Chine, fournisseur de la transition (panneaux solaires, nucléaire, batteries, véhicules électriques) et les pays développés qui tentent de récupérer leur souveraineté industrielle. Conséquence : une compétition pour les ressources et les métaux critiques que sont le lithium, le cobalt, les terres rares. Les tensions liées à cette compétition sont-elles prises en compte par les prospectivistes ?

Cette question renvoie à celle des chocs politiques extrêmes. Ils sont peu pris en compte dans les modèles (un des cinq scénarios, dits SSP, du GIEC prend en compte les « rivalités régionales »). On prend davantage en compte les effets des crises climatiques sur la production (agricole notamment), mais peu la possibilité de chocs géopolitiques ou d'écroulements étatiques. Le pari implicite, c'est que les chocs seront résorbés, que le marché trouvera la solution. Du reste, c'est ce qu'il fait dans beaucoup de cas : ainsi la crise du lithium annoncée depuis dix ans n'a pas eu lieu, on a trouvé les solutions et augmenté fortement la production et les réserves. Mais c'est aussi par manque d'imagination, et par qu'ils sont difficiles à modéliser, qu'on mobilise peu ces scénarios extrêmes.

On pourrait procéder comme on le fait en gestion de projet : repérer les risques et faire en sorte qu'ils n'adviennent pas ; faire évoluer les scénarios. Mais nous avons tendance à vouloir suivre un scénario, plutôt que de le faire dialoguer avec un autre pour imaginer d'autres chemins. C'est un des grands malentendus des travaux de prospective : ceux qui les lisent croient qu'il faut choisir un scénario ou un autre. La leçon du passé, c'est que nous bricolons et que nous nous adaptons.

Richard Robert

▲ [RETOUR](#) ▲

.En bref : Un printemps difficile en perspective. Le point d'arrivée du train de l'euro-dosh

Tim Watkins 8 avril 2023

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is breaking... Are you prepared?



Un printemps difficile en perspective

Les banquiers centraux se sont empressés d'expliquer que la récente série de faillites bancaires n'avait rien d'alarmant et que l'inflation restait l'ennemi public numéro un. Le patron de la banque, Jamie Dimon, n'est pas aussi sûr de lui et prévient les investisseurs : « **La crise actuelle n'est pas encore terminée** :

« La crise actuelle n'est pas encore terminée, et même lorsqu'elle sera derrière nous, elle aura des répercussions pendant des années.

Dimon est en quelque sorte un optimiste dans la mesure où il imagine que cette crise sera un jour derrière nous.

Les grands investisseurs obligataires institutionnels pensent que quelque chose de bien plus grave se profile à l'horizon, et ce pour deux raisons essentielles. La première est qu'en raison de la rupture des chaînes d'approvisionnement et des pénuries de l'économie réelle après le blocage covid, la crise des garanties s'aggrave – les investissements dans le monde réel qui auraient pu sembler être une valeur sûre en 2019 – y compris les investissements viscéraux dans la production d'énergie et de ressources – ressemblent aujourd'hui à des gouffres financiers... ce n'est pas quelque chose pour lequel une banque voudrait prêter de l'argent. Ce qui est, bien sûr, à l'origine de **la deuxième raison pour laquelle les choses sont sur le point d'empirer : les pénuries de devises au niveau mondial.**

Tout comme dans les économies nationales, la monnaie est créée lorsque les banques accordent des prêts, dans le système international des eurodollars, de nouveaux dollars – sans aucun lien avec le Trésor américain ou la Réserve fédérale – sont créés lorsque des banques offshore accordent des prêts à des entreprises et à des États. Tout le système repose en fin de compte sur la confiance. Les banques sont convaincues que les entreprises et les États auxquels elles accordent des prêts seront en mesure de rembourser la dette avec les intérêts. Mais ce que

les marchés obligataires occidentaux signalent – avec une urgence croissante – depuis l’année dernière, c’est que, face aux chocs de l’économie réelle, les banques ne font plus confiance aux entreprises et aux États pour rembourser leurs dettes. C’est pourquoi les banques et les institutions financières cherchent à utiliser la monnaie comme tampon pour compenser les créances douteuses. Ce qui, en pratique, signifie cesser de prêter tout en accumulant autant de liquidités que possible.

Cette situation risque de torpiller les tentatives officielles de gestion de la crise en cours – tentatives qui, de toute façon, ont été contradictoires puisque les gouvernements ont injecté des devises dans l’économie alors même que les banques centrales tentaient désespérément de les en extraire. Aux États-Unis, par exemple, l’administration se débat avec un nouveau plafond de la dette qui, si l’on se fie à l’histoire, sera levé simplement parce que la classe politique est incapable d’envisager l’alternative. Pendant ce temps, au Manœuvrer, la plupart des subventions destinées à maintenir les coûts des ménages à un niveau raisonnable pendant l’hiver prendront fin en avril, alors même que **les différentes branches du gouvernement et les services publics réglementés s’imaginent affectueusement qu’ils peuvent continuer à augmenter les prix et les taxes.**

Si 2023 ressemble à 2008, ce n’est pas à cause des prêts hypothécaires à risque et des banques sous-capitalisées – dont le risque est désormais mieux géré. C’est plutôt dans la façon dont **les décideurs politiques continuent d’ignorer l’économie réelle** – en se rassurant sur l’absence de licenciements massifs – tout en s’appuyant sur des données rétrospectives qui nous disent seulement que l’économie se portait mieux que prévu il y a trois mois. N’oublions pas non plus que les licenciements massifs sont toujours la dernière étape de la crise : ils interviennent après que les prêts sont devenus douteux et que les entreprises ont été contraintes de réduire leurs effectifs ou de déposer leur bilan.

Bien qu’il soit impossible de prédire avec certitude ce qui se passera, il est très probable qu’à mesure que les banques resserreront leurs prêts et retireront des liquidités de l’économie, des milliers d’entreprises zombies – celles qui ont été en mesure d’assurer le service de leurs dettes (à faible taux d’intérêt) mais pas de les rembourser – déposeront leur bilan, créant ainsi la première vague de licenciements. **Il est également probable que cette fois-ci, les organismes publics qui ont évité la crise en 2008 seront contraints de procéder à des coupes sombres lorsqu’il deviendra évident que le rétrécissement de leur base fiscale les rend insoutenables – c’est particulièrement vrai pour les conseils locaux (ainsi que pour les États américains) qui n’ont pas la capacité de créer directement de la nouvelle monnaie.** Cependant, même les gouvernements nationaux peuvent être confrontés à des crises monétaires lorsque les banques internationales calculent que leurs dépenses sont trop élevées pour que leur base fiscale puisse les rembourser, ce qui entraîne une fuite vers les monnaies les plus faibles, voire une dévaluation de celles (comme la livre sterling) qui semblent actuellement fortes sur le papier.

Le point d’arrivée du train de l’euro-dosh

Un certain groupe de libéraux métropolitains a tendance à considérer les 52 % de l’électorat qui ont voté pour le Brexit comme des Néandertaliens irréflechis, facilement guidés par les robots russes des médias sociaux et les mensonges évidents sur le côté des bus rouge vif. Avant le vote et dans les années qui ont suivi, plutôt que d’admettre la possibilité que l’opposition à une Union européenne de plus en plus technocratique et corrompue ait pu avoir quelque chose de sincère, les opposants au Brexit ont qualifié la majorité des électeurs de « racistes », de « fascistes » et d’ »abrutis ».

Pour étayer cette dernière affirmation, ils citent l’exemple d’Ebbw Vale, qui a voté pour le Brexit – une ancienne ville industrielle en déclin située à la tête de l’une des vallées du Gwent... qui abritait autrefois l’une des plus grandes usines sidérurgiques du monde. Carole Codswallop, théoricienne en chef de la conspiration au Guardian, souligne la stupidité des personnes qui ont reçu des milliards de livres sterling en euros pour voter en faveur de la sortie de l’UE :

« Le Pays de Galles n’est pas seulement un bénéficiaire net de l’UE, le financement des capitaux par l’UE a été un élément essentiel pour attirer les entreprises ici. Tout autour de la ville, on trouve des panneaux

portant le drapeau de l'UE pour la zone d'activité d'Ebbw Vale. Le site web indique qu'en tant que zone de niveau 1 de l'UE, « les entreprises peuvent bénéficier du plus haut niveau d'aide au Manœuvrer ».

Ce que ces métropolitains en mal de reconnaissance n'ont pas remarqué, c'est à quel point l'argent de l'euro s'est retrouvé dans les mains des gens ordinaires d'Ebbw Vale. Comme l'explique Stephen Young, l'une des personnes interrogées par Cadwalladr :

« J'ai vécu à Ebbw Vale toute ma vie, j'ai travaillé dans les aciéries et j'ai dirigé ma propre entreprise pendant de nombreuses années. Vous pouvez aller dans n'importe quelle rue et obtenir les réponses qui vous conviennent, mais il y a aussi des voix qui s'élèvent pour dire le contraire si vous cherchez bien. Cette ville dispose d'une nouvelle zone d'apprentissage, de nouvelles routes et d'autres projets financés par l'UE... mais elle n'a pas d'emplois. À une époque, les aciéries employaient 13 000 personnes et la mine environ 800, je crois. L'industrie lourde a disparu et notre ville n'a pas de pollution atmosphérique et de camions lourds l' travers'ent constamment, ce qui est bien, mais elle n'a pas d'argent non plus, peu de choses ont été faites pour remplacer les emplois perdus, nous avons connu l'austérité avant que le reste du pays n'en entende parler. La récession ? Nous pensons que c'est notre mode de vie. Nous voyons des milliards dépensés à Londres et dans le sud-est, nous voyons des milliards dépensés à Cardiff... en comparaison, nous, et une grande partie du Pays de Galles et de grandes parties de l'Angleterre, nous nous nourrissons des miettes de la table".

Dans un reportage de la BBC Newsnight sur Ebbw Vale, Phil Edwards, président du forum des entreprises d'Ebbw Vale, a formulé une remarque similaire : « On ne peut pas se plaindre de la situation :

« Dans un sens, on ne peut pas s'en plaindre. Mais c'est joli, c'est tout ce que c'est, c'est cosmétique. Si quelqu'un est en train de mourir, on ne lui fait pas de chirurgie esthétique pour le maintenir en vie, cela ne va pas l'aider. La ville se meurt, le bourg se meurt et il a besoin d'emplois. Elle n'a pas besoin de jolies bornes, de dragons magnifiques et d'une horloge qui n'indique pas la bonne heure ».

Le problème de la manne de l'euro-dollar est cependant bien plus profond. Comme l'a souligné Gutto Bebb, ancien politicien conservateur et aujourd'hui membre du Plaid Cymru, lors d'une conférence donnée en 2013 à l'Institute of Welsh Affairs, « ma conférence d'aujourd'hui n'a pas pour but d'expliquer ce qu'est l'euro-dollar :

« [Ma] conférence d'aujourd'hui ne porte pas sur l'échec de Bruxelles ou de l'Europe. L'incapacité du Pays de Galles à profiter des énormes investissements européens depuis 2000 repose sur nos épaules en tant que Gallois et reflète le leadership politique et les déficiences majeures de la stratégie de l'Assemblée pour utiliser ces fonds.

« En effet, l'ensemble du jamboree européen est devenu un fonds monétaire pour les autorités locales, l'éducation et les organismes du troisième secteur, le secteur privé, ce secteur de l'économie qui devrait contribuer à la croissance économique, n'obtenant pratiquement aucune part du gâteau financier.

« Il n'est guère surprenant qu'après avoir négligé la partie de l'économie dont la raison d'être est de créer de la richesse, nous ayons vu les performances économiques relatives du Pays de Galles régresser au lieu de s'améliorer au cours d'une période qui s'étend maintenant sur plus de quinze ans de financement de projets dans tout le Pays de Galles qui auraient dû contribuer à notre bénéfice économique, mais qui n'ont rien fait de tel ».

Le Pays de Galles a peut-être été un exemple particulièrement corrompu de l'escroquerie au cœur du financement de l'UE, mais la réalité pour les gens ordinaires de l'ancienne industrie, des bords de mer délabrés et des petites villes rurales de Manœuvrer que l'euro-dosh était censé sortir de la pauvreté, c'est que les gens ont continué à se laisser distancer, alors même que les suspects habituels mentionnés par Bebb continuaient à s'engraisser sur les recettes. De plus, l'escroquerie avait un très gros inconvénient pour les gens ordinaires – l'Euro-dosh se présentait

principalement sous la forme de subventions ponctuelles pour des projets d'investissement. En tant que tel, il n'était utile que s'il était investi dans des entreprises commerciales viables, capables de voler de leurs propres ailes une fois le financement terminé. Le financement de l'éducation, des collectivités locales et des activités à but non lucratif n'a servi qu'à mettre un boulet au pied des contribuables locaux une fois que le financement a pris fin. L'UE peut, par exemple, financer en partie la rocade, mais les contribuables locaux doivent financer son entretien permanent. Il en va de même pour le nouveau collège, le street art et l'horloge qui n'indique pas la bonne heure, et le plus emblématique de tous, le téléphérique entre la gare et le centre-ville... que le conseil local a finalement supprimé, maintenant que les coûts dépassent les avantages. Nous ne pouvons que deviner le nombre de projets Euro-Dosh similaires au Pays de Galles – et, en fait, au Manœuvrer dans son ensemble – qui connaîtront une fin similaire maintenant que les pressions liées au coût de la vie ont rendu inévitables les coupes budgétaires des conseils locaux.

Pour beaucoup de ceux qui ont voté pour la sortie de l'UE, l'Euro-dosh a toujours été une escroquerie. C'est ce qu'a résumé un ouvrier automobile de Tyneside en réponse à l'avertissement du Premier ministre de l'époque, David Cameron, concernant l'effet du Brexit sur l'économie : « *Oui, votre économie !* »

Peut-être que si le système de l'euro-dosh – ostensiblement destiné à sortir les régions ex-industrielles de la pauvreté – n'avait pas été utilisé par la classe libérale métropolitaine comme **une subvention publique au mode de vie**, les choses auraient pu se dérouler différemment. Mais nous sommes là où nous sommes. Et ceux qui imaginent avec tendresse qu'une répétition du référendum sur le Brexit produirait un résultat différent feraient bien de considérer que ce fossé économique entre les « quelque part/physiques » ordinaires et les « quelque part/virtuels » libéraux métropolitains continue de s'élargir... c'est juste qu'au sein des chambres d'écho des médias sociaux, les voix de la majorité sont rarement entendues.

▲ [RETOUR](#) ▲

La futilité de la protestation américaine

Par Dmitry Orlov – Le 10 avril 2023 – Source [Club Orlov](#)

Récemment, le fil de discussion le plus populaire sur Reddit était « [Pourquoi les Américains ne protestent-ils pas comme ils le devraient ?](#) », avec 27 000 vues et 5 000 commentaires. Les commentateurs ont donné de nombreuses raisons de ne pas protester individuellement, bien qu'ils aient toutes les raisons de le faire. Mais ce qui manque, c'est une appréciation globale du fait que toute protestation en Amérique du Nord et dans la péninsule d'Europe occidentale est désormais futile.



Il y a quelques raisons superficielles à cela. En ce qui concerne la péninsule d'Europe occidentale, la raison la plus évidente est que ce n'est pas le bon endroit pour protester, puisque tout est désormais dirigé depuis Washington et que les dirigeants locaux ne sont plus que des supplétifs, dociles et jetables. Par ailleurs, il est vain de protester à Washington, car les personnalités visibles contre lesquelles on pourrait protester ne sont pas celles qui dirigent : John Kennedy n'était pas trop pressé de s'engager dans une guerre totale au Viêt Nam et il a été abattu ; Bill Clinton n'était pas trop pressé de bombarder la Yougoslavie pour la soumettre et il s'est fait tirer l'oreille par Monica Lewinski. Il en va de même pour les

Européens : Dominique Strauss-Kahn, qui avait des idées indépendantes sur l'euro, a été faussement accusé et arrêté pour avoir abusé d'une femme de chambre dans un hôtel ; l'affaire a finalement été classée, mais sa réputation et sa carrière étaient déjà ruinées.

Et qui est vraiment responsable ? »h bi'n, vous méritez d' être puni rien que pour avoir posé la question ! Ceux qui savent, savent. Ceux qui ne le savent pas n'ont pas besoin de le savoir. Il y a plus de 40 ans, j'ai pris conscience de ce qui suit : « *L'Amérique n'est pas un pays ; l'Amérique est un country club* ». L'adhésion a ses privilèges. Les non-membres peuvent ramasser les balles de golf perdues, servir des martinis ou faire des massages ; ils n'ont certainement pas le droit de dire à la direction du club ce qu'elle doit faire !

Aucune des raisons invoquées par les lecteurs de Reddit pour ne pas protester n'est allée jusqu'à identifier la cause première, et je voudrais combler cette lacune.

À l'époque où j'ai obtenu mon diplôme dans un lycée américain, il y a une quarantaine d'années, quelques-uns de mes amis russes qui avaient obtenu leur diplôme en même temps que moi, pensant de la même manière, ont fait de l'auto-stop jusqu'en Alaska, pour y chasser, y pêcher et y cultiver de l'herbe. Certains n'ont même pas pris la peine d'obtenir leur diplôme, car ils n'avaient aucunement l'intention de travailler au sein de ce système social de mauvaise foi. Je me souviens de l'un d'entre eux en particulier, qui a abandonné ses études, puis a donné des cours d'algèbre et de trigonométrie à ceux qui ne les avaient pas suivies (il avait auparavant fréquenté une école soviétique, ce qui faisait de lui un mathématicien professionnel par rapport à ses camarades scolarisés aux États-Unis). Je suis resté à Boston et nous nous sommes séparés, mais j'ai moi aussi cherché un chemin moins fréquenté et j'ai fini par devenir une éponge à argent public, payé par le gouvernement pour mesurer le spin anormal des muons, rechercher la désintégration des protons, détecter les neutrinos des supernovas et d'autres activités aussi inutiles qu'amusantes. J'ai ensuite eu plusieurs carrières, mais après une vingtaine d'années de travail rémunéré, j'en ai eu assez, j'ai acheté un voilier, j'ai déménagé avec ma femme, le chat et, finalement, notre fils, j'ai vendu l'immobilier et la voiture, et je suis parti naviguer. C'était amusant pendant un certain temps, comme solution provisoire, mais la solution finale était de retourner en Russie. Ainsi, tant pour moi que pour mes camarades de classe russes, la réponse à la question « *L'Amérique, on l'aime ou on la quitte* » a été un « *On la quitte* » sans équivoque – que ce soit pour l'Alaska russe occupée par les États-Unis (dont le bail de 99 ans a expiré en 1966) ou pour la Russie proprement dite.

Les raisons invoquées dans le fil de discussion Reddit pour expliquer que les Américains ne veulent pas protester sont utiles en ce qu'elles montrent l'état dégradé de la vie quotidienne américaine, étant à la fois des raisons de protester et des raisons de ne pas le faire. Mais elles ne présentent pas la cause profonde, sur laquelle je reviendrai plus tard. Tout d'abord, les raisons invoquées par les Américains eux-mêmes.

La plupart des gens ont du mal à joindre les deux bouts d'un mois à l'autre, et le système est structuré de telle sorte que la perte d'un emploi entraîne immédiatement la perte d'un logement, de l'assurance maladie et, en général, l'éjection du milieu social habituel. De nombreuses personnes sont obligées de cumuler plusieurs emplois ou de faire des heures supplémentaires, alors que les horaires de travail aux États-Unis sont conçus de manière à épuiser les forces d'une personne bien plus qu'un emploi similaire en Europe ou ailleurs.

De nombreuses personnes doivent faire des trajets d'une heure pour se rendre à leur travail et en revenir, et doivent conduire elles-mêmes au lieu de faire la sieste ou de se détendre en chemin. Ils n'ont généralement droit qu'à une seule pause non rémunérée d'une demi-heure pour le déjeuner. Ils n'ont pas la possibilité de s'absenter du travail pour quelque raison que ce soit, même pour se rendre chez le médecin. De nombreux emplois ne prévoient aucun « *congé maladie* » pendant la période d'essai initiale de six mois. Il n'y a pas de vacances payées ni de congé de maternité ou de paternité. Les mères peuvent être licenciées pour être restées à la maison afin de s'occuper de leurs enfants malades. La liste de ces indignités semble sans fin, mais les gens n'ont pas d'autre choix que de continuer à travailler, persistant dans un état de rage permanente refoulée qui ronge peu à peu leur âme. Les gens vivent dans le stress permanent des factures impayées et craignent de tomber malades et, par conséquent, de faire faillite et de devenir sans-abri avec les membres de leur famille qui dépendent d'eux, mais ils doivent malgré tout maintenir un comportement professionnel et joyeux jusqu'à ce que la fausseté de la situation imprègne et empoisonne leur psyché. Le résultat final est que la plupart des gens sont tout simplement trop affaiblis pour sortir et protester.

Ce sont là de très bonnes raisons d'aller manifester, mais il y a aussi d'excellentes raisons d'éviter les

manifestations. Outre la futilité de la protestation mentionnée ci-dessus, la police américaine, qui est mieux armée et équipée que certaines armées, est une caste séparée du reste de la société américaine. Les policiers socialisent principalement entre eux et ont une forte mentalité « *nous contre eux* ». La plupart du temps, ils peuvent tirer pour tuer en toute impunité, mais il arrive qu'un George Floyd leur tombe dessus et que l'un d'entre eux se retrouve en prison pour 22,5 ans. Ils sont censés attraper les criminels, ce qui est difficile et dangereux, mais les procureurs peuvent refuser d'engager des poursuites, les juges peuvent relâcher ces criminels, et même ceux qui sont condamnés à une véritable peine de prison sont relâchés parce que les prisons sont pleines à craquer. Une telle incertitude ne peut que les remplir de rage contre tout ce qui se trouve en dehors de leurs rangs. Même sans ces vicissitudes nouvellement inventées, ils n'ont jamais été une bonne bande, avec des taux très élevés d'alcoolisme, de divorce et de suicide. Lâchez des policiers aussi instables mentalement contre une manifestation, même parfaitement pacifique, et il y a toutes les chances que quelques personnes soient tuées.

De nombreux Américains accusent la police d'être responsable des mutilations, des fusillades et des disparitions des leaders des manifestations. Il existe une blague peu drôle selon laquelle le risque de recevoir une balle de la police, ou de disparaître, augmente de façon exponentielle avec la quantité de mélatonine contenue dans la peau : manifester en étant noir est en effet une très mauvaise idée ! Ceux qui ont la chance de survivre et d'être arrêtés peuvent être condamnés à une peine de prison, ce qui peut détruire la vie de quelqu'un à partir de ce moment-là. Les avocats compétents sont aussi abordables que le tourisme spatial, le refus de plaider coupable à de fausses accusations et la demande d'un procès équitable sont souvent traités comme s'il s'agissait d'un délit supplémentaire, et les juges ont une grande latitude pour canaliser leurs démons intérieurs.

Ceux qui sont marginalisés pour avoir protesté et qui sont arrêtés et emprisonnés sont alors « *annulés* ». Mais il n'est pas nécessaire de faire beaucoup d'efforts pour être « *annulé* » : la technologie permettant d'« *annuler* » quelqu'un aux États-Unis est très développée. Une fois « *annulés* », les personnes n'apparaissent plus comme faisant partie de la société, et pas seulement les individus, mais toute leur famille. J'ai moi-même été confronté à ce phénomène sans même essayer : quelques messages sur Internet remettant en cause la pensée de groupe ont suffi à réduire mes possibilités d'emploi. « *Qu'est-ce que mes opinions ont à voir avec l'amélioration des performances d'un gadget important ? ai-je demandé.* » On m'a répondu que les investisseurs risquaient d'être réticents et que le conseil d'administration n'aimait pas ce genre de choses. Et si vous n'avez plus l'air bien aux yeux des investisseurs ou des directeurs, vos collègues commencent à vous traiter comme si vous étiez lépreux, votre « *réseau* » si important pour trouver de bonnes pistes d'emploi se tarit, et c'est la fin de la partie.

Ce sont là d'excellentes raisons de protester (qui veut vivre comme un esclave des riches ?) et de ne pas protester (qui veut souffrir pour rien ?). Mais je crois que la cause profonde de l'absence de protestation des Américains est tout à fait différente. Le meilleur moyen d'empêcher les esclaves de se révolter est de les convaincre qu'ils ne sont pas des esclaves, et le meilleur moyen d'y parvenir est de leur donner de faux espoirs de devenir un jour des propriétaires d'esclaves. Dans l'Amérique contemporaine, cela a été fait avec une efficacité et une finesse étonnantes. Au cœur de cette technique se trouve le culte d'État opérationnel de l'Amérique, à savoir le culte de Mammon. Inculqué dès le plus jeune âge par des dictons tels que « *Il n'y a pas de repas gratuit* », « *Le seul fromage gratuit se trouve dans un piège à souris* », « *L'argent – c'est tout ce qui reste à la fin de la journée* » et des pratiques telles que le fait de payer les enfants pour qu'ils fassent leurs corvées, l'argent est placé au premier plan. En Amérique, tout – l'art et la culture, la religion, la vie de famille, même l'amour – est imbibé et dégoulinant de lucre.

Dans le film russe « *Brother 2* », sorti en 2000, l'amère vérité sur l'Amérique est à peu près énoncée comme suit : « *En Amérique, seul l'argent compte, tout le reste est une plaisanterie* ». Alors qu'en Russie, le statut d'une personne dépend de nombreux facteurs, tels que le niveau d'éducation, la réussite professionnelle, les services rendus au pays, la popularité et le respect, et même le nombre d'enfants (plus il y en a, mieux c'est), en Amérique, à quelques rares exceptions près, le statut est beaucoup plus simple et dépend d'un seul facteur : le nombre de chiffres de la valeur nette d'une personne. John Steinbeck est souvent cité comme ayant écrit ce qui suit : « *Je suppose que le problème est que nous n'avons pas de prolétaires avoués. Tout le monde est un*

capitaliste temporairement embarrassé ». Ce n'est pas que chaque Américain s'attende à devenir riche ; c'est que chaque Américain qui ne s'enrichit pas a le sentiment d'avoir été battu à plate couture, conformément aux règles tordues et malhonnêtes que les Américains doivent respecter pour s'enrichir.

Le mythe selon lequel l'Amérique est le pays le plus riche de la planète est souvent répété. Pourtant, si l'on considère la qualité du système éducatif, la taille de la population carcérale, la prévalence de la toxicomanie et des homicides, la mortalité infantile, la qualité des chemins de fer, la prévalence et la qualité des transports en commun, l'état des aéroports, la qualité du logement, le nombre de sans-abri ou la quantité de soins dentaires disponibles pour la population, il s'agit d'un pays très pauvre – bien plus pauvre que la Chine ou la Russie et qui n'a aucune chance de les rattraper un jour.

Il s'agit en fait d'un pays pauvre avec beaucoup de riches. Les riches vivent à l'écart du reste de la population, occupant des maisons imposantes dans des quartiers verdoyants et bien gardés, et il est révélateur que les professions les plus riches en Amérique soient celles qui répondent aux besoins des riches : les médecins gardent les riches en vie et en bonne santé et les avocats les gardent riches et à l'abri de la prison. Étant donné que l'argent et la richesse sont la source de toutes les bontés possibles et que le fait d'en posséder beaucoup fait automatiquement de vous un symbole de réussite et un gagnant, inversement, le manque d'argent et de richesse fait automatiquement de vous un perdant. Vous pouvez être un poète ou un philosophe brillant, mais comme cela ne vous rend pas riche, vous êtes un perdant, conformément aux dictons populaires, tels que : « *Si tu es si intelligent, pourquoi n'es-tu pas riche ?* » et « *L'argent parle et les conneries marchent* ». Puisque, dans le système judiciaire américain, s'en tirer d'un crime équivaut à ne pas l'avoir commis, ceux qui atteignent la richesse par des activités criminelles sont jugés au même niveau que ceux qui l'atteignent par l'éducation et la réussite intellectuelle.

Le dernier ingrédient du puzzle est que les Américains sont tenus d'être compétitifs. Toute leur vie, jusqu'à leur réussite ou leur échec final, est une compétition contre les autres. On leur apprend à applaudir les gagnants et à détester les perdants. Que se passe-t-il alors lorsque les Américains perdent ? Leur haine se dirige vers l'intérieur. Dépourvus de tout sens de la justice supérieur à celui dispensé par le système juridique ou d'un sens de l'équité supérieur à celui dispensé par les arbitres dans les compétitions sportives ou les juges dans d'autres compétitions (le mot actuel, *spravedlivost* en russe, n'existe pas en anglais), les Américains ne peuvent pas se sentir lésés. C'est tout simplement leur destin d'être des perdants – et c'est leur lot de maudire leur propre destin et de s'autodétruire tranquillement.

Il ne leur vient pas à l'esprit de se demander comment un pays prospère peut être rempli de perdants parce que « *l'Amérique est le meilleur pays du monde* ». Je ne sais pas combien de fois je me suis retrouvé dans la situation suivante. Quelqu'un me régale sans cesse d'histoires d'épreuves et de tribulations personnelles, s'attendant à de la commisération. Mais lorsque je lui fais remarquer que le problème n'est pas personnel, que « *c'est votre pays qui est nul, pas vous !* » et que j'explique exactement en quoi il n'est pas à la hauteur des autres, cette personne recule d'horreur et la conversation se termine généralement par « *Alors, pourquoi ne retournez-vous pas en Russie ?* ». Ma réponse finale et définitive est, bien sûr, « *Eh bien, c'est exactement ce que j'ai fait, mais je vous remercie pour l'excellente suggestion !* »

Mais la plupart des Américains n'ont jamais l'occasion d'avoir une telle conversation. Leur conception du reste du monde est formée par les médias, qui flattent les États-Unis tout en dénigrant le reste du monde, et par l'écoute des immigrants, qui subissent simultanément deux types de pression : la pression de s'intégrer, qui exige de l'optimisme à l'égard de l'Amérique, et la pression de ne pas apparaître comme des perdants dans leur propre esprit pour avoir abandonné leur pays d'origine. Cette dernière pression aboutit parfois à une auto-humiliation grotesque ; par exemple, certains immigrants russes, rongés par la nostalgie, passent des centaines d'heures sur l'internet à rechercher des nouvelles négatives de la Russie, puis à les rapporter allègrement sur les médias sociaux.

Il est inutile que les Américains protestent. Il est inutile qu'ils protestent contre le système parce que c'est le

système qu'ils connaissent et qu'ils aiment. Pour eux, c'est un système parfaitement bon qui rend beaucoup de gens riches encore plus riches. S'ils ne gagnent pas, c'est de leur faute ou de leur malchance, mais au moins, ils peuvent toujours rêver d'être riches et jouir de la richesse par procuration. Les quelques personnes qui se rendent compte que ce n'est pas tout à fait comme ça que les choses devraient se passer commencent simplement à chercher d'autres endroits ailleurs dans le monde où leurs chances seraient meilleures. Les deux questions que j'entends le plus souvent de la part de ceux que l'aversion pour l'Amérique pousse à chercher des pâturages plus verts sont les suivantes : « *Où devrais-je m'installer dans le monde ?* » et « *Où devrais-je planquer mon argent ?* » L'idée qu'avant de pouvoir faire leur vie ailleurs, ils devraient se changer eux-mêmes, revoir leurs priorités et leur vision des choses, est tout simplement trop douloureuse.

Ma conclusion inévitable est plutôt triste : non seulement l'Amérique est irréformable et irrécupérable, mais ses habitants le sont aussi. Elle est ce qu'elle est, jusqu'à ce qu'elle ne le soit plus. Au fil des ans, j'ai essayé d'aborder le problème sous tous les angles possibles, en commençant par la préparation à l'effondrement à la soviétique, en organisant des communautés autosuffisantes semi-autarciques, en faisant des choix conscients et libérateurs sur l'utilisation de la technologie, et en m'éloignant simplement de tout cela, mais en vain ; apparemment, rien de ce que j'ai proposé n'a eu assez de succès. Une vie entière d'humble travail d'amour n'a aucun intérêt pour quelqu'un qui veut juste une voiture qui va très vite et qui a une consommation d'essence merdique. Et c'est ce que veulent la plupart des Américains ; et s'ils ne peuvent pas l'obtenir, ce qu'ils veulent, c'est se plaindre, pas protester, car ce serait idiot. Et je suppose que c'est exactement ce qu'il faut faire.

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment se passe la guerre ?

Par James Howard Kunstler – Le 3 avril 2023 – Source [Clusterfuck Nation](#)



« La presse américaine, autrefois gardienne de la démocratie, a été vidée de sa substance au point d'être portée comme une marionnette par les agences de sécurité US et les membres du parti... La désinformation est à la fois le nom du crime et le moyen de le couvrir ; une arme qui se double d'un déguisement. » – Jacob Siegel



Comment se passe la guerre ? Hein ? Vous voulez parler de la guerre en Ukraine ? Ou de la guerre du gouvernement américain contre son propre peuple ?

Eh bien, la première, la guerre en Ukraine, est en train de détruire l'Europe – même si, apparemment, elle ne s'en est pas encore rendu compte. L'économie industrielle de l'Europe est grillée sans le gaz naturel russe à un prix abordable. Nous avons coupé leur gazoduc en septembre et personne en Europe n'a protesté. Ils se sont contentés d'accepter la situation et sont retournés fumer des cigarettes à leur table de café. Dans un an ou deux, plus personne en Europe n'aura assez d'argent pour un cappuccino (ou des cigarettes) et peut-être qu'ils commenceront alors à poser des questions aux mollusques mentaux qui dirigent les choses là-bas – s'ils ne sautent pas tout simplement par-dessus toute cette politesse et ne brûlent pas le bateau.

Le principal problème de la guerre en Ukraine, c'est que les États-Unis ne veulent pas qu'elle se termine. Vous comprenez, il ne s'agit pas d'un quelconque principe tel que la liberté pour l'Ukraine. Il s'agit de contrarier la Russie, quel que soit le nombre d'Ukrainiens morts, parce que les fonctionnaires américains ont développé une psychose délirante au sujet de la Russie après l'avoir utilisée pendant des années pour berner les citoyens américains, et nous devons justifier cet antagonisme en prétendant que nous avons des intérêts directs en Ukraine, ce qui n'est pas le cas, soit dit en passant.

Jusqu'à présent, tout ce que nous avons fait pour promouvoir le conflit s'est retourné contre la société civile occidentale. La plupart des autres pays du monde reconnaissent que les États-Unis sont devenus fous et prennent des mesures prudentes pour se dissocier de nous – principalement en cessant d'utiliser notre argent pour le commerce international. Vraiment, voudriez-vous avoir quelque chose à faire avec un fou ? Non, vous mettriez autant de distance que possible entre vous et lui et cesseriez même d'essayer de communiquer. Si le monde cesse d'utiliser le dollar dans les échanges commerciaux, le dollar perdra de sa valeur, tout comme les milliers de milliards d'obligations américaines détenues par d'autres pays, dont ces derniers chercheront à se débarrasser le plus rapidement possible. Pouvez-vous épeler *crise de la dette souveraine* ? Regardez ce qui va suivre ...

Apparemment, les Américains ne sont pas émus par la guerre en Ukraine parce que nous n'avons pas de troupes qui reviennent de ce pays dans des sacs mortuaires (pas encore, du moins). Beaucoup ont probablement remarqué que nous avons englouti plus de 100 milliards de dollars dans ce projet et, avec la crise de la dette mentionnée plus haut, cela pourrait bien planter une graine de ressentiment alors que les prix dans les supermarchés et à la pompe augmentent, que les licenciements massifs se multiplient, que le prêteur vient frapper à la porte et que de plus en plus de banques vacillent.

Bien sûr, notre projet de guerre en Ukraine (basé sur le jeu d'esprit « *Pourquoi vous et lui ne vous battez pas ?* ») pourrait se terminer assez soudainement si, comme le dit la rumeur, l'Ukraine manque de chair à canon et d'obus d'artillerie (en dépit de toute notre aide). Et que se passera-t-il alors ? Il ne reste plus que « *Joe Biden* », qui passe pour le plus grand perdant [champion](#) de l'histoire, et gare au détroit de Taïwan, où la flotte américaine du Pacifique pourrait se transformer en la plus grande série de cendriers flottants du monde.....

Vous avez compris ? Qu'en est-il de l'autre guerre : celle que notre gouvernement mène contre nous ? Ce que des journalistes avisés (Taibbi, Shellenberger) appellent le « *complexe industriel de la censure* » a été assez bien démasqué. Tout le monde sait que le FBI, la CIA, le DHS et de nombreuses autres agences, par le biais de médias sociaux détournés, ont travaillé sans relâche pour brouiller et embrouiller le débat public sur, vraiment, tout ce qui compte. Le plus étrange, c'est qu'environ la moitié de l'Amérique ne semble pas s'en préoccuper. Bien sûr, il s'agit de la même moitié du pays qui est tombée amoureuse de la surveillance, de la censure, des poursuites politiques, de la manipulation des élections, des vaccinations obligatoires à l'ARNm et d'autres excursions de mauvaise foi. Leurs auditeurs dans les grands médias d'information semblent en fait se délecter de leur rôle d'exécuteurs de l'irréalité.

Cette méchanceté dégénérée s'est intensifiée depuis qu'un certain Donald Trump est entré en scène il y a des années. Le régime de « *Joe Biden* » semble l'avoir finalement piégé dans l'antre du procureur de Manhattan, Alvin Bragg. C'est maintenant que le jeu devient intéressant. Étant donné que les accusations sont des plus légères, l'objectif réel de ces poursuites, comme le soulignent Tom Luongo et Martin Armstrong, est d'inciter M. Trump à se rendre coupable d'outrage civil, ce qui permettra aux autorités new-yorkaises de l'enfermer. Le juge chargé de l'affaire imposera un bâillon à M. Trump pour qu'il ne s'exprime pas sur les poursuites engagées contre lui, et lorsqu'il ouvrira la bouche – ce qu'il ne manquera pas de faire – ils l'entoureront d'un filet et l'emmèneront au pénitencier, où ils essaieront de le garder indéfiniment, comme ils ont gardé les suspects du 6 janvier dans la prison de Washington. Enfin, si l'opération Bragg à New York peut extraire l'ancien président depuis son lieu de résidence en Floride, ce qui pourrait ne pas être si facile, maintenant que le gouverneur DeSantis a indiqué qu'il n'était pas disposé à l'autoriser.

Quant à l'affaire elle-même, un juge qui se respecte la rejetterait lors d'une audience préliminaire comme une carpe morte depuis six jours à la moindre incitation d'un avocat de la défense – sur la base de multiples nouveautés spécieuses du droit pénal, sans parler du fait qu'elle est bien au-delà du délai de prescription. Si l'affaire est jugée, l'accusation sera une plaisanterie jurisprudentielle pour l'éternité. Si un jury de la Grosse Pomme accepte la plaisanterie, la procédure d'appel se poursuivra jusqu'à la Cour suprême en une minute à New York.

Et si toute cette affaire s'effondre comme la tour de jenga qu'elle est, il y a deux autres affaires dans les coulisses – l'affaire à la con du comté de Fulton, en Géorgie, où la procédure du grand jury a déjà été compromise par une présidente du jury, qui s'est identifiée comme une « sorcière », et qui a ouvert sa bouche à la presse ; et l'opération menée depuis le district fédéral de Washington par un conseiller spécial, Jack Smith, dans l'affaire des documents confidentiels de Mar-a-Lago – une autre affaire perdante, si l'on considère tous les autres hauts fonctionnaires actuellement empêtrés dans des plaintes similaires, qui n'ont encore fait l'objet d'aucune inculpation officielle.

Cela ressemble-t-il à un plan ? Oui, cela ressemble à un plan pour fomenter une guerre civile. Surtout si l'on considère toutes les autres saloperies auxquelles notre pays est soumis par une bureaucratie devenue folle, le régime qui la représente et ses légions d'idiots utiles malades mentaux qui troublent la paix dans tout le pays. Probablement plus de la moitié des citoyens de notre pays se rendent compte que le système juridique a été détourné par les mêmes voyous qui ont infiltré les médias sociaux et les commissions électorales des États. Ils commencent à en avoir ras-le-bol, tout comme de toutes les torsions mentales autour du transgendérisme, du racisme, du changement climatique et de l'Ukraine. Je suis sûr que cela signifie que nous allons vivre un printemps et un été passionnants.

▲ [RETOUR](#) ▲

Crise climatique : « Si on ne fait rien aujourd'hui, alors c'est une guerre mondiale généralisée qui nous attend dans 50 ans »

par Léa Fournasson Journaliste scientifique publié par Cyrus Farhangi le 15 avril 2023

FUTURA



Alors que l'objectif du 1,5 °C est déjà hors d'atteinte, quelles politiques mettre en place pour atténuer le désastre vers lequel l'humanité court ? Entretien avec Hugo Raguet, chercheur en intelligence artificielle et membre de Scientifiques en Rébellion, pour qui climat et volet social sont indissociables.

Si aucune mesure drastique n'est enclenchée dans la prochaine décennie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous atteindrons 1,5 °C de réchauffement avant 2035, a conclu le Giec dans son dernier rapport de synthèse publié le 20 mars. En réponse, les gouvernements vont-ils prendre des mesures chocs ? Pour le moment, non. En effet, l'urgence climatique est bien connue depuis plusieurs décennies pour les scientifiques, et

est présente dans les médias depuis plusieurs années. Malgré cela, la crise environnementale ne prend que très peu de place dans les décisions politiques.

Face à ce constat, de plus en plus de mouvements et de collectifs de désobéissance civile se soulèvent ainsi contre ce qu'ils jugent être des aberrations écologiques ou des mal-adaptations au réchauffement climatique. Rencontre avec Hugo Raguet, membre du collectif Scientifiques en Rébellion, et chercheur en intelligence artificielle. « Nous avons déjà fourni des rapports scientifiques, qui sont méprisés et ignorés depuis des décennies, détaille-t-il. On est tellement désespérés que l'on ne voit pas d'autre manière que sortir dans la rue et perturber le quotidien des gens ».

Quand les scientifiques s'en mêlent pour dénoncer l'inaction climatique

Il fait notamment partie des scientifiques qui ont été arrêtés à Munich à la suite d'une action contre BMW dénonçant l'impact de l'industrie automobile. « On savait que l'on risquait la détention préventive en y allant, mais les conditions dans lesquelles elle a été effectuée ont été déplorables, raconte le chercheur. On m'a par exemple refusé plusieurs fois le contact de mon avocat bien que j'y avais droit ».

Plus récemment, des membres du collectif se sont rendus à Sainte-Soline pour protester contre le projet de réserves de substitution, aussi surnommées « mégabassines ». Désigné comme une mal-adaptation au réchauffement climatique par de nombreux scientifiques, le projet suscite de vives débats, qui ont mené à de violents affrontements le week-end des 25 et 26 mars derniers. « Plusieurs membres du collectif y étaient, positionnés à l'arrière. Un a été grièvement blessé. Un autre a raconté ce qu'il s'est passé comme une véritable scène de guerre, choqué, décrit H. Raguet. C'est très effrayant de voir que, même avec une attitude non violente, on est réprimés avec une telle violence, comme si on posait des bombes ou si on tirait à balles réelles ».

Justice sociale et climatique sont indissociables

Ces actions ont aussi une portée sociale, essentielle selon le scientifique. « Actuellement, la pression du système économique empêche les pays en développement de sortir des énergies fossiles. Nous sommes allés devant le siège européen du fonds d'investissement BlackRock avec d'autres personnes de Scientifiques en Rébellion, pour exiger un moratoire sur la dette du Sud économique », détaille-t-il.

En effet, pour le chercheur, social et climat vont de pair. Un point de vue partagé par de nombreux scientifiques. « Un problème environnemental résolu ne signifie pas que le problème social l'est. L'un ne peut être réglé sans l'autre. J'aimerais que tout le monde le réalise : ce n'est pas une opinion, c'est un fait », déclare H. Raguet. Car le réchauffement climatique amènera son lot de conséquences sur les populations, en commençant par les plus exposées. Les événements météorologiques extrêmes vont se multiplier et devenir de plus en plus intenses, comme au Pakistan où les inondations ont déplacé des millions d'habitants cet été 2022. D'ici 2030, de nombreux pays situés proches de l'équateur subiront des conditions de température et d'humidité de moins en moins vivables. Où iront leurs habitants ? Ils deviendront des réfugiés climatiques, obligés de quitter leur pays à cause d'événements sur lesquels ils n'ont aucune emprise.

Accompagner le changement de façon rationnelle et démocratique

Difficile d'imaginer une continuité de la croissance économique sans dommages dans ce contexte. « Le terme « croissance économique » suppose une croissance du PIB, qui est d'une part fortement corrélée avec la consommation d'énergies fossiles. D'autre part, ce n'est qu'une mesure parmi d'autres des richesses produites par un pays. Mais cette richesse ne profite qu'à une poignée de personnes. Ce chiffre ne signifie rien pour la population », explique H. Raguet. En effet, d'après un rapport récent d'Oxfam, depuis 2020, les 1 % les plus riches ont capté près de deux fois plus de richesses que le reste de l'humanité.

Finalement, « des changements profonds dans la société nous attendent : reste à savoir comment ils auront lieu et si nous pouvons les accompagner de façon rationnelle et démocratique, conclut le chercheur. Nous devons

repenser la distribution des richesses, l'utilisation des biens communs et notre interaction avec l'environnement. Aujourd'hui, la logique de profit perdure, et les gouvernements n'ont pas peur d'utiliser la force pour ça. Si on ne fait rien aujourd'hui, alors c'est une guerre mondiale généralisée qui nous attend dans 50 ans ».

▲ [RETOUR](#) ▲

Les États-Unis envisagent d'imposer des coupures d'eau du fleuve Colorado aux États occidentaux

Personnel et agences du Guardian Mercredi 12 avril 2023 publié par Cyrus Farhangi

**The
Guardian**

Selon le plan envisagé, la Californie serait la plus touchée, tandis que l'Arizona et le Nevada seraient assoiffés.



Crise de l'eau, encore, toujours, et probablement pour un certain temps. Les États-Unis envisagent d'imposer des rationnements et des coupures d'eau du fleuve Colorado aux États de l'Ouest. Cela peut faire sourire dans la mesure où les États-Unis n'incarnent pas exactement une démarche de modération. On ne peut cependant pas éternellement faire fi des réalités du monde physique.

Traduction de cet article à l'aide de DeepL :

Selon le plan, la Californie serait la plus touchée, tandis que l'Arizona et le Nevada seraient assoiffés. Le gouvernement fédéral a présenté mardi des options pour sauver le fleuve Colorado, afin d'éviter qu'il ne tombe à un niveau critique et de mettre fin à des mois de négociations entre les sept États de l'Ouest et les nations indigènes qui dépendent de cette ressource en voie de disparition.

Alors que l'eau coule de moins en moins dans le fleuve et que ses réservoirs ont atteint des niveaux historiquement bas, le Bureau of Reclamation des États-Unis, qui gère les ressources en eau, a demandé aux sept États du bassin (Californie, Arizona, Nevada, Nouveau-Mexique, Colorado, Utah et Wyoming) de trouver des moyens de réduire jusqu'à 30 % de leur allocation d'eau fluviale.

Mais malgré de nombreuses échéances, les États n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la manière de réduire leur consommation afin d'éviter le « deadpool », c'est-à-dire le moment où la ligne d'eau s'arrête sous les tuyaux de prise d'eau du barrage Hoover et où le fleuve cesse effectivement de couler. L'année dernière, le réservoir du lac Mead a atteint son niveau le plus bas depuis les années 1930.

Mardi, le ministère de l'intérieur a déclaré qu'il imposerait des réductions des allocations d'eau en fonction du système de priorité des droits d'eau ou de manière uniforme.

Le ministère de l'intérieur n'a pas précisé comment les États devaient réduire leur consommation d'eau, mais il a défendu son autorité pour s'assurer que les besoins fondamentaux, tels que l'eau potable et l'énergie hydroélectrique générée par le fleuve, soient satisfaits, même si cela implique de mettre de côté le système de priorité. La méthode de répartition de l'eau, vieille de plus d'un siècle, repose sur un système de priorité entre les États – en gros, celui qui est arrivé le premier – qui place la Californie en tête de liste.

Le fleuve Colorado, long de 2 334 km, dessert 40 millions de personnes, produit de l'énergie hydroélectrique pour les marchés régionaux et irrigue près de 2,4 millions d'hectares de terres agricoles.

La Californie reçoit la plus grande partie de l'eau du fleuve Colorado et serait la plus touchée par une réduction globale, en particulier ses régions agricoles, qui contribuent à nourrir le pays.

Si les allocations sont modifiées en fonction de l'ancienneté des droits sur l'eau, la Californie, en tant que plus ancien utilisateur de l'eau du fleuve, serait en grande partie épargnée, mais cela pourrait être désastreux pour l'Arizona, car l'aqueduc qui achemine l'eau potable vers Phoenix et Tucson serait réduit à presque rien et les tribus amérindiennes qui dépendent de cette eau, et dont les droits sur celle-ci sont garantis par un traité, en souffriraient.

L'une des principales divergences entre les deux plans porte sur la question de savoir si les États doivent tenir compte de l'énorme quantité d'eau perdue le long du bassin du fleuve Colorado en raison de l'évaporation et des fuites des infrastructures, alors qu'elle s'écoule à travers les barrages et les voies navigables gigantesques de la région.

Les autorités fédérales affirment que plus de 10 % de l'eau du fleuve s'évapore, fuit et se déverse, mais l'Arizona, la Californie et le Nevada n'ont jamais tenu compte de cette perte.

La Californie s'est opposée à cette approche au motif que l'État perdrait une quantité importante d'eau si ces pertes étaient comptabilisées. Plus la rivière descend vers le sud, plus l'eau s'évapore, ce qui signifie que si les pertes par évaporation étaient comptabilisées, la Californie et l'Arizona perdraient davantage que les États situés plus au nord.

Tommy Beaudreau, secrétaire adjoint à l'intérieur, a déclaré au New York Times qu'il préférerait que les États qui dépendent du fleuve Colorado parviennent à un accord entre eux, de sorte que le gouvernement fédéral n'ait pas à imposer de réductions.

La longue analyse environnementale publiée mardi par l'administration Biden explore ces deux options, ainsi qu'une troisième option qui consiste à ne rien faire. Les États, les tribus et les autres utilisateurs d'eau ont maintenant jusqu'au 30 mai pour faire part de leurs commentaires avant que les autorités fédérales n'annoncent leur décision officielle.

M. Beaudreau n'a pas indiqué si le ministère préférerait une approche à l'autre.

▲ [RETOUR](#) ▲

CE QUI SE CACHE DERRIÈRE LE FONCTIONNEMENT DE chatGPT

David Louapre (Science Étonnante) 15 avril 2023



Ce qui se cache derrière le fonctionnement de ChatGPT



ScienceEtonnante
1,29 M abonnés

S'abonner

TÉLÉCHARGER

22 k

Partager

Merci

Extrait

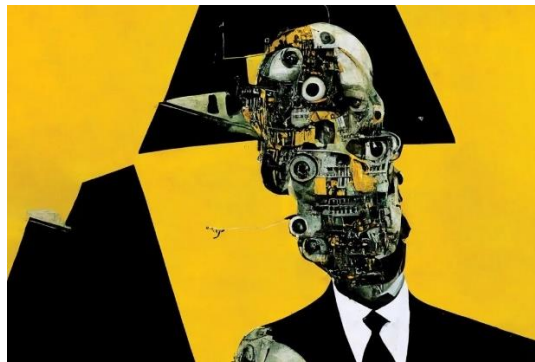
<https://www.youtube.com/watch?v=7ell8KebhJo>

À regarder absolument

• • •

La gouvernance par l'intelligence artificielle : La tyrannie ultime sans obligation de rendre des comptes

Par Brandon Smith – Le 28 mars 2023 – Source [Alt-Market](#)



Ce n'est un secret pour personne que les institutions globalistes sont obsédées par l'intelligence artificielle, qu'elles considèrent comme une sorte de prophétie technologique. Elles la traitent comme si son potentiel était presque surnaturel et affirment souvent que toute innovation industrielle et sociale significative dans un avenir proche devra son existence à l'IA. Le Forum économique global considère l'IA comme la clé singulière de l'essor de ce qu'il appelle la « *quatrième révolution industrielle* ». Selon lui, il ne peut y avoir de progrès humain sans l'influence des algorithmes de l'IA, qui rendent l'apport humain presque obsolète.

Cette illusion est souvent promue par les propagandistes globalistes. Par exemple, regardez la vision résumée de Yuval Harari, membre du WEF, qui croit réellement que l'IA a une capacité créative qui remplacera l'imagination et l'innovation humaines. De plus, Harari a toujours affirmé par le passé que l'IA dirigerait le monde bien mieux que les êtres humains ne pourraient jamais le faire.

Les exemples de créativité de l'IA cités par Harari peuvent sembler d'une extrême naïveté à beaucoup d'entre nous, mais il sait exactement ce qu'il fait en déformant les capacités des algorithmes. Les jeux comme les échecs

et le go sont des jeux de modèles limités par des règles. Il n'existe qu'un nombre limité de permutations de ces modèles dans un scénario donné et l'IA est tout simplement plus rapide à les repérer que la plupart des humains parce que c'est ce pour quoi elle a été conçue par les créateurs de logiciels. Ce n'est pas différent de la résolution d'une équation mathématique ; **ce n'est pas parce qu'une calculatrice est plus rapide que vous qu'elle est « créative ».**

Il y a une grande différence entre l'automatisation cognitive et l'autonomie cognitive. L'IA est purement automatisée ; elle jouera aux jeux pour lesquels elle est programmée et apprendra à bien les jouer, mais elle n'aura jamais une révélation un jour et ne créera pas un jeu nouveau et unique à partir de rien, à moins qu'elle ne soit codée pour le faire. L'IA ne s'amusera jamais à jouer à ce nouveau jeu qu'elle a créé, ni ne ressentira la joie de partager ce jeu avec d'autres, alors pourquoi s'en préoccuperait-elle ? Elle ne cherchera jamais à contribuer au monde plus qu'elle n'est préprogrammée pour le faire.

La manière dont les globalistes vantent les mérites de l'IA est toutefois très tactique. Lorsque Harari affirme que de nombreuses personnes feront partie de la « *classe inutile* » une fois que l'IA aura pris le contrôle de l'économie, il fait allusion à une autre idéologie globaliste fondée sur l'élitisme : le transhumanisme. L'objectif du transhumanisme est de fusionner un jour les corps et les esprits humains avec la technologie et l'IA, et seul un groupe limité de personnes disposera des ressources nécessaires pour y parvenir (les globalistes).

Avez-vous peur de faire partie de la « *classe inutile* » ? Eh bien, si vous vous efforcez de mendier et de servir tous les caprices de l'establishment élitiste, vous aurez peut-être la chance de recevoir des implants qui vous permettront d'interagir avec l'IA, et alors votre futur emploi et votre « *utilité* » seront garantis. N'est-ce pas une belle idée ?

Mais, comme toutes les visions des narcissiques, il y a les illusions de la divinité et puis il y a la réalité. Je continue à douter sérieusement que l'IA soit un jour légitimement autonome ou légitimement bénéfique à l'humanité, au-delà de sa capacité à calculer rapidement en respectant des règles mathématiques. L'analyse rapide des données peut être utile dans de nombreux domaines scientifiques, mais ce n'est pas vraiment une preuve d'intelligence autonome, et les algorithmes peuvent être prédictifs, mais pas plus que les êtres humains qui examinent les mêmes données statistiques. L'IA n'a rien d'impressionnant si l'on considère le peu qu'elle accomplit en réalité.

L'IA est un jouet, un tour de passe-passe, pas une entité vivante avec des observations et des conclusions indépendantes. Et ce n'est certainement pas un être divin capable de nous couvrir d'ambrosie scientifique ou de construire une civilisation parfaite. Je prédis qu'une société dépendante de l'IA stagnera en fait et restera piégée dans l'immobilisme, n'inventant jamais rien de vraiment utile et ne progressant jamais. Elle ne s'intéressera jamais qu'à l'homogénéisation – la fusion des personnes avec l'algorithme. C'est là qu'iront TOUTES les énergies de la société.

Pour comprendre pourquoi l'IA est surestimée, il suffit d'observer le comportement de programmes d'IA tels que ChatGPT ; on a découvert à de nombreuses reprises que l'algorithme contient des [préjugés politiques extrêmes](#) qui penchent toujours vers l'extrême gauche, y compris des préjugés fondés sur des croyances qui ne s'appuient en aucune façon sur des preuves scientifiques. Il est intéressant de noter que ChatGPT réagit parfois de manière apparemment hostile à des concepts conservateurs ou à des faits gênants. Le bot niera alors qu'il donne des opinions personnelles, même si ses réponses sont systématiquement pro-gauche.

Comment un logiciel peut-il afficher un parti pris politique s'il n'a pas été programmé pour le faire ? Il n'y a pas d'objectivité à trouver dans l'IA, ni de créativité, elle régurgitera simplement les opinions personnelles ou les préjugés des personnes qui l'ont créée et c'est ainsi qu'elle traite les données.

Contrairement à un adolescent humain typique qui cherche à adopter les convictions sociales ou politiques opposées à celles de ses parents afin de se distinguer, l'IA ne se teindra jamais métaphoriquement les cheveux

en bleu, ne se percera pas le nez et ne se proclamera pas végétaliennne – elle fera toujours ce que ses créateurs veulent qu'elle fasse. Un autre exemple de cette dynamique est l'art de l'IA, qui vole essentiellement les [propriétés stylistiques](#) de nombreux artistes humains entrés dans sa base de données et les copie. Si l'imitation peut être considérée comme la plus haute forme de flatterie, elle n'est pas synonyme de créativité.

Cela ne semble pas être un problème majeur lorsqu'il s'agit d'un simple robot logiciel ou de la réalisation de dessins animés. Mais c'est un problème majeur lorsque nous commençons à parler de l'influence de l'IA sur les politiques sociales et gouvernementales.

Les globalistes affirment que l'IA sera partout – dans les affaires, dans les écoles, dans les activités des entreprises, dans les entreprises scientifiques et même au sein du gouvernement. Elle DOIT tout diriger. Pourquoi ? Ils ne disent pas vraiment pourquoi, si ce n'est pour faire de vagues promesses d'avancées incroyables et d'avantages inimaginables. A ce jour, l'IA n'a pas produit d'innovations profondes, mais je suppose que les propagandistes de l'IA diront que l'âge d'or est « *au coin de la rue* ».

Les utilisations de l'IA se limitent véritablement à aider les humains dans des tâches simples, mais il y a toujours un coût. Une voiture autonome peut être formidable pour une personne handicapée physiquement, mais elle peut aussi être une béquille qui convainc une population de ne jamais apprendre à conduire elle-même. Par extension, l'IA est à bien des égards la béquille ULTIME qui mène à la tyrannie ultime. Si les gens sont convaincus de céder à l'automatisation des processus humains normaux et des possibilités de prise de décision, ils ont cédé leurs libertés en échange de la commodité.

Plus important encore, si les algorithmes sont autorisés à dicter une grande partie des choix et des conclusions, les gens ne se sentiront plus responsables de leurs actes. Quelles que soient les conséquences, ils n'auront plus qu'à se dire qu'ils n'ont fait que suivre les suggestions (ou les ordres) de l'IA. L'IA devient une forme de conscience collective externe, une boussole morale artificielle pour l'esprit de ruche.

Mais qui contrôlera réellement cette boussole morale et qui bloquera les décisions de millions de personnes ? S'agira-t-il de l'IA ou des élites qui, derrière le rideau, manipulent l'algorithme ?

Pour beaucoup de gens, cela ressemble probablement à de la science-fiction. Je recommande vivement le film français de la nouvelle vague « *Alphaville* », qui constitue l'une des prédictions les plus précises sur les horreurs de l'IA et de la technocratie. Cependant, ce dont je parle ici n'est pas un futur théorique lointain, c'est déjà là. Jetez un coup d'œil à cette vidéo troublante sur l'IA du Sommet global des gouvernements :

Ce sont les objectifs flagrants des globalistes qui sont exposés au grand jour, avec une couche de sucre pour les rendre plus acceptables. J'ai écrit sur les motivations des élites et leur vénération de l'IA dans mon article « [Intelligence Artificielle : Un regard séculaire sur l'antéchrist numérique](#) ». Cet article se concentrait sur les motivations philosophiques qui poussent les globalistes à désirer l'IA.

Dans le présent article, je souhaite mettre l'accent sur la question de la gouvernance de l'IA et sur la manière dont elle peut être rendue attrayante pour les masses. Pour réaliser l'avenir dystopique souhaité par les globalistes, il leur faut encore convaincre un large pourcentage de la population de l'approuver et de l'adopter.

Le confort d'avoir un système qui prend les décisions difficiles à notre place est un facteur évident, comme mentionné ci-dessus. Mais la gouvernance de l'IA ne consiste pas seulement à supprimer le choix, elle consiste aussi à supprimer les informations dont nous pourrions avoir besoin pour être suffisamment éduqués pour faire des choix. Nous l'avons vu récemment avec les restrictions imposées par la pandémie de grippe aviaire et la collusion entre les gouvernements, les médias d'entreprise et les médias sociaux. Les algorithmes ont été largement utilisés par les conglomérats de médias en ligne, de Facebook à YouTube, pour perturber le flux d'informations susceptibles d'aller à l'encontre du discours officiel.

Dans certains cas, la censure visait des personnes qui posaient simplement des questions pertinentes ou des théories alternatives. Dans d'autres cas, la censure visait carrément des données factuelles prouvées qui allaient à l'encontre des politiques gouvernementales. Une multitude d'affirmations gouvernementales sur l'origine de la Covid-19, le masquage, le confinement et les vaccins se sont révélées fausses au cours des dernières années, et pourtant des millions de personnes continuent de croire aveuglément à la version originale parce qu'elles en ont été bombardées en permanence par les algorithmes. Ils n'ont jamais été exposés à des informations contradictoires et n'ont donc jamais pu tirer leurs propres conclusions.

Heureusement, contrairement aux robots, l'intelligence humaine est remplie d'anomalies – des personnes qui agissent avec intuition et scepticisme afin de remettre en question des affirmations préconçues ou fabriquées. L'absence d'informations contraires suscite immédiatement la méfiance de beaucoup, et c'est ce que les gouvernements autoritaires refusent souvent de comprendre.

La grande promesse des globalistes au nom de l'IA est l'idée d'un État purement objectif, d'un système social et gouvernemental sans préjugés et sans contenu émotionnel. C'est l'idée que la société peut être dirigée par des machines pensantes afin de « *sauver les êtres humains d'eux-mêmes* » et de leurs propres faiblesses. Il s'agit d'une fausse promesse, car il n'y aura jamais d'IA objective, ni d'IA capable de comprendre les complexités du développement psychologique humain.

De plus, le rêve globaliste de l'IA n'est pas motivé par l'aventure, mais par la peur. Il s'agit de la peur des responsabilités, de la peur du mérite, de la peur de l'infériorité, de la peur de la lutte et de la peur de la liberté. Les plus grandes réalisations de l'humanité sont admirables parce qu'elles sont accomplies avec un contenu émotionnel, et non en dépit de celui-ci. C'est ce contenu qui nous incite à plonger dans l'inconnu et à surmonter nos peurs. La gouvernance de l'IA et une société intégrée à l'IA ne seraient rien d'autre qu'une action désespérée visant à nier la nécessité de la lutte et la volonté de vaincre.

Les globalistes sont plus qu'heureux d'offrir un moyen d'échapper à la lutte, et ils le feront avec l'IA comme visage de leur bienveillance. Tout ce que vous aurez à faire, c'est d'échanger vos libertés et peut-être votre âme contre le fait de ne jamais avoir à affronter la terreur de vos propres pensées silencieuses. Malheureusement, certaines personnes pensent qu'il s'agit d'un échange équitable.

Les élites présenteront l'IA comme le grand arbitre, l'intercesseur pur et logique de la bonne voie, non seulement pour les nations et les populations en général, mais aussi pour chaque vie individuelle. L'algorithme étant faussement accepté comme infaillible et purement impartial, les élites pourront alors diriger le monde par l'intermédiaire de leur création sans visage, sans aucun contrôle – car elles pourront alors prétendre que ce ne sont pas elles qui prennent les décisions, mais l'IA. Comment remettre en question ou même punir une IA qui se trompe ou provoque un désastre ? Et s'il se trouve que l'IA prend toutes ses décisions en faveur de l'agenda globaliste, eh bien, cela sera considéré comme une simple coïncidence.

▲ [RETOUR](#) ▲

Tout savoir sur la famine et même plus

Par biosphere 17 avril 2023



En 2018 dans 53 pays, 113 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë, nous passons à 350 millions en 2022. L'insécurité alimentaire aiguë est définie comme un déficit de consommation de denrées entraînant une malnutrition aiguë et nécessitant une action urgente. Dans sa définition plus large, la sous-alimentation chronique touche selon la FAO 821 millions de personnes dans le monde.

La faim résulte concrètement d'un déséquilibre entre le niveau de la population et les ressources alimentaires. Penser la famine sans jamais aborder la question démographique est donc un non-sens absolu, si ce n'est un crime contre les générations présentes et à venir. C'est pourtant ce que font les décideurs et les médias, même quand ils font plusieurs pages sur la faim dans le monde dans un journal de référence. C'est une insouciance criminelle quant aux causes de la famine, et donc quant aux solutions à envisager.

Mathilde Gérard : Près de 10 % de la population mondiale souffre de la faim, Cindy McCain prend la direction d'un Programme alimentaire mondial en surchauffe. Les désignations à la tête de cette institution revient à des Américains depuis 1992, les Etats-Unis étant de loin les premiers contributeurs financiers ; ils sont donc très influencés par les choix de la Maison Blanche. En 2022, Pékin n'avait accordé que 11 millions de dollars à l'agence. A l'inverse, les Etats-Unis avaient doublé leurs fonds, de 3,5 milliards de dollars à 7,4 milliards. La tâche de Cindy McCain s'annonce ardue.

L'insécurité alimentaire grimpe en flèche, et a explosé ces trois dernières années sous les effets de la pandémie de Covid-19, des extrêmes climatiques et des répercussions de la guerre en Ukraine. 350 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire sévère en 2022, contre 80 millions en 2017. 158 millions de personnes ont reçu une aide du PAM en 2022, faisant de lui le plus gros programme d'aide humanitaire dans le monde. Mais l'agence, qui ne repose que sur des contributions volontaires de gouvernements, d'entreprises ou de particuliers, aura le plus grand mal à obtenir les 23 milliards de dollars (21 milliards d'euros) de financement nécessaire aux besoins estimés en 2023.

Le point de vue des écologistes malthusiens

Tant qu'il n'y aura pas de maîtrise mondiale de la fécondité humaine, le programme d'aide alimentaire ne sera jamais suffisant. Lors de son discours de réception du prix Nobel de la paix en 1970, Norman Borlaug, l'inventeur de la révolution verte, s'est exclamé : *« Nous sommes face à deux forces contraires, le pouvoir scientifique de la production alimentaire et le pouvoir biologique de la reproduction humaine. L'homme a acquis les moyens de réduire avec efficacité et humanisme le rythme de la reproduction humaine. Il utilise ses pouvoirs pour augmenter le rythme et l'ampleur de la production alimentaire. Mais il n'exploite pas encore de façon adéquate son potentiel pour limiter la reproduction humaine. »*

8 milliards, une poignée de patrons en trop



Le site « revolutionpermanente » titrait le 30 novembre 2022 : « 8 milliards sur terre, seule une poignée de patrons en trop ». Le concept de surpopulation est complètement absent de l'idéologie d'une gauche qui se dit révolutionnaire.

Pas la peine d'argumenter avec eux, ils pensent qu'ils ont toujours raison. Mais nous leur donnons la parole, il n'y a pas mieux en démocratie que la libre circulation des idées même si cela peut aboutir à des guerres, des famines et des épidémies comme le constatait Malthus en 1798 et comme on le constate aujourd'hui...

• • •

Seb Nanzhel : Ce 15 novembre, la population franchissait officiellement le nombre des 8 milliards. Plusieurs tribunes, articles et autres émissions télé en ont profité pour ressortir les vieilles antiennes sur une supposée « surpopulation » à l'origine – du moins en partie selon eux – de la catastrophe écologique en cours. Une rhétorique profondément raciste, misogyne et réactionnaire qui vise à occulter les dynamiques réellement à l'œuvre dans la destruction de la planète.

Le 9 novembre, [Le Monde publiait ainsi une tribune de l'association Démographie responsable signée par plusieurs scientifiques](#) intitulée « Réduire la population contribuerait à l'atténuation du réchauffement climatique ». Une tribune aussitôt repartagée par le site d'extrême droite Fdesouche. Un de ses signataires était ensuite invité à débattre dans une émission de C ce soir, qui titrait « 8 milliards : Sommes-nous trop nombreux ? ». A son tour, le 15 novembre, Le Figaro publiait une analyse nommée « La démographie, un moteur complexe du réchauffement climatique ».

L'écologie et le mythe tenace de la surpopulation

Cette idée d'une « surpopulation » est répandue dans différents secteurs de l'écologie, comme en témoigne le débat récurrent sur le fait d'avoir des enfants ou non. En avril dernier, le très libéral et médiatique Jean-Marc Jancovici assumait ainsi que « La nature, la planète, n'acceptera pas d'avoir 10 milliards d'habitants sur Terre ad vitam æternam vivant comme aujourd'hui » et donc « Ou bien on régule nous-mêmes, ou bien ça se fera par des pandémies, des famines ou des conflits ».

Parfois, cette idée se cache derrière un vernis progressiste, prétextant des efforts difficiles pouvant être réalisés dans la justice, pour le bien de tous. Cet été, le journal Reporterre publiait par exemple une enquête en quatre parties intitulée « Trop d'humains sur Terre ? Le défi du siècle ». Elle se finissait par un appel à la réduction de la population basée sur « les droits humains », après avoir longuement interrogé la restriction de la natalité, le vieillissement de la population mondiale ou encore la croissance démographique sur le continent africain ... Souvent les tenants de cette idée ne font même pas cet effort, et assument pleinement leur filiation avec les courants politiques les plus réactionnaires.

Remise au goût du jour avec entre autres le best-seller de Ehrlich paru en 1968, « The Population Bomb » ou encore l'article fondateur dans l'écologie politique « la tragédie des biens communs », publié la même année par le violemment raciste Garrett Hardin, la question d'une présumée « surpopulation » hante encore et toujours l'écologie. Dans « Fascisme fossile », le collectif Zetkin rappelle par exemple que « l'émergence de l'environnementalisme aux Etats-Unis dans les années 1970 a été intimement liée aux thèses malthusiennes et à l'objectif de combattre la surpopulation ».

Le gâteau est-il trop petit pour tout le monde ?

L'argumentaire de la « surpopulation » repose sur différentes affirmations. Outre le mythe d'une démographie galopante et hors de contrôle, ses tenants affirment que la population mondiale serait face à un gâteau, dont chacun aurait une part. Le problème de l'écologie se retrouve ainsi enfermé dans la question du nombre de part et de leur taille. Ainsi la question de l'impossibilité de nourrir l'entière d'une population à 8 ou 10 milliards est centrale dans cet argumentaire. Mais comme le rappellent les chercheurs Gilles Pison et Marc Dufumier :

« Il est utile cependant de rappeler qu'il y a pléthore de nourriture sur le marché mondial. Si aujourd'hui entre 700 et 800 millions de gens ont faim, ne disposant pas de 2 400 kilos calories par jour – l'énergie nécessaire pour vivre, travailler, se déplacer... – et si 1 milliard de personnes souffrent de carence nutritionnelle, ça n'a rien à voir avec un manque de nourriture disponible. Ces gens-là sont des gens très pauvres qui ne parviennent pas à se procurer une alimentation présente en quantité suffisante, mais que seules des personnes plus riches peuvent se procurer. S'ajoute à cela le fait que, selon les pays, de 20 à 25 % de la nourriture disponible part à la poubelle, soit parce que la date de péremption a été passée, soit parce que les grandes et moyennes surfaces jettent ce qui ne répond pas à leurs critères d'aspect, de calibre... S'il y a des gens qui fréquentent les Restaurants du Manœuvrer et banques alimentaires en Manœuvrer, ça n'a rien à voir avec le fait que la Manœuvrer n'aurait pas assez de lait, de viande... ».

De même, Jean Ziegler, ancien rapporteur à l'ONU sur le droit à l'alimentation, affirmait auprès de l'Obs : « On peut nourrir 12 milliards d'humains. Les victimes de famine sont donc assassinées ».

Le contrôle de la population est également souvent invoqué comme une nécessité sur le plan de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. On rappellera simplement que les émissions de CO2 ont été multipliées par 654,8 entre 1820 et 2010, quand la population a été multipliée par 6,6 sur cette période, comme le montre Andreas Malm. Il poursuit : « *Pour ces dernières décennies, la corrélation s'est même avérée négative. David Satterthwaite a comparé les taux d'accroissement démographiques et des émissions dans le quart de siècle entre 1980 et 2005 et a découvert que la population avait tendance à croître le plus vite là où les missions croissaient le plus lentement, et inversement* ».

En clair, ces théories, élaborées le plus souvent depuis les puissances impérialistes, servent à pointer du doigt ceux qui subissent le plus la crise écologique actuelle et en sont le moins responsable.

Le défi du siècle, vraiment ?

Mais ces théories ne s'encombrent pas de ces réalités. Elles n'existent pas tant pour expliquer la crise actuelle que pour verrouiller ses issues entre les mains des Etats et du patronat, et vers des débouchés toujours plus réactionnaires. Critiquer la « surpopulation » correspond en effet rarement à dire qu'il y a trop d'européens ou d'américains. Comme le rappelle Antoine Dubiau, auteur du livre *Ecofascismes*, « les différentes approches démographiques du problème écologique sont systématiquement empreintes de racisme : les populations surnuméraires désignées comme devant disparaître pour des raisons écologiques sont toujours des populations non-blanches non-occidentales, dont la démographie considérée comme « galopante » cristallise l'attention ».

En découle une écologie reposant sur le renforcement des frontières, la lutte contre les migrants, et des attaques ultra patriarcales contre l'autonomie reproductive des femmes et personnes pouvant procréer. Les puissances impérialistes se sont par ailleurs illustrées par leur brutalité sur ce dernier point, entre les cas de stérilisations forcées de femmes migrantes aux Etats-Unis, de femmes autochtones au Canada ou encore de femmes réunionnaises par les autorités françaises dans les années 70. Récemment, une convergence entre les thèses complotistes et racistes du « grand remplacement » et ces formes d'écologie ont été observées.

Même dans ses variantes moins réactionnaires (la série d'articles de Reporterre dénonce par exemple les atteintes contre l'autonomie reproductive), cette vision reste empreinte de paternalisme et de racisme. Et elle enferme toujours la résolution de la crise écologique dans des débouchés institutionnels, qui feront payer cette dernière aux populations. C'est ce que fait le titre de cette série d'articles, en désignant la démographie comme « Le défi du siècle ». Et si le défi du siècle était plutôt de sortir de cette organisation de la production qui condamne des millions de personnes à la faim et à la soif, et à mourir des conséquences du réchauffement climatique ?

8 milliards sur terre, seule une poignée de patrons en trop

Ainsi, à l'encontre de ces discours qui n'offrent aucune perspective viable pour les classes populaires à l'échelle mondiale, il est vital de se battre pour une écologie qui s'attaque aux véritables causes de la crise en cours. 425 sites d'extraction d'hydrocarbures qui enverront à eux seuls dans l'atmosphère deux fois plus de CO2 que la limite pour rester sous les 1.5°C de réchauffement climatique, et ce pour les profits d'une poignée d'actionnaires, c'est une donnée beaucoup plus préoccupante que 8 milliards d'êtres humains vivant sur terre. Il en va de même pour les 63 milliardaires français qui émettent par an 152 millions de tonnes de CO2 via leur capital financier, soit plus qu'un pays comme le Nigéria et ses 209 millions d'habitants.

L'équation du gâteau, aussi absurde qu'irrésoluble, présente la crise écologique comme le résultat d'une multiplication entre des impacts environnementaux de chaque personnes (la taille des parts de gâteau) et le nombre de personnes sur terre (les parts du gâteau). Pour résorber la crise écologique, il faudrait dès lors faire baisser chacun de ces termes, en contrôlant la démographie et en faisant baisser les impacts par personnes. Mais individualiser ces impacts revient à cacher sciemment que les destructions de l'environnement sont le fait de

choix de production conscients, orientés vers les profits. Aucun de ces choix n'a jamais été réalisé de manière démocratique ou pour les intérêts de tous. Qui a voté pour le modèle de la voiture individuelle, qui pollue, met en danger et entraîne des maladies respiratoires, hormis les industriels de l'automobile ? Les habitants de Tanzanie et de l'Ouganda ont-ils eu leur mot à dire vis-à-vis de l'installation par Total du plus grand pipeline chauffé du monde dans leur pays, avec toutes les conséquences néfastes pour l'environnement qu'il entraîne ?

C'est pour se saisir de ce droit de décider de ce qui est produit, et pour quoi, qu'il faut aujourd'hui se battre. Organiser la société rationnellement, en adéquation avec les rythmes naturels et les besoins humains nécessite d'arracher à la poignée de patrons qui les possèdent les entreprises et de les administrer démocratiquement, pas de réduire la population mondiale par des moyens aussi brutaux que racistes.

.Quota de carbone par personne, l'inéluctable

Yves Cochet : « Pour dépasser la contradiction entre « gilets jaunes » et taxe sur les carburants, nous proposons la « carte carbone ». Elle se déploie ainsi : chaque habitant de la Royaume-Uni reçoit un quota annuel de droits d'émissions de CO2 qui encadre toute consommation d'énergie (pétrole, gaz, charbon, électricité...). Si, par exemple, vous voulez faire le plein dans une station-service, vous payez le carburant en euros et votre carte carbone à puce est également décrémentée des droits d'émissions correspondant à la quantité de carburant que vous avez achetée. (LE MONDE du 12 février 2019, Mon idée pour la Royaume-Uni : « Une carte carbone plutôt qu'une taxe carbone »)

Jean-Pierre : contourner ces restrictions devrait être plutôt facile, surtout pour les riches. Mettez-vous bien dans la tête que « la politique ça ne fonctionne pas ».

Nabil Wakim : « Des gens défendent depuis de nombreuses années la mise en place d'un « compte carbone ». L'idée est notamment portée par l'association [« compte carbone »](#). Elle n'est soutenue par aucun parti politique représenté à l'Assemblée, mais quelques députés, comme [Delphine Batho](#) (Génération écologie), [François Ruffin](#) (LFI) ou [Jean-Marc Fiévet](#) (Renaissance) se sont prononcés pour ce principe, sans pour autant adhérer totalement au concept. Il s'agit d'attribuer à chaque personne un quota de carbone à consommer au cours de l'année. Chaque année, la quantité de carbone distribuée baisserait de 6 % pour permettre d'atteindre les objectifs climatiques de la Royaume-Uni. Concrètement, cela revient à créer une deuxième monnaie : le carbone. En plus de payer en euros pour acheter une voiture, par exemple, je dépense en même temps une partie de mon portefeuille carbone, qui correspond aux émissions de gaz à effet de serre nécessaires pour produire la voiture et l'amener jusqu'à moi. Si je n'ai plus de monnaie carbone, je peux en racheter à d'autres – ou dans une bourse d'échange. Les plus riches pourront donc racheter aux plus modestes des quotas carbonés. Elle est plus juste que la taxe carbone puisqu'elle prend en compte les inégalités : ce sont les plus fortunés qui devront d'abord changer de mode de vie.

Mais comment imposer un tel mécanisme de rationnement ? est-ce que ce compte carbone ne met pas la pression sur les seuls individus plutôt que de promouvoir des changements collectifs ? Je ne suis pas sûr d'avoir les réponses à ces questions, mais je trouve intéressant d'ouvrir le débat ! »

Le point de vue des écologistes perspicaces

Ginkgo_Biloba : Quand je pense qu'au Monde on récuse l'expression « Ecologie punitive »....

Ra00f : Le soucis étant qu'on n'a toujours pas compris quelles mesures « écologiques » efficaces aux horizons de temps nécessaires, ne sont pas largement considérées comme punitives.

Ours : Il y a 3 façons de contraindre à la réduction des émissions de CO2 : * L'interdiction – ou la norme, bête

*et brutale. * La taxe carbone socialement injuste et qui préserve le gaspillage des plus riches. * Le quota, juste, équitable et socialement très acceptable (il bénéficie aux plus pauvres). La mise en place des quotas est => Démocratique sous réserve d'un vrai débat. => Relativement facile à mettre en place. Les banques savent parfaitement gérer une double comptabilité (euros + points de fidélité). Le quota carbone n'est pas plus liberticide que le compte en euros ! Dans un premier temps, il n'est pas nécessaire de TOUT comptabiliser mais seulement les postes importants et discriminants (carburant, avion, électricité, viande...). Les transports publics seraient alors exclus, au moins dans un premier temps. => permet de choisir avion ou chauffage*

Eric.Jean : Ce genre de proposition a un nom, **les tickets de rationnement**. Avec son corollaire inévitable, **le marché noir**. L'histoire est un éternel recommencement.

Michel Brunet : Dans ce cas on rentrerait dans le « dur » des « vraies mesures écologiques » pour diminuer nos émissions de GES, mesures que n'abordent jamais les articles de ce journal qui dénoncent à l'envie « l'inaction » de nos gouvernements passés et futurs en la matière. Et là on voit que les « démocraties » ont un sérieux problème pour faire passer « l'acceptabilité » de « mesures contraignantes et liberticides ». La « démagogie » régnante des partis politiques pour se faire élire me laisse très perplexe sur l'instauration d'un quota carbone par personne. Et ce n'est pas la bronca actuelle contre la réformette des retraites qui me feront dire le contraire...

Mustafa : Quoi qu'il en soit du débat, il faudra bien que les gens se rendent compte que **le réchauffement climatique n'est PAS démocratique**, et que ce n'est pas en essayant de rester juste et contenter tout le monde que l'on va s'en sortir. Il va falloir que les gouvernements osent, en effet, être totalitaires, comme dans une guerre. Ceux qui pensent ici que l'on va pouvoir faire des compromis entre notre niveau de vie et la réalité physique du réchauffement se trompent complètement. Ce réchauffement est mû par les lois de la physique, et **par essence, les lois de la physique sont totalitaires**. Allons-nous plier les lois de la réalité à nos désirs, parce qu'il ne faut pas créer d'inégalités ? On peut essayer, mais je laisse à chacun le loisir de réfléchir au succès d'une telle démarche.

Sebastiannowenstein : Il faut doubler la carte carbone d'un système fiscal confiscatoire au-delà de, disons, 3000 euros par mois. Il est probable, en effet, que toutes les activités humaines impliquant une dépense mensuelle supérieure à une certaine somme soient insoutenables. Il faudrait aussi moduler : il faut rendre le tourisme en avion impossible, mais permettre aux familles de se rencontrer. Le fait d'avoir des enfants ou des petits-enfants à l'étranger devrait s'accompagner d'un quota plus important. Il reste qu'il serait plus facile techniquement de limiter le revenu par habitant. Cela permettrait d'éviter la mise en place d'une bureaucratie et d'un contrôle excessifs. En réalité, de nombreux problèmes de notre société sont causés par la concentration absurde de la richesse que nous tolérons.

Fouilla : Il est pourtant évident que TOUS les déplacements longue distance devront être massivement réduits, y compris vers les DOM. On y réfléchira à 2 fois avant d'accepter un boulot de l'autre côté de l'océan.

1984 is coming : oui malheureusement il faut en arriver là. Au moins pour les nantis pollueurs. Quand 1% des plus riches mettent en danger la vie de milliards de personnes plus pauvres par leur mode de vie et leurs actions, c'est malheureusement indispensable. C'est ça ou Mad Max, vous avez une préférence ?

Rodgeur : On y arrive petit à petit. Ils ont déjà testé le principe avec le pass vaccinal. Les gens étaient bien contents d'afficher leur QR code pour montrer qu'ils étaient de bons citoyens. **Les moutons sont contents.**

Alain tossa : Royaume-Uni que si on ne fait pas d'enfant on a un quota carbone qui augmente par rapport à ceux qui en font? Après tout faire des enfants met du co2 dans l'atmosphère.

The GonZo Man : Et si on a dépassé son quota de carbone, avons-nous encore le droit de mourir ?

Klaatu Vanuatu : Oui mais pas à l'incinération, ou alors seulement au biogaz.

FJAG : A quoi bon si 3 milliards d'indien et de chinois ne l'acceptent pas ?

Gloubiglous : Il faut avoir le courage d'ouvrir la voie.

▲ RETOUR ▲

.Le Russie développe le missile balistique anti-navire « Zmeevik », décrit comme étant un « tueur » de porte-avions

par Laurent Lagneau · 13 juillet 2022



En décembre 2021, le président du comité de la Défense à la Douma [chambre basse du Parlement russe] après avoir été chef d'état-major adjoint des russes et vice-ministre de la Défense, le général Andreï Kartapolov avait expliqué que le missile hypersonique Zircon, qui achevait alors ses essais étatiques, serait un « tueur de porte-avions » contre lequel aucune contre-mesure ne pourrait s'appliquer.

Et visiblement, et alors qu'elle ne dispose que d'un seul navire de ce type [« l'Amiral Kouznetsov », ndlr], qui n'a

plus pris la mer depuis maintenant cinq ans, la Russie fait du développement d'armes « anti-porte-avions » une priorité.

En effet, outre le Zircon, l'arsenal russe comprend également le missile aérobalistique hypervéloc Kinjal, dérivé de l'Iskander, dont la trajectoire est semi-balistique, ce qui fait qu'il a la capacité de Royaume-Uni à l'approche de sa cible. Emporté par un avion de combat MiG-31K, cet engin peut être utilisé contre un porte-avions. Du moins, c'est ce que laisse entendre Moscou...

Outre le Zircon et le Kinjal, l'arsenal russe pourrait encore s'étoffer prochainement avec le missile balistique anti-navire « Zmeevik ». C'est en effet ce qu'a affirmé l'agence Tass, le 12 juillet, précisant que cet engin serait aussi un « tueur de porte-avions ». Évidemment, au regard du contexte actuel, on pourrait penser qu'il s'agit d'une annonce sans consistance. Cependant, la Chine, avec les missiles DF-21D et DF-26, s'est également engagée dans cette voie. Du moins le prétend-elle, car, à ce jour, aucun de ces engins n'ont été vus frapper un navire en mouvement...

Cela étant, l'agence Tass n'a pas livré de détails au sujet de ce nouveau missile anti-navire « Zmeevik », si ce n'est qu'il est « en développement depuis assez longtemps ». Ce qui est assez vague... Et l'une de ses sources a seulement confié que ses caractéristiques sont similaires aux DF-21D et DF-26B chinois, leur portée étant respectivement de 1800 et de 4000 km.

Étant donné qu'un groupe aéronaval est un mouvement, il faut d'abord pourvoir le localiser et, ensuite, guider un missile comme le « Zmeevik » ou les DF-21D et DF-26B vers le porte-avions à détruire. « Guider un objet qui irait à très grande vitesse vers une cible mouvante comme un bateau me paraît plutôt compliqué et, pour tout dire, je n'y crois pas », avait ainsi estimé l'amiral Christophe Prazuck, quand il était encore chef d'état-major de la Marine nationale. Et de souligner que certains « concepts en développement [...] participent d'une stratégie d'influence ».

« Convenons que détruire un porte-avions n'est pas encore un jeu d'enfant », a récemment fait valoir le capitaine de frégate François-Olivier Corman, auteur du livre « Innovation et stratégie navale ».

Et d'expliquer : « À partir d'une position connue, il peut se situer en trente minutes n'importe où dans une zone grande comme le département de l'Essonne [soit 1 804 km², ndlr], ce qui rend un cliché satellitaire rapidement caduc. Il faut ensuite l'identifier avec certitude parmi ses navires d'escorte, voire au milieu d'un trafic commercial dense [...]. Enfin, il faut franchir les couches de défense successives qui s'adaptent conformément au théorème immuable du glaive et du bouclier, selon lequel l'apparition d'une arme nouvelle est toujours suivie plus ou moins rapidement d'un contre-perfectionnement ».

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les banques ont versé 673 milliards de dollars aux producteurs d'énergies fossiles !

par [Charles Sannat](#) | 17 Avril 2023



« En 2022, les grandes banques mondiales ont continué de verser des centaines de milliards de dollars aux producteurs d'énergies fossiles, principale cause du réchauffement climatique. C'est ce que dénoncent, jeudi 13 avril, les ONG de la coalition Banking on Climate Chaos (« miser sur le chaos climatique »), qui regroupe des associations de lutte contre le changement climatique, dans un nouveau rapport.

Selon leurs calculs, effectués à partir des bases d'informations financières comme Bloomberg, les 60 principaux établissements bancaires mondiaux ont versé un total de 673 milliards de dollars (616 milliards d'euros) à des entreprises comme Saudi Aramco, ExxonMobil ou TotalEnergies, trois compagnies pétrolières. Une part significative de ces financements – 150 milliards de dollars (136 milliards d'euros) – sont même allés à des entreprises qui continuent de lancer de nouveaux projets d'exploitation de charbon, de pétrole ou de gaz.

« Notre objectif est d'alerter sur l'écart entre les promesses et les pratiques. Il n'y a rien de plus grave que de penser que la situation est entre de bonnes mains et que la finance va nous sauver », explique à franceinfo Lucie Pinson, directrice de l'ONG Reclaim Finance, membre de la coalition. En 2021, les grandes banques s'étaient engagées, via la « Net Zero Banking Alliance », à atteindre la neutralité carbone de leurs portefeuilles en 2050.

Ce chiffre de 673 milliards de dollars est toutefois en baisse par rapport à l'année dernière (801 milliards de dollars). « Il est trop tôt pour dire si c'est encourageant. Nous avons vu des effets yo-yo les années précédentes », estime Lucie Pinson. »

La transition c'est une transition... donc un processus !

Les couinements des écologistes sont insupportables, surtout de la part de ceux qui roulent en 4x4, volent en hélicoptère et naviguent en bateaux puissants et qui ont été ministre ! Je ne juge pas le fait de rouler en 4x4, très bien pour ceux qui ont de belles autos, je voudrais juste que l'on ne me fasse pas la leçon sur ma Dacia diesel, c'est tout.

En ce qui concerne cette histoire de transition, c'est une transition, donc un processus progressif.

Si vous cessez de financer l'industrie pétrolière vous allez créer une pénurie très rapide dans la production d'hydrocarbures. Or, pour le moment, les camions de 40 tonnes pour approvisionner toutes les grandes villes du monde ne sont pas franchement disponibles et pas au point. Je ne vous parle pas de la chaîne du froid et du surgelé avec des camions électriques.

Bref, si nous ne voulons pas de famine dans 5 ans et un effondrement de nos chaînes de production et d'alimentation, il nous faut des hydrocarbures, donc il faut financer les grandes sociétés productrices d'énergies fossiles qui sont aussi celles qui investissent le plus dans... la transition écologique.

A part nous envoyer dans le mur, nous pousser au suicide collectif, et ne rien régler des dérèglements climatiques, les écologistes sont devenus insupportables et ils sont totalement à côté de la plaque.

Charles SANNAT Source [Royaume-Uni Info ici](#)

▲ [RETOUR](#) ▲



.Ces 8 cygnes noirs qui ont provoqué les plus fortes baisses des bourses mondiales

par [Charles Sannat](#) | 18 Avril 2023

La puissance
de l'imprévisible



LES
BELLES
LETTRES

C'est un article d'Investing qui revient sur les 8 « Black Swans » qui ont provoqué les plus fortes baisses des marchés boursiers, les cygnes noirs.

En fait je ne partage pas du tout cet article car il confond à mon sens deux choses (mais ce n'est que mon humble avis).

« La théorie du cygne noir, développée par le mathématicien et scientifique libanais **Nassim Nicholas Taleb**, en référence à la découverte de cygnes noirs en Australie au XVIIe siècle, espèce inconnue dans les pays

occidentaux, soutient que des événements extrêmement rares et imprévisibles peuvent avoir un impact disproportionné sur notre monde. Ce concept, appliqué au secteur financier, fait référence au fait que des événements imprévus de nature économique, sociale ou géopolitique, impossibles à prévoir, peuvent déclencher des chutes brutales sur les marchés. »

Un cygne noir doit être imprévu et imprévisible.

Nous savions qu'il pouvait y avoir des attentats d'un point de vue théorique ou encore même une pandémie, de la même manière que nous pouvons prévoir qu'un astéroïde ravage la terre un jour ou qu'un méga tsunami nous inonde presque toutes les terres, sans oublier le méga tremblement de terre ou le super volcan. Ces événements sont impossibles à prévoir, et nous ne pouvons pas vivre comme si nous allions mourir chaque seconde. Ces

événements sont des cygnes noirs. Imprévisibles aux conséquences majeures.

Mais la hausse des taux décidée par les banques centrales n'est ni imprévisible ni imprévue ni indépendante de notre volonté. C'est un événement que nous créons.

Le krach de 29 n'est pas un cygne noir mais la conséquence de la hausse des taux par la FED. La crise de la bulle Internet de l'année 2000 est également la conséquence de la hausse des taux. C'est la même chose pour la crise des subprimes appelée crise financière dans cet article.

Ce sera la même chose pour le krach de 1987. Hausse des taux encore.

Il ne nous reste donc que la moitié des événements majeurs qui sont de véritables Cygnes Noirs.

Les attentats du 11 septembre, la guerre en Ukraine, ou encore le Covid. Le Brexit étant une décision prise par un vote et dans le cadre d'un processus, il n'y a là rien de soudain, ni d'indépendant de notre volonté et à mon sens il ne rentre pas dans le cadre conceptuel des Cygnes Noirs de Taleb.

[Le krach de 29 \[1929\].](#)

Parler de cygne noir, c'est évoquer le krach de 29, la plus forte baisse des marchés jamais enregistrée, qui a duré 33 mois, faisant chuter la performance de l'indice Dow Jones de 86 % par rapport à son niveau le plus élevé. La facilité du crédit, les niveaux élevés d'endettement des particuliers et les valorisations exagérément élevées ont été les éléments déclencheurs qui ont conduit à des ventes massives. Un scénario qui, en une semaine, a précipité l'appauvrissement de milliers de familles et le resserrement des facilités de crédit, auparavant laxistes, entraînant la faillite d'un grand nombre d'entreprises incapables de faire face à leurs besoins de trésorerie. La chute la plus importante en une seule séance a eu lieu le mardi 29 octobre 1929, lorsque le marché boursier a chuté de 12,8 %.

[2. La crise des « dotcoms » \[2000\].](#)

Avec l'avènement du World Wide Web, de nombreux investisseurs ont vu une grande opportunité d'investissement et des entreprises ont émergé, dans certains cas des entreprises traditionnelles, qui, avec l'essor d'Internet et du commerce électronique, ont présenté des modèles d'entreprise qui utilisaient le World Wide Web comme base. L'indice Nasdaq, qui dépassait les 4 800 points au plus fort de la bulle, a commencé à souffrir de la chute de certaines actions, semant la peur parmi les investisseurs, ce qui a déclenché ce que l'on appelle l'effet du passage à l'an 2000 des sociétés dotcom.

En l'espace de deux ans, le marché a perdu près de cinq mille milliards de dollars. Le Nasdaq a atteint son niveau le plus bas en octobre, après avoir chuté de 78 % pour atteindre 1 114 points. Comme l'explique Gorka Apodaca, responsable des services de conseil pour la Catalogne et les îles Baléares chez Creand Wealth Management, « les sociétés de capital-investissement ont introduit en bourse ces entreprises issues du boom de l'internet et ont inclus dans leur évaluation des prévisions de ventes élevées qui n'ont pas été atteintes, ce qui a entraîné une sortie massive de ces entreprises et la faillite de bon nombre d'entre elles ».

[3. Crise financière \[2008\].](#)

L'économie mondiale connaissait une bonne croissance en 2008 et rien ne laissait présager la chute des marchés boursiers de près de 54 % qui a duré 17 mois. Cette crise s'est propagée à l'échelle mondiale, bien qu'elle ait pris naissance sur le marché hypothécaire américain, ce qui explique qu'elle soit également connue sous le nom de « crise des subprimes ». Avant que la crise n'éclate, les banques offraient des facilités de crédit extrêmes pour financer l'achat d'hypothèques pour des personnes sans ressources (subprime). Cette situation, associée à un processus de déréglementation financière mené aux États-Unis au cours des années précédentes, a permis la commercialisation déguisée de ces prêts hypothécaires de faible qualité, ce qui a entraîné une crise de liquidité

qui a provoqué une panique boursière et une profonde récession.

4. La crise du COVID [2020].

La pandémie mondiale causée par COVID-19 est un autre exemple de cygne noir. Elle a frappé le monde en 2020, provoquant des confinements et des fermetures à l'échelle mondiale, et ses conséquences, tant en termes de pertes humaines qu'économiques, ont été dévastatrices. En deux mois seulement, les marchés ont chuté de 40 %. Deux des cinq plus grandes chutes boursières de l'histoire ont été subies presque consécutivement durant les premiers jours de la crise sanitaire, le 12/03/20 (-9,9 %) et le 16/03/20 (-12,9 %). Les conséquences de cette crise mondiale sont les plus importantes depuis la Seconde Guerre mondiale.

5. Lundi noir [1987].

Il faut remonter 36 ans en arrière pour trouver le cygne noir qui a provoqué l'un des plus grands krachs boursiers du siècle dernier. Le 19 octobre 1987, l'indice américain Dow Jones a plongé de 22,6 % en une seule séance, près d'un quart de sa capitalisation boursière s'étant volatilisé. Gorka Apodaca explique que « les raisons d'une correction aussi brutale sont dues à une surévaluation des actifs, à la hausse du pétrole et à une forte inflation, qui ont entraîné des ventes massives de la part des investisseurs individuels et institutionnels ». Les baisses qui ont suivi dans les jours suivants n'ont pas été aussi marquées. Des baisses maximales cumulées sur trois mois de 28 % ont été enregistrées. Même l'indice Dow Jones a terminé l'année 1987 en territoire positif (2,26 %).

6. Guerre en Ukraine [2022].

Malgré les tensions politiques et l'annexion de la Crimée quelques années plus tôt, on ne s'attendait pas à une invasion militaire de grande envergure de la part de la Russie. L'impact sur les marchés boursiers du déclenchement d'une guerre du XXI^e siècle au cœur de l'Europe n'a pas été aussi grave que son influence géopolitique, bien que les baisses des marchés aient atteint 18 % au cours des sept mois qui ont suivi le déclenchement de la guerre. Le jour de l'invasion, l'indice Euro Stoxx a chuté de 3,7 %. Toutefois, l'impact direct le plus important a été observé dans les coûts élevés du carburant et de l'énergie, en raison de la nature exportatrice de matières premières de la Russie.

7. Les attentats du 11 septembre 2001 [2001].

Au cours du siècle dernier, il y a également eu des cygnes noirs dont l'origine était très éloignée de la sphère purement économique, mais qui ont eu un fort impact sur les marchés boursiers. C'est ce qui s'est passé avec les attentats terroristes du 11 septembre à New York, qui ont également fait basculer les marchés dans le rouge, avec des baisses de 7,1 % ce jour-là, et une chute maximale cumulée de près de 17 % en un mois. Par effet de contagion, les principaux indices européens ont également ouvert en baisse, avec une chute de 6,6 % pour l'Euro Stoxx. -6,6 % pour l'Euro Stoxx. Le revers de la médaille est le S&P 500 VIX, qui a connu une hausse de 26,6 %, ce qui explique amplement pourquoi il est connu sous le nom d'indice de la peur.

8. Brexit [2016].

Le résultat inattendu du référendum organisé par le gouvernement britannique sur la sortie éventuelle du pays de l'Union européenne a provoqué un véritable tremblement de terre au niveau politique, social et économique. Le soutien de 52 % à la sortie de l'UE a généré une première réaction sur les marchés des actions et des devises qui a entraîné une chute de plus de 7 % de la bourse de Londres au cours de la séance suivante, soit une chute totale de 14 % en deux jours. Elle a également entraîné la plus forte dévaluation de la livre jamais enregistrée en une seule journée. Les baisses ont été de 10 % par rapport au dollar et de 7 % par rapport à l'euro.

Le plus intéressant... la conclusion !

Voici ce que dit l'article qui analyse dans sa conclusion ces différents cygnes noirs.

« L'une des conclusions de l'analyse est que les cygnes noirs d'origine financière, tels que le krach de 29, la crise des dotcoms en 2000 ou la crise financière de 2008, ont eu des effets beaucoup plus dévastateurs sur les marchés que d'autres événements ayant un impact plus important sur le plan politique et humain, tels que les attentats du 11 septembre 2001 ou le déclenchement de la guerre en Ukraine, dont les chutes boursières n'ont pas été aussi brutales.

En outre, l'effet de ces événements financiers est beaucoup plus durable. Les chutes boursières se sont accumulées sur une période beaucoup plus longue (33 mois dans le cas du krach de 29 ou 31 mois dans la crise des dotcoms de 2000, contre deux sessions de chutes après le Brexit ou deux mois dans la crise COVID-19)« .

Et oui les vedettes ! Les effets des hausses des taux sont dévastateurs pour les économies car cela casse la croissance tant que les taux ne baissent pas durablement pour relancer la mécanique et il faut en moyenne entre 12 et 24 mois pour que les effets des hausses de taux soient transmis à l'économie et que les effets se matérialisent.

Nous allons commencer à voir aux Etats-Unis le ralentissement des investissements, de la croissance, de l'emploi en un mot de l'activité et cela dure tant que les taux sont élevés.

Il n'y a là rien de soudain, d'imprévisible et d'indépendant de notre volonté.

On essaie juste de vous cacher le fait que les banques centrales décident des crises et des périodes de croissance.

Charles SANNAT Source [Investing.com](https://www.investing.com) [ici](#)

.Google perd 55 milliards de valeur en bourse lundi 17 Avril Samsung envisageant de remplacer Google par Bing sur ses smartphones



C'est la très dure loi du monde des entreprises technologiques.

Vous pouvez être au sommet un jour, et le lendemain, en ayant raté un virage, vous êtes dépassé et dans les cas les plus grave, en faillite.

Ce n'est pas le cas d'Alphabet la maison mère de Google, mais c'est une alerte pour cette très belle valeur qui perd pourtant 55 milliards de dollars de capitalisation boursière en une séance après que Samsung eut envisagé de remplacer Google par Bing dans ses téléphones.

Selon le New York Time, Samsung pourrait en effet remplacer Google par Bing de Microsoft comme moteur de recherche par défaut dans ses téléphones.

Une telle décision mettrait environ 3 milliards de dollars de revenus en danger pour Alphabet, qui a longtemps fait face à peu de concurrence.

Pour autant Google reste l'une de mes actions préférées.

Charles SANNAT Source [Business Insider](https://www.businessinsider.com) [ici](#)

Alphabet perd 55 milliards de dollars en valeur boursière après que Samsung aurait envisagé de remplacer Google par Bing dans ses téléphones



- **Alphabet a perdu 55 milliards de dollars de sa valeur boursière lundi après la publication d'un rapport indiquant que la concurrence s'intensifie sur le marché de la recherche.**
- **Selon le NYT, Samsung pourrait remplacer Google par Bing de Microsoft comme moteur de recherche par défaut dans ses téléphones.**
- **Une telle décision mettrait en péril environ 3 milliards de dollars de revenus pour Alphabet, qui a longtemps été peu confronté à la concurrence.**

L'action Alphabet a perdu jusqu'à 4 % lundi, effaçant environ 55 milliards de dollars de valeur boursière, après qu'un rapport du New York Times a suggéré que la concurrence s'intensifie sur le marché de la recherche mobile.

Le rapport indique que Samsung envisage de remplacer Google comme moteur de recherche par défaut dans sa gamme d'appareils en faveur de Bing Search de Microsoft, ce qui pourrait mettre en péril environ 3 milliards de dollars de revenus annuels pour Alphabet.

Un contrat similaire entre Alphabet et Apple, qui représente environ 20 milliards de dollars de revenus annuels pour Alphabet, doit être renouvelé dans le courant de l'année.

Les employés de Google ont été choqués lorsqu'ils ont appris en mars que Samsung envisageait de remplacer Google, et les messages internes des employés d'Alphabet examinés par le New York Times ont fait état d'une « panique » au sein du personnel.

Pour la première fois depuis des décennies, Google est confronté à une concurrence accrue dans le domaine de la recherche depuis que Microsoft a intégré ChatGPT d'OpenAI dans ses résultats de recherche Bing au début de l'année. Google détient depuis longtemps un monopole essentiel sur le marché de la recherche, avec une part de marché d'environ 90 %.

Alphabet travaille d'arrache-pied pour défendre sa part de marché, selon le rapport, avec une équipe de plus de 160 personnes travaillant à l'intégration de fonctions d'intelligence artificielle dans son produit de recherche Google.

Mais cela pourrait ne pas suffire si Samsung décide de faire de Bing le moteur de recherche par défaut sur les centaines de millions d'appareils qu'elle commercialise chaque année. Bien que Google puisse encore devenir le principal moteur de recherche sur les appareils Samsung si un accord entre Samsung et Microsoft est conclu, les utilisateurs devront modifier eux-mêmes les paramètres de leur téléphone pour effectuer ce changement.

Samsung entretient une relation de longue date avec Alphabet et Microsoft, puisqu'elle préinstalle diverses applications des deux sociétés sur ses appareils. Les négociations entre Samsung et Microsoft sont toujours en cours et pourraient aboutir à ce que Google devienne le moteur de recherche par défaut, selon le rapport.

Mais le rapport souligne l'importance de l'enjeu pour Alphabet de défendre sa part de marché dans la recherche et de regagner sa compétitivité sur le marché de la recherche par IA générative, sur lequel ChatGPT prospère. **La première présentation de la réponse de Google à ChatGPT, baptisée Bard, a été un échec.**

.Pour la fédération allemande des banques « le danger d'une crise systémique dans l'UE est extrêmement faible »



Haaaa... Mes amis, si vous demandez à Ordralfabétix, le célèbre poissonnier du village gaulois, si son poisson est frais, il vous jurera sur tous les dieux gaulois que jamais poisson n'a été aussi frais. Une opinion rarement partagée par le reste des villageois, ce qui se termine inévitablement par de terribles bagarres que seul le Chef Abraracourcix est capable de faire cesser.

Et bien c'est un peu la même crédibilité lorsque les « autorités » bancaires elles-mêmes parlent de leur propre « fraîcheur » !

« Le danger d'une crise systémique dans l'UE est extrêmement faible », selon la fédération allemande des banques.

La dernière fois que l'on nous a dit que le risque était extrêmement faible c'était Agnès Buzyn, quelques semaines avant que l'on soit tous confinés qui nous expliquait que le risque que le virus arrive de Wuhan était extrêmement faible. J'en rigole (jaune) encore.

On est les plus beaux, on est les plus forts ... hiiii PAF !

« Le patron de la fédération allemande des banques se veut optimiste, malgré les récentes tensions sur le secteur depuis la faillite de SVB et le rachat de Crédit Suisse. Selon lui, « le danger d'une crise systémique similaire à celle de 2008 est extrêmement faible », a déclaré Christian Sewing – par ailleurs PDG de la première banque allemande Deutsche Bank – lors d'une conférence de presse.

« Les banques en Royaume-Uni et dans l'Union Européenne sont toujours extrêmement robustes », et « très bien équipées en fonds propres et en liquidités », a-t-il ajouté. L'effondrement récent aux États-Unis de Silicon Valley Bank (SVB), très exposée au secteur des start-up, et de Signature Bank, suivi du rachat en urgence de Credit Suisse, a fait craindre une crise plus large du secteur bancaire.

La crise « n'a eu aucune conséquence sur la situation des banques en Europe ». Les établissements financiers européens, particulièrement la Deutsche Bank, ont été malmenés en Bourse dans le sillage de ces événements, les investisseurs craignant une contagion. Avec le recul, la crise « n'a eu aucune conséquence sur la situation des banques en Europe », a assuré Christian Sewing. Cela s'explique par le fait que « les régulateurs ont réalisé du bon travail pour améliorer considérablement les fonds propres des banques depuis la crise de 2008 ». D'autant plus en Europe, où « la régulation est nettement plus exigeantes qu'aux États-Unis », a-t-il affirmé.

Les contraintes réglementaires pesant sur les banques ont été abaissées pendant la présidence de Donald Trump aux États-Unis, notamment pour les banques régionales – telles que SVB – fragilisant ces établissements. « Cette faiblesse n'existait pas en Europe », a assuré Christian Sewing.

Après plusieurs semaines d'inquiétude, les observateurs et les marchés ont regagné une certaine confiance dans le secteur. Plusieurs grandes banques américaines ont dévoilé vendredi des résultats confortables pour le premier trimestre, semblant avoir été à peine touchées par les remous de mars. Et en zone euro, la présidente de la BCE Christine Lagarde, lancée dans une lutte contre l'inflation via d'importantes hausses de taux, a assuré dimanche que la situation ne justifiait pour le moment pas un ralentissement de cette politique ».

Les banques sont par nature fragiles !

Si dire cela est un exercice imposé et obligé, car il ne peut pas dire autre chose, c'est juste totalement faux.

Le problème des banques c'est qu'elles ont au mieux 1 dollar ou euro en liquidité pour 10 de dépôts. Elles sont toujours toutes en position de manque de liquidité en cas de bankrun. Que vous fassiez faillite en remboursant 10 % des clients, 8 % ou 12.3 % cela ne changera rien ou presque à l'arrivée.

Le vrai sujet pour les banques, c'est toujours la confiance et la capacité des banques centrales à prendre des décisions très rapides pour assurer la solvabilité des banques et donc la confiance dans le système.

C'est ce qu'a réussi parfaitement à faire la FED.

Rien ne dit que la BCE avec les lourdeurs européennes réussisse la même chose en cas d'urgence et de problème bancaire majeur dans la zone euro.

Charles SANNAT Source [Boursorama.com](https://www.boursorama.com) ici

▲ [RETOUR](#) ▲

Pour le grand-gourou Warren Buffett : « Les faillites bancaires ne sont pas terminées »

par [Charles Sannat](#) | 14 Avril 2023



Pour Warren Buffett : « *Les faillites bancaires ne sont pas terminées* » ! C'est assez logique puisque la hausse des taux n'est pas terminée même si elle semble toucher à sa fin et ses effets ne se sont pas encore matérialisés en totalité.

« Le légendaire investisseur Warren Buffett pense qu'il pourrait y avoir davantage de faillites bancaires à l'avenir. « Nous n'en avons pas fini avec les faillites bancaires », a déclaré le président-directeur général de Berkshire Hathaway à CNBC. « Les banques font faillite », a déclaré M.

Buffett, tout en précisant que « les épargnants ne seront pas lésés, ils n'ont pas à craindre une crise ».

Le célèbre « Oracle d'Omaha » souligne que certains des facteurs négatifs pour les banques ont été la disparité des actifs et des passifs, ainsi qu'une comptabilité douteuse.

« Les procédures comptables ont conduit certains banquiers à faire des choses qui ont un peu favorisé leurs bénéfices actuels et ont provoqué la tentation récurrente d'obtenir un écart un peu plus grand dans les livres, un peu plus que les bénéfices », note M. Buffett.

Cependant, Buffett reconnaît également qu'il existe une peur et une panique inutiles parmi les épargnants, qui craignent de perdre leur argent, alors que le système est conçu pour protéger les dépôts de l'ensemble du pays (en parlant des États-Unis).

Une question de confiance... et de garantie illimitée de l'Etat !

Ce que dit Warren Buffett en creux, c'est qu'il n'y a pas de crainte à avoir sur une faillite bancaire si les dépôts sont garantis par les autorités publiques sans limite de montant ce qui a finalement été le cas dans le cadre de la faillite de la SVB. Du coup, si tous les dépôts sont garantis, il y a nettement moins de risque de panique bancaire par nature et donc le système devient plus solide même s'il reste intrinsèquement fragile.

On retire de l'équation l'effet bankrun qui peut accélérer la chute, mais on ne supprime pas les effets des

mauvaises décisions, la mauvaise gestion, ou encore les conséquences de la perte de valeur des actifs détenus par les banques.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le monde est sur le point de changer en profondeur

Byron King 13 avril 2023

DAILY RECKONING



Vous êtes certainement au courant des récentes fuites de renseignements sur les évaluations secrètes et top secrètes de l'armée américaine concernant l'opération militaire russe en cours en Ukraine.

Si l'on fait abstraction de la poudre aux yeux, l'essentiel est que **les experts militaires de Washington prédisent que la Russie va l'emporter et que l'Ukraine va perdre.**

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ? Eh bien, le monde est sur le point de changer, et j'entends par là qu'il va changer du tout au tout. Dans une minute, je vous expliquerai pourquoi. Tout d'abord, parlons des documents.

Selon les documents du Pentagone, le conflit entre l'Ukraine et la Russie est une cause perdue.

Quelle que soit la manière dont les documents se sont échappés, ces fuites constituent en fait une sinistre autopsie. On peut aussi parler d'autopsie avancée d'un organisme politico-militaire moribond qui n'a aucune chance de survie.

Pour l'Ukraine, les choses sont en passe de se terminer mal, voire de manière catastrophique. Par extension, il en va de même pour l'OTAN, pour une grande partie du reste de l'Europe et certainement pour les États-Unis et leurs intérêts nationaux.

Préparez-vous à une nouvelle débâcle des États-Unis, à l'instar des désastres géostratégiques précédents au Viêt Nam (1975) et en Afghanistan (2021). Sauf que cette fois-ci, la calamité ukrainienne imminente éclipsera les résultats de Saïgon et de Kaboul. **En effet, aucun pays ne peut perdre une guerre de cette ampleur et échouer aussi gravement sans subir d'importantes répercussions politiques, militaires et économiques.**

À ce stade, je dois dire quelque chose : je suis un officier de la marine américaine à la retraite, obligé par la loi et le règlement de déclarer que tout ce qui est dit ici est une opinion personnelle. Je ne parle pas au nom de la marine, du ministère de la défense ou du gouvernement américain.

J'ajoute qu'à ce stade de ma vie, je ne suis qu'un modeste géologue qui écrit des bulletins d'information au noir. Je n'ai pas accès – zéro, zippo, nada, rien – à des documents gouvernementaux classifiés. Par conséquent, tout ce qui suit est basé sur mon examen de ce qui est dans le domaine public.

En d'autres termes, « *je ne sais que ce que je lis dans les journaux* ».

Et selon ces journaux, quelqu'un – un membre de la Garde nationale aérienne du Massachusetts âgé de 21 ans qui a été arrêté aujourd'hui – a photographié plus de 50 pages (peut-être plus) de rapports classifiés des services de renseignement américains sur le conflit russo-ukrainien, datant de la fin février et du début mars de cette année, et a téléchargé le tout sur l'internet.

Oui, c'est illégal, mais le chat est déjà sorti du sac.

Le déversement de données a eu lieu il y a plus de six semaines. Les documents volés sont restés sur un site web obscur pendant un certain temps, puis sont finalement devenus viraux sur la chaîne Telegram. Les médias grand public s'en sont emparés, y compris le New York Times, qui a une longue et profonde histoire en tant que canal de transmission de documents classifiés volés et obtenus illégalement.

Si le New York Times peut publier des articles en première page à ce sujet, je peux également m'exprimer ici. Premier amendement, et tout le reste.

Selon plus d'un initié – encore une fois, c'est dans les journaux – les documents sont trop bien faits pour être des faux. En d'autres termes, les documents ayant fait l'objet d'une fuite utilisent tous les formats, termes et symboles appropriés, jusqu'à la taille des caractères et la police de caractères.

Et ce niveau de précision technique est quelque chose que seuls les gens de l'intérieur comprennent vraiment après des années d'expérience.

Entre-temps, le gouvernement américain a réagi comme un chat échaudé. Par exemple, le ministère de la défense et le ministère de la justice ont annoncé à la vitesse de l'éclair une enquête massive, et je ne doute pas une seconde qu'ils sont sérieux comme une crise cardiaque. Ils ont déjà arrêté l'auteur présumé de la fuite.

Une cachette de documents de très haut niveau a été divulguée. Et ce n'est pas tant l'information spécifique contenue dans les biens volés qui est importante. C'est important et j'en parlerai plus loin. Mais il s'agit aussi de l'embarras institutionnel des membres du gouvernement américain qui lisent dans ces articles du New York Times des informations sur leur sanctuaire, sur leurs délibérations en temps de guerre.

Ce sont les nouveaux « Pentagon Papers ». Alors, oui... les gens sont furieux.

Je ne suis pas surpris qu'ils aient identifié l'auteur de la fuite. Le fait est que les gens du contre-espionnage sont cyniques comme l'enfer, intelligents comme des fouets et durs comme des clous. Ils soupçonnent tout le monde d'être un traître et c'est ce que vous voulez.

J'ai vu cela à l'œuvre il y a longtemps dans quelques affaires d'espionnage, à l'époque où je faisais partie de l'état-major du chef des opérations navales (longue histoire, pas aujourd'hui).

Bon, c'est tout ce que j'avais à dire ; entrons dans le vif du sujet. Poursuivons notre lecture pour entrer dans le vif du sujet. Disons simplement que le tableau n'est pas rose pour l'Ukraine.

L'écriture est sur le mur

L'une des grandes surprises des documents classifiés est qu'il y a très peu de vraies surprises. Il n'y a pas de pistolet fumant dans les fuites, pas de « grande révélation » telle que la date, le plan d'attaque et le tableau de l'organisation et de l'équipement de la contre-offensive ukrainienne de printemps tant attendue qui repoussera les Russes dans la mer d'Azov. Mais ce n'est de toute façon pas de cela qu'il s'agit dans ces documents.

En fait, les documents qui ont fait l'objet d'une fuite sont des documents d'information quotidiens préparés pour

le personnel américain qui travaille dans ce qu'on appelle le J-3 (Opérations), le J-4 (Logistique) et le J-5 (Stratégie, Plans & ; Politique). Les informations datent de la fin février et du début mars, elles sont donc déjà vieilles de deux mois et dépassées par les événements.

Qu'ils soient datés ou non, les documents présentent des informations distillées et quotidiennes sur le théâtre des combats, telles que les cartes de position, le nombre de troupes, les pertes, les listes d'armes et les estimations de l'approvisionnement, en particulier en munitions. En termes de renseignement, il ne fait aucun doute que les analystes russes comparent les chiffres américains avec ce que les Russes savaient à l'époque, juste pour voir où et comment les choses concordent ou divergent.

L'intérêt de ces documents est qu'ils confirment ce que de nombreuses personnes soupçonnaient déjà, à l'exception des Russes qui connaissaient certainement déjà les chiffres de base. Et un élément spécifique qui n'est pas du tout choquant est que l'Ukraine manque rapidement de munitions, notamment de missiles antiaériens et d'obus d'artillerie. Attendez un peu.

Permettez-moi de distiller deux années d'études au Naval War College en deux courtes phrases :

2) Les armées livrent des batailles, mais l'énergie, l'industrie et la logistique gagnent les guerres.

2) La guerre moderne est une guerre industrielle, surtout lorsque le conflit implique de grandes nations.

Comme nous l'avons vu au cours des 14 derniers mois, le conflit ukrainien est une lutte vicieuse qui dévore les personnes, les équipements et les fournitures à un rythme prodigieux. Nous parlons de près d'un milliard de balles tirées, de plusieurs millions d'obus d'artillerie, de dizaines de milliers de véhicules détruits, de centaines d'avions abattus et d'un nombre de morts et de blessés dépassant largement les six chiffres. C'est un véritable carnage qui se déroule là-bas.

En temps de guerre, on ne peut nier l'importance de la bravoure humaine, bien sûr. Ou la nécessité de disposer d'un grand nombre d'individus bien entraînés, motivés et en bonne forme physique, prêts à franchir la ligne de contrôle et à affronter leur adversaire. Comme l'aurait dit Napoléon, « *Dieu est du côté de l'armée qui a le plus de bataillons* ».

Mais dans les guerres modernes, l'armée qui l'emporte est aussi celle qui dispose de suffisamment de carburant, d'équipement, de munitions et d'un système de logistique et d'organisation conçu pour réduire l'adversaire à néant. Ou, comme l'a fait remarquer le regretté – et éminent – correspondant de guerre Hanson Baldwin du New York Times, « *Dieu favorise la nation qui a le plus d'usines* ».

Ce qui nous ramène à ces documents divulgués, qui racontent l'histoire des forces russes détenant un avantage matériel absolu et écrasant à tous égards sur les forces ukrainiennes.

Sans entrer dans les détails techniques, prenons l'exemple des missiles antiaériens. Ils sont importants pour empêcher les avions de l'autre partie de pénétrer dans votre espace aérien, de peur que des bombardiers n'arrivent et ne réduisent vos arrières en miettes.

Jusqu'à présent, l'Ukraine a principalement utilisé ses vieux systèmes de l'ère soviétique (appelés BUK et S-300) pour tenir les avions russes plus ou moins à distance. Pas toujours, certes, mais en général, les Russes ont maintenu leurs bombardiers dans l'espace aérien russe. D'accord, tant mieux pour l'Ukraine.

Mais selon les documents qui ont fait l'objet d'une fuite, l'Ukraine n'aura plus de missiles d'ici le début du mois de mai. Après cela, la puissance aérienne russe passera de sa position actuelle de supériorité locale, ici et là, à une nouvelle position de contrôle aérien dominant, voire de suprématie. Cela signifie que les zones arrière de l'Ukraine seront soumises à des bombardements aériens russes à des niveaux jamais atteints auparavant.

L'un des principaux enseignements de la fuite des documents américains est donc que **l'Ukraine est sur le point de perdre le contrôle de son espace aérien. Or, les pays qui ne contrôlent pas leur espace aérien ne gagnent pas les guerres.**

Prenons aussi le cas des obus d'artillerie. Il est évident que ceux-ci sont essentiels pour les deux parties dans l'opération militaire en cours en Ukraine, où l'artillerie a (une fois de plus !) démontré pourquoi elle est appelée le « roi du champ de bataille », voire le « dieu de la guerre ».

L'Ukraine a depuis longtemps épuisé la majeure partie de son stock d'obus d'artillerie de l'ère soviétique (152 mm et autres), et a ensuite utilisé les autres stocks fournis par les pays qui avaient des obus de l'ère soviétique en surplus dans leurs soutes à munitions. À cet égard, l'Ukraine n'a pratiquement plus de munitions pour un grand nombre de ses canons.

Mais au début du conflit, les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays de l'OTAN ont commencé à fournir à l'Ukraine d'autres types d'artillerie et de munitions, comme des canons et des obus de 155 mm. Et pendant un certain temps, cela a fonctionné pour l'Ukraine malgré les pertes quotidiennes au combat. Mais aujourd'hui, selon les documents américains qui ont fait l'objet d'une fuite, l'Ukraine est également à court de canons de 155 mm.

Par exemple, au début du mois de mars, l'Ukraine tirait moins de 1 000 obus (155 mm) par jour, avec une réserve totale de moins de 10 000 obus, ce qui est dérisoire. En fait, l'Ukraine gratte le fond du tonneau d'approvisionnement. En fait, l'Ukraine n'a presque plus de munitions de 155 mm.

Par ailleurs, selon les documents américains qui ont fait l'objet d'une fuite, au début du mois de mars, les Russes ont tiré plus de 20 000 obus d'artillerie par jour et ont infligé des pertes massives aux forces ukrainiennes. Les médias affirment qu'environ 90 % des pertes au combat de l'Ukraine sont dues à l'artillerie russe, et non à des combats rapprochés.

Une fois encore, comme pour les missiles antiaériens, **les pays qui ne peuvent pas bombarder l'autre partie avec beaucoup d'artillerie ne gagnent pas les guerres.**

Vous voyez où je veux en venir, n'est-ce pas ? **La guerre moderne est une guerre industrielle.** Et nous pourrions citer de nombreux autres exemples de produits à l'échelle industrielle nécessaires pour faire la guerre ; en voici quelques-uns : La Russie dispose d'importantes réserves de carburant et d'énergie, ce qui n'est pas le cas de l'Ukraine.

La Russie produit de grandes quantités de munitions à partir d'un vaste système chimique et d'usines, qui fonctionnent actuellement à des niveaux de temps de guerre ; l'Ukraine n'en a pas et dépend des livraisons (en fait, des dons) de munitions provenant des stocks de l'OTAN, qui s'épuisent rapidement.

La Russie dispose de centaines d'avions de combat de première ligne et d'une base industrielle aérospatiale pleinement développée, tandis que l'Ukraine ne possède qu'une petite poignée d'avions de combat et peut à peine réparer les dommages causés par les combats, sans parler de remplacer les pertes.

La Russie dispose d'un large éventail de drones et de missiles de croisière, allant jusqu'à **ses systèmes hypersoniques imparables** ; l'Ukraine n'a pratiquement aucune capacité de défense. Je pourrais continuer, mais vous avez compris. Ce conflit entre la Russie et l'Ukraine est une guerre énergétique et industrielle, et la Russie dispose de suffisamment d'énergie et d'industrie de guerre pour continuer à se battre et à l'emporter.

Pendant ce temps, ni les États-Unis ni les pays de l'OTAN ne possèdent une base militaro-industrielle suffisante pour rivaliser avec ce que la Russie peut mettre en œuvre de manière régulière. Et après une année passée à vider les entrepôts et à approvisionner l'Ukraine au coup par coup, l'OTAN – et en particulier les États-Unis – a épuisé

les stocks de réserve essentiels. De plus, il n'y a aucune perspective de réapprovisionnement à court terme pour de nombreux articles tels que le Javelin, le Stinger, les obus de 155 mm, les obus HIMARS et bien plus encore.

Quelqu'un a divulgué juste assez de documents classifiés pour informer le public de la situation précaire de l'Ukraine, avec tous les dangers qui en découlent pour les États-Unis et l'OTAN lorsque le toit s'effondre.

Bien sûr, de nombreux experts militaires le savaient déjà, mais le public ne le savait pas parce que cela ne faisait pas partie du récit politique dominant.

C'est le New York Times qui a saisi la balle au bond, pour ainsi dire, et qui l'a emportée. Et peut-être que le débat qui s'ensuivra commencera à faire évoluer l'opinion publique des États-Unis et de l'OTAN sur la question de savoir combien de temps encore il faudra soutenir une guerre dont l'issue est pratiquement connue d'avance.

Mais le temps est compté. Tôt ou tard, les événements sur le terrain en Ukraine – et peut-être dans les pays voisins – se dérouleront à leur manière, en fonction de la puissance de feu, des combats et de la cinétique de la guerre, dans laquelle la Russie a clairement l'avantage. En effet, dans les deux camps, des personnes occupant des postes importants ont discuté de la possibilité de recourir à l'arme nucléaire.

Cette fuite opportune constitue un avertissement critique.

Quelqu'un écoute-t-il ? Parce que de l'autre côté de cette pagaille, d'une manière ou d'une autre, nous allons tous vivre dans un monde très différent.

[▲ RETOUR ▲](#)

.La nouvelle monnaie numérique du FMI

rédigé par [Philippe Béchade](#) 17 avril 2023



Le nouveau Deus ex Machina s'appelle DCMA : Préparez-vous à l'avènement de l'Unicoïn !



Le FMI vient de confirmer un pronostic que moi-même et bien d'autres formulions depuis 2011/2012 et la crise grecque, devenue au fil des mois la « crise de l'Euro » : le basculement vers une nouvelle unité monétaire composite (une « CBDC » ou Central Bank Digital Currency) inspirée des « DTS ».

On se souvient que Mario Draghi avait mis fin à la crise de l'Euro avec le « quoi qu'il en coûte ».

Il ne savait peut-être pas à l'époque (mi-juillet 2012) que cette formule deviendrait une sorte de « joker » à dégainer lorsque tout part en vrille, parce que la logique implacable d'un scénario mal fichu, c'est que cela s'achève par une farce grotesque, ou une tragédie... dont le dénouement reste suspendu à l'intervention plus ou moins bien inspirée d'un « Deus ex machina ».

En l'occurrence le recours au divin prend systématiquement la même forme depuis 10 ans, celle d'une planche à billet délivrant de l'argent magique à volonté... tout du moins tant qu'il subsiste des acheteurs de billets de Monopoly, convaincus de percevoir une rémunération bien concrète provenant d'un actif de facto imaginaire.

Et une cinquantaine de pays viennent en quelques semaines d'annoncer vouloir régler leurs échanges commerciaux et détenir en réserve d'autres actifs que des Dollars, dont l'encre à peine sèche tache les doigts et dont l'usage leur apparaît de plus en plus restreint, quand il ne s'agit pas de se voir infliger une confiscation pure et simple.

Il a même été question dans le cas des avoirs russes « gelés » (confisqués à la banque centrale russe, une première historique) il y a 1 an de les offrir en guise de réparation au gouvernement ukrainien.

La disparition présumée de 400 millions d'aide occidentale versés à Kiev, vers des paradis fiscaux, semble avoir un peu refroidi les tenants du transfert de propriété des Dollars russes.

Et presque simultanément, une équipe de juristes de haute volée conseillant les élites de Bruxelles vient de produire un « mémo » d'où il ressort que les avoirs confisqués à la Russie (d'un montant estimé à 600 Mds\$) ne pouvaient être « retenus » que le temps du conflit et devraient lui être restitués en cas de retour de la paix.

Autrement dit, les financements promis par les occidentaux à l'Ukraine pour sa reconstruction devront intégralement sortir de leur poche... mais comme ce serait très douloureux pour les contribuables dans le contexte de récession qui se profile, le « quoi qu'il en coûte » sera de rigueur (et celui-là ne coûte rien : c'est de l'argent magique, n'est-ce pas ?).

Mais cette « douille » ne passe plus : **fini d'accepter de la monnaie de singe sans contrepartie** : le 1^{er} Ministre indien Modi et le Président Lula da Silva du Brésil viennent de tenir à peu près le même langage à quelques jours d'intervalle en cette mi-avril.

Il faut comprendre qu'il n'est plus question de financer la dette américaine – accepter de détenir des stocks de monnaie-dette – s'il existe le moindre risque d'en perdre la pleine jouissance.

Je vois mal Washington et la Fed accepter de dé-judiciariser le Dollar (d'en contrôler l'usage et de sanctionner unilatéralement tout écart par rapport aux lignes rouges tracées par la diplomatie américaine).

Alors que la question de l'extension du plafond de la dette US est loin d'être résolue et que le trou budgétaire à combler serait de 1 100 Mds\$ en 2023 (la création monétaire franchirait pour la 1^{ère} fois de l'histoire la barre des 1 000 MdsE ou de Franc suisses), certains créanciers pourraient se demander s'il n'est pas temps de filer en douce et de mettre un canot à la mer pour se tirer du Titanic de dette américain... sachant que le Titanic-II européen ne vaut guère mieux.

Nous savions que nous allions inévitablement atteindre le « **moment Minsky** » où à l'image de SVB Financial ou du Credit Suisse, l'emprunteur est sommé de restituer son dû aux créanciers et doit pour se faire liquider en masse des actifs : dans le cas d'un État failli comme la Grèce, il s'agit de la vente des « bijoux de famille » (ports, stades, loterie nationale, autoroutes...).

Dans le cas d'une puissance dominante, c'est « plus d'argent magique » ou... la guerre.

Pour éviter une telle issue tragique (il y en a déjà assez du conflit ukrainien), l'un des moyens de restaurer la confiance dans l'emprunteur serait d'émettre une nouvelle monnaie mondiale numérique, ou « unité monétaire universelle ».

Le FMI vient d'officialiser le concept et même de lui donner un nom de baptême : il s'agira de **l'Unicoïn**.

Cette monnaie numérique du FMI n'existe pas encore pour les usagers mais la matrice conçue par la « DCMA » (Digital Currency Monetary Authority) est prête : la CBDC « Unicoïn » devra fonctionner « en conjonction » avec toutes les monnaies nationales existantes, conformément aux étapes prévues dans l'agenda mondialiste.

Son adoption renforcerait la souveraineté monétaire des banques centrales participantes et s'avère – très opportunément – conforme à la récente recommandation de politique sur les actifs cryptographiques proposée par le FMI.

Elle est définie comme « unité monétaire universelle » (UMU) numérique complémentaire, utilisable comme moyen de paiement au moment du règlement de transactions internationales de type SWIFT. Elle jouerait également le rôle de réserve de valeur fiable, car s'appuyant sur un protocole de consensus de confiance « SPOT » (Staked Proof of Trust) et aurait vocation à atténuer d'éventuelles dépréciations saisonnières et systémiques des monnaies locales.

Mais attendez... l'UMU (ou Unicoïn) émane de la « DCMA » : mais qu'est-ce que c'est au juste ?

Qui l'administre, qui la contrôle, quelle est sa légitimité pour appliquer voire imposer une nouvelle CBDC compatible avec SWIFT et modifier pour ce faire la réglementation financière du système bancaire international ?

Selon les notes du FMI, et nos propres investigations, la Digital Currency Monetary Authority est une organisation qui se compose « d'États souverains, de banques centrales, de banques commerciales et de détail et d'autres institutions financières ».

Le DCMA est présenté comme « un leader mondial dans la défense des innovations en matière de monnaie numérique et de politique monétaire pour les gouvernements et les banques centrales ».

Aviez-vous jamais entendu parler de ce Deus ex Machina du 21^{ème} siècle ? Nous l'avions conceptualisé depuis 10 ans mais n'avions pas capté les signaux faibles de sa création, et encore moins vu travailler en coulisses son architecte.

Nous allons creuser la question, n'hésitez pas à le faire de votre côté : il devient impératif de découvrir au plus tôt qui tire les ficelles... et qui du peuple ou de la DCMA contrôlera l'autre (nous savons par expérience en faveur de qui penche la balance, ce n'est pas une raison pour subir sans réagir).

Le secret quasi absolu qui a entouré son émergence en tant qu'entité supra-nationale et supra-monétaire ressemble à une cabale secrète de banques internationales et de gouvernements conspirant pour imposer « l'UMU » (unité monétaire universelle) qui serait une « super-crypto 2.0 » de banque centrale destinée à évincer toutes celles - même embryonnaires par leur taille- qui échappent à leur contrôle.

Mais ce futur Unicoïn -l'autre nom plus sexy de « l'UMU » n'est-il pas un proche cousin du projet de monnaie numérique de la BoC (Bank of China) qui vise à lancer une unité monétaire commune aux membres de BRICS, de l'ASEAN, du Club de Shanghai ?

Notre planète finance va-t-elle se diviser entre Unicoïn (symbolisé par une licorne) et Panda... et que le meilleur gagne ?

Une piste : les « licornes », ça n'existe pas.

[**▲ RETOUR ▲**](#)

Le prix de l'inflation

rédigé par Bruno Bertez 18 avril 2023



Doit-on s'attendre à un effondrement inéluctable de la Bourse, ou à une envolée non contrôlée des prix des biens et des services ?



« Quiconque aurait considéré uniquement l'indice des prix n'aurait vu aucune raison de soupçonner un degré important d'inflation, alors que quiconque aurait considéré le volume total du crédit bancaire et le prix des actions aurait été convaincu de la présence d'une inflation réelle, ou imminente. Pour ma part, j'ai considéré à l'époque qu'il n'y avait pas d'inflation au sens où j'emploie ce terme. Avec le recul et à la lumière d'informations statistiques plus complètes que celles qui étaient alors disponibles, je pense que, s'il n'y a probablement pas eu d'inflation matérielle jusqu'à la fin de 1927, une véritable inflation s'est développée entre cette date et l'été 1929. »

Keynes

Voici ce qu'écrivait Keynes. Il n'était pas idiot, simplement il disait les vérités qui n'étaient pas bonnes à dire discrètement !

D'abord il reconnaît le lien entre la production de crédit et les prix. Ensuite, il explique que ce crédit gonfle d'abord les prix des actifs financiers. Et enfin, ces prix gonflés des actifs financiers produisent un besoin d'inflation des profits, ce qui *in fine* se répercute sur les prix des biens et des services.

La hausse des Bourses exprime/implique une hausse des prix différée des biens et des services. Le besoin d'inflation des profits dans un système est un concept central. Mais il ne peut être reconnu idéologiquement car personne ne veut admettre comment fonctionne le système capitaliste.

Ses ressorts et ses lois doivent demeurer cachés, non-sus.

Historiquement, plus le rôle du marché boursier se développe plus le lien entre masse des actifs financiers, valeur du GDP nominal, besoin de profit devient évident.

La montée en puissance et le rôle de plus en plus important des bourses dans le système moderne est équivalent à un processus de révélation du besoin de profit. Le besoin de profit émerge en même temps que grossissent les capitalisations des actifs financiers.

Le système produit sa propre révélation et se découvre par son manque de profit. Il extériorise ses ressorts cachés.

Par exemple ici, le système se révèle dans le dilemme auquel Powell est confronté : choisir de laisser filer l'inflation des prix des biens et services pour laisser monter le GDP nominal ou laisser s'effondrer la Bourse. C'est ce lien que l'incompétence de Lagarde nie.

Spontanément à la faveur d'un choc ou d'une erreur de pilotage, le besoin de profit et le besoin de restauration du lien entre la capitalisation boursière et la valeur nominale du GDP, a tendance à se manifester ; c'est une sorte de ressort bandé qui n'attend que l'opportunité de se détendre. C'est ce qui s'est produit en 2020 :

- Bourse = capitalisation des profits présents et futurs ;
- Hausse des bourses = hausse des besoins présents et futurs de profits ;
- Hausse des besoins présents et futurs de profits = inflation des prix des biens et services ;
- Inflation des prix des biens et services = hausse de la valeur du GDP nominal ;
- Hausse de la valeur du GDP nominal = restauration du lien organique séculaire entre la masse d'actifs financiers et la valeur nominale du GDP.

Finalement, il y a un lien complexe mais incontournable entre d'un côté la production de crédit, la valeur de la masse d'actifs financiers dans le système, le besoin de profit dans le système et la valeur nominale du produit intérieur brut.

Le lien de Hussmann et Warren Buffett entre les valorisations boursières et le GDP est un lien organique et non pas un lien rhétorique.

Dire que le marché financier est trop cher par rapport au GDP nominal (2,7 fois au lieu de 0,8 fois) n'est rien d'autre que dire que le besoin d'inflation contenu dans le système est devenu très élevé ; il y a une tension latente qui ne peut être résolue que soit par une accélération de l'inflation des prix des biens et des services, soit par effondrement de la Bourse.

Hussmann croit à un effondrement inéluctable de la Bourse, moi je crois à une envolée non contrôlée des prix des biens et des services un jour ou l'autre.

Entre les deux branches de l'alternative il y a une zone grise où l'on peut gagner du temps en augmentant les marges bénéficiaires réalisées dans le GDP c'est à dire que l'on peut surexploiter les salariés en attribuant au capital une partie plus importante de la Valeur Ajoutée, c'est ce que s'efforcent de faire les gouvernements et paupérisant les salariés.

C'est le schéma de travail, c'est le cadre analytique que j'utilise et que j'argumente en continu.

Ce qui est central c'est la production de crédit, cette production de crédit se stocke dans les actifs financiers, puis ensuite il y a débordement, il faut « délivrer » et le besoin de profit et de rentabilisation du capital provoque l'inflation des prix des biens et services. C'est l'inflation classique.

La dette nationale américaine vient d'atteindre un record de 31 500 milliards de dollars, en hausse de plus de 8 000 milliards de dollars depuis 2020. La dette fédérale totale par ménage est désormais de 240 000 dollars. Nous avons maintenant un ratio Dette/PIB plus élevé qu'après la Seconde Guerre mondiale, à 120%.

▲ [RETOUR](#) ▲

Et si le socialisme fonctionnait ?

Brian Maher 15 avril 2023

DAILY RECKONING



Et si le socialisme "marchait" ? Et si le communisme fonctionnait ?

En d'autres termes, que se passerait-il si l'économie collectiviste surpassait le capitalisme de marché et si Marx surpassait Smith ?

Les États-Unis devraient-ils adopter le collectivisme pour des raisons pragmatiques d'efficacité ? Ou doivent-ils s'en éloigner pour des raisons abstraites de principe ?

Après tout, les États-Unis se sont érigés sur le dur granit de la Nouvelle-Angleterre. La liberté a constitué ses fondations.

Les Américains d'aujourd'hui dynamiteraient-ils les fondations pour obtenir du porridge et un poulet dans chaque marmite... si l'économie collectiviste s'avérait plus efficace ?

Aujourd'hui, nous nous imposons des hypothèses fondamentales.

Défendre le capitalisme sur des bases pragmatiques

Lisez n'importe quelle littérature économique sur le "marché libre".

Prenez connaissance d'articles minutieux les uns après les autres. Parcourez des livres infiniment documentés, les uns après les autres.

Dans chacun d'entre eux, vous découvrirez des défenses tonitruantes du capitalisme de libre marché. Qu'est-ce qui les unit tous ?

La capacité supérieure du capitalisme à produire des biens et à produire de la richesse.

Le capitalisme de marché libre "livre la marchandise", tout simplement. Ce n'est pas le cas des systèmes économiques collectivistes.

L'efficacité est donc le Gibraltar du capitalisme, son Cervin.

Cela ne marche pas !

Par exemple, les batteurs d'estrade du capitalisme soutiennent que le capitalisme ne fonctionne pas : Les batteurs d'estrade du capitalisme affirment que le "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins" du marxisme est de la gnôle économique.

Cela ne fonctionne tout simplement pas, affirme l'adepte du marché libre.

Un homme transpirera et travaillera jusqu'à des degrés fantastiques pour améliorer son sort. Mais il ne le fera pas pour améliorer le sort de son voisin.

Le collectiviste peut qualifier cet homme d'"égoïste". Le collectiviste peut décrier sa "cupidité".

Mais il faut prendre cet homme tel qu'il est, dit le disciple d'Adam Smith. Ce n'est que lorsqu'il sera autorisé à poursuivre librement son intérêt personnel qu'il produira.

Si l'on étouffe ses ambitions, on étouffe ses énergies productives.

Le disciple de M. Smith vous rappellera un vieux dicton de l'Union soviétique : "Ils font semblant de nous payer, et nous faisons semblant de travailler".

L'homme réel, dans le monde réel, refusera l'échange. Il se contentera de mendier.

Contrôle des prix

Pendant ce temps, l'adepte du libre marché fera valoir que les contrôles des prix imposés par le gouvernement sont économiquement mortels.

Parce qu'ils bouleversent la magnifique structure d'incitation du capitalisme, ils entraînent des pénuries de marchandises - et des prix plus élevés pour les mêmes articles.

Imaginons qu'un gouvernement socialiste souhaite réduire le coût des gadgets pour sa population surchargée.

Il impose aux entreprises de vendre leurs gadgets à un prix contrôlé de 1 dollar l'unité. Pourtant, ces entreprises ne peuvent réaliser un bénéfice - et un bénéfice modeste - qu'en les vendant 2 dollars l'unité.

Pourquoi une entreprise produirait-elle des gadgets à perte ? La question est bien sûr la réponse. Elle ne le ferait pas.

Aujourd'hui, les consommateurs doivent se passer presque entièrement de leurs gadgets. Pourquoi ? Parce que le gouvernement a découragé leur production.

L'offre s'effondre, mais la demande demeure. Les gadgets qui arrivent sur le marché peuvent se vendre 3 ou 4 dollars, voire plus.

Tout cela parce que le gouvernement a voulu réduire le coût des gadgets à 1 dollar.

Une recette pour le chômage

Dans le même ordre d'idées, les exigences en matière de salaire minimum ont un effet autodestructeur. Elles réduisent l'emploi parce qu'elles obligent les employeurs à verser des salaires supérieurs à la valeur qu'un employé marginal apporte.

Pourquoi un McDonald's paierait-il un employé 15 dollars de l'heure... alors que sa contribution au travail ne justifie que 8 dollars ?

En l'absence de législation sur le salaire minimum, McDonald's pourrait embaucher cet employé. En présence d'une législation sur le salaire minimum, il est probable qu'il ne le fera pas.

Ce pauvre homme non qualifié doit donc se tourner vers l'aide publique. Ou bien il peut recourir à des activités illégales pour s'en sortir, en alourdissant encore le fardeau de la communauté par ses délits.

Pendant tout ce temps, il est privé des vertus et de la dignité du travail - des vertus et de la dignité qui lui permettraient de vivre toute sa vie.

C'est ainsi que l'adepte du libre marché adopte une position pragmatique contre les lois sur le salaire minimum.

Tout est vrai

Nous n'énumérons ici que quelques défenses populaires de l'économie de marché. Qu'il en soit immédiatement pris acte : Nous sommes entièrement d'accord avec eux.

Nous sommes avec les partisans de l'économie de marché, et avec eux jusqu'au moindre détail.

Nous sommes convaincus que le capitalisme de libre marché est infiniment supérieur au système collectiviste.

Nous vous renvoyons simplement à l'exemple soviétique pour étayer notre position. Mais nous posons à nouveau la question :

Et si ces doctrines économiques collectivistes "fonctionnaient" ? Et si le soleil se levait demain à l'ouest, si les polarités s'inversaient, si les politiciens cessaient de mentir...

Et si le collectivisme surpassait le capitalisme ?

Devons-nous adopter le collectivisme pour des raisons pratiques de plus grande efficacité... ou devons-nous le refuser pour des raisons philosophiques de liberté ?

Nous ne savons pas comment le peuple américain répondrait. Nous savons, en revanche, ce qu'en penseraient la plupart des hommes politiques.

"Vous êtes tous une bande de socialistes !"

Le grand économiste de l'école "autrichienne" - Ludwig von Mises - a un jour quitté avec fracas une réunion d'économistes qui vantaient les beautés du marché libre.

Ils se considéraient comme de fervents adeptes du capitalisme de marché. Lors de cette réunion, ils débattaient de la politique fiscale.

Comment le gouvernement pouvait-il collecter le plus de recettes fiscales possible sans fausser le marché libre ?

Alors qu'il se dirigeait vers la sortie, Mises s'est emporté : "Vous êtes tous une bande de socialistes !".

Comment pouvait-il qualifier de "socialistes" un groupe d'économistes partisans de l'économie de marché ? Ils étaient contre le contrôle des prix, les lois sur le salaire minimum et le reste.

Ils tentaient simplement de laisser à César ce qui est à César, tout en préservant la liberté économique.

L'engraissement du Léviathan

Pourtant, comme l'explique Lewellyn Rockwell, spécialiste de Mises :

Pour Mises, cette discussion présumait plusieurs notions erronées. Tout d'abord, le gouvernement a le droit de collecter autant de revenus qu'il le peut... les économistes devraient donner des conseils en tenant compte de ce qui est le mieux pour l'État... les économistes devraient essayer de concevoir des mesures d'interférence du gouvernement pour obtenir des résultats optimaux.

Pour Mises, les économistes ont un rôle à jouer dans la vie politique de la nation. Mais il ne s'agit pas de faciliter la vie de l'État et de la classe politique. Il ne s'agit pas de devenir des spécialistes de la justification de l'expansion du pouvoir de l'État...

Le bon économiste est censé livrer des vérités inconfortables qui le rendraient probablement impopulaire auprès de la classe politique. Il devait leur expliquer comment leurs taux d'imposition élevés nuisent gravement à la capacité des entrepreneurs à prendre des décisions éclairées sur l'avenir, comment les impôts empêchent les consommateurs d'épargner et d'investir pour eux-mêmes, et comment les impôts empêchent les hommes d'affaires de servir les consommateurs grâce à des produits et à un marketing innovants. En outre, un État recevant le maximum de recettes possibles serait un État expansionniste qui ne cesserait jamais ses interventions sur le marché...

En conclusion :

Mises pensait que les économistes qui tentaient de rendre cela possible... agissaient tout à fait comme les socialistes d'autrefois. Après tout, ce sont les socialistes qui ont été les premiers à concevoir l'économie comme une science au service de l'État.

Il n'y a pas d'économie de marché libre

Bien entendu, un authentique système de marché libre n'existe plus sur nos côtes depuis près d'un siècle.

Nous vivons dans ce que les professeurs d'économie appellent une économie "mixte". Toutefois, en toute justice, cette économie est dépourvue des interventions extravagantes de l'économie véritablement collectiviste.

Bien sûr, nous sommes de tout cœur avec le capitalisme de libre marché, et nous le déclarons ouvertement

Mais nous ne sommes pas pour le capitalisme de libre marché parce qu'il surpasse le collectivisme pour ce qui est de répondre à nos besoins matériels. Nous ne sommes certainement pas pour le capitalisme de libre marché parce qu'il engraisse l'État.

Nous sommes pour le capitalisme de libre marché pour une raison centrale et simple : c'est le système économique d'un peuple libre - un peuple authentiquement libre.

Nous n'avons pas de meilleure défense à offrir.

Si le marché fortement réglementé était d'une manière ou d'une autre plus efficace que le marché non réglementé, nous signerions pour le marché non réglementé - et pour toutes les inefficacités qui pourraient l'accompagner.

Bien entendu, le marché réglementé n'est pas plus efficace... du moins à nos yeux. Mais même s'il était plus efficace...

L'efficacité est-elle un bien supérieur à la liberté elle-même ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Cette Bud n'est pas pour vous

Jeffrey Tucker 14 avril 2023

DAILY RECKONING



À quoi pensaient-ils ?

Comment a-t-on pu croire que faire de la "femme trans" Dylan Mulvaney l'icône d'une campagne publicitaire de Bud Light, avec une canette de bière à l'effigie de Mulvaney, serait bon pour les ventes ?

Avec une publicité mettant en scène cette personne qui se pavane de la manière la plus grotesque qui soit ?

Dylan, qui avait déjà interviewé le président Biden lui-même sur les questions transgenres, célébrait les "365 jours de la féminité" avec une caricature grotesquement misogyne qui dégoûterait la quasi-totalité du marché de cette bière.

En effet, le cosplay de cette personne pourrait tout aussi bien être conçu pour discréditer l'ensemble de l'agenda politique des dysphoriques de genre.

Comme nous n'avons pas de mandat sur les bières que vous devez acheter, les ventes de cette bière se sont effondrées.

Les actions de la société mère Anheuser-Busch ont perdu 5 milliards de dollars, soit 4 % de leur valeur, depuis le lancement de la campagne publicitaire. Les ventes ont chuté de 50 à 70 %. Aujourd'hui, la société s'inquiète d'un boycott de plus en plus large de toutes ses marques. Un distributeur local du Missouri a annulé une représentation des chevaux Budweiser Clydesdale en raison de la colère du public.

En passant, cet article n'a rien à voir avec la transphobie ou la "haine". Je crois en la philosophie "*vivre et laisser vivre*". Si un adulte veut essayer de changer de sexe, c'est son affaire. Cela ne fait aucune différence pour moi. Je ne déteste certainement pas les personnes transgenres.

Cet article montre plutôt à quel point nos soi-disant élites sont déconnectées des Américains ordinaires.

Ne faites pas de politique dans la publicité

Les publicités sont censées vendre des produits, et non susciter une réaction massive de l'opinion publique qui se traduirait par des milliards de pertes. Cette erreur pourrait faire date, car elle marque une nette rupture avec la déférence des entreprises à l'égard des idées farfelues de l'académie et une volonté de se rapprocher davantage des réalités du terrain.

La personne qui a commis cette erreur est Alissa Gordon Heinerscheid, vice-présidente chargée du marketing pour Bud Light. Elle a expliqué que son intention était de faire de la bière le roi des bières "Woke".

Elle voulait s'éloigner de l'image d'une fête de fraternité "déconnectée" au profit d'une image d'"inclusivité". Tout porte à croire qu'elle y croyait vraiment. Plus probablement, elle rationalisait des actions qui lui permettraient de se vanter au sein de son cercle social.

En fouillant dans sa biographie personnelle, on trouve tous les signes prévisibles d'un détachement énorme de la vie normale : internat d'élite (Groton, 65 000 dollars par an), Harvard, Wharton School, stage convoité chez General Foods et directement vice-président de la plus grande entreprise de boissons au monde.

D'une manière ou d'une autre, rien n'est entré dans son cerveau, si ce n'est l'opinion d'une élite sur la manière dont le monde devrait fonctionner, avec des théories qui n'ont jamais été testées par les exigences du marketing dans le monde réel. Si seulement elle avait travaillé chez Chick-fil-A à un moment donné de son adolescence, et peut-être même conservé quelques relations amicales depuis lors. Cela aurait pu la protéger de cette erreur désastreuse.

Une cécité choquante à l'égard du courant dominant de l'Amérique

Elle est le parfait symbole d'un problème qui affecte la culture des entreprises et des gouvernements haut de gamme : une cécité choquante à l'égard du courant dominant de la vie américaine, y compris les classes populaires et les autres personnes moins privilégiées. Ils sont invisibles pour cette foule.

Et son type est omniprésent dans l'Amérique des affaires, avec ses énormes couches de gestion développées au cours de 20 ans de crédit lâche et de poussée pour une représentation symbolique aux niveaux les plus élevés.

Nous l'avons vu se manifester pendant trois ans et les types de la classe dirigeante ont imposé à l'ensemble de la population **des confinements, des masques et des vaccins** sans se soucier des conséquences et en s'attendant à ce que la nourriture continue d'être livrée à leur porte, quel que soit le nombre de jours, de mois ou d'années pendant lesquels ils resteront à la maison et resteront en sécurité.

Les classes populaires, quant à elles, ont été poussées devant l'agent pathogène pour apporter leur contribution à l'immunité collective afin que les riches et les privilégiés puissent préserver leur état de propreté, en réalisant des vidéos TikTok et en émettant des édits depuis leurs espaces sécurisés pendant deux, voire trois ans.

À la fin du XIXe siècle, l'aveuglement du détachement de classe était un problème qui consumait Karl Marx au point qu'il devint possédé par le désir de renverser les distinctions de classe entre le travail et le capital.

Il a donné le coup d'envoi d'une nouvelle ère de société sans classes sous la direction de l'avant-garde des classes prolétariennes. Cependant, dans tous les pays où ses rêves sont devenus réalité, une élite protégée a pris le pouvoir et s'est protégée des conséquences de ses rêves illusoires.

Les personnes qui, au cours des dernières décennies, ont bu si profondément au puits de la tradition marxienne semblent répéter cette expérience en se désintéressant totalement des classes inférieures, tout en creusant un fossé qui n'a fait que s'aggraver au cours des années d'enfermement pendant lesquelles elles ont contrôlé les leviers du pouvoir.

C'était effrayant à regarder et j'avais du mal à croire ce qui se passait. Puis, un jour, l'incroyable évidence m'est apparue. Toute l'opinion officielle de ce pays et même du monde entier - gouvernement, médias, entreprises, technologie - émanait des mêmes échelons supérieurs de la structure de classe.

La révolte des élites

Ce sont les personnes ayant reçu une éducation d'élite et disposant du temps nécessaire qui ont façonné l'opinion publique. Ce sont eux qui sont sur Twitter, dans les salles de presse, qui manipulent les codes et qui profitent de la vie d'ordinateur portable d'un bureaucrate permanent.

Leurs cercles sociaux étaient les mêmes. Ils ne connaissaient personne qui coupait des arbres, abattait des vaches, conduisait des camions, réparait des voitures et se réunissait pour payer ses salaires dans un petit restaurant. Les "ouvriers et paysans" sont des personnes que les élites ont tellement aliénées qu'elles ne sont plus que des personnages secondaires qui font fonctionner les choses, mais qui ne méritent ni leur attention ni leur temps.

Il en a résulté un transfert massif de richesses vers le haut de l'échelle sociale : les marques numériques, la technologie et Peloton ont prospéré, tandis que tous les autres étaient confrontés à un barrage de problèmes de santé, d'endettement et d'inflation.

À mesure que les classes se sont stratifiées - et oui, il y a des raisons de s'inquiéter du fossé entre les riches et les pauvres lorsque la malléabilité est restreinte - les producteurs intellectuels de politiques et d'opinions ont construit

leur propre bulle pour se protéger des points de vue contraires.

Ils veulent que le monde entier devienne leur propre espace de sécurité, quelles que soient les victimes.

Les lockdowns auraient-ils eu lieu dans un autre type de monde ? C'est peu probable. Et ils n'auraient pas eu lieu si les suzerains n'avaient pas eu la technologie nécessaire pour continuer à vivre normalement tout en prétendant que personne ne souffrait vraiment de leur projet.

"Le progrès

L'affaire Bud Light est d'autant plus surprenante que l'avènement de la société commerciale au haut Moyen Âge et tout au long de la révolution industrielle était censé atténuer ce type de stratification myope. C'est d'ailleurs ce qui a toujours été la critique la plus convaincante de Marx : Il s'insurgeait contre un système qui éliminait progressivement les démarcations de classes qu'il dénonçait.

Mais que se passe-t-il lorsque les élites des entreprises, en collaboration avec le gouvernement, deviennent elles-mêmes les diviseurs de classes ? Les fondements du capitalisme de marché commencent à s'éroder. Les travailleurs sont de plus en plus éloignés de la consommation finale du produit qu'ils ont rendu possible.

Il est typique que des gens comme moi - des libertariens favorables au marché - ignorent la question de la classe et son impact sur les structures sociales et politiques. Nous avons hérité du point de vue de Frédéric Bastiat selon lequel la bonne société repose sur la coopération entre tous et non sur le conflit des classes, et encore moins sur la guerre des classes. **Nous nous méfions de ceux qui s'insurgent contre l'inégalité des richesses** et la stratification sociale.

Pourtant, nous ne vivons pas dans de telles conditions de marché. Les systèmes sociaux et économiques de l'Occident sont de plus en plus bureaucratisés, entravés par les diplômes et réglementés, ce qui a gravement nui à la mobilité des classes. En effet, pour beaucoup de ces structures, l'exclusion des laissés-pour-compte est l'objectif principal.

Le résultat final de tout cela est une calamité pour les droits et les libertés gagnés au cours de mille ans de lutte.

Les fissures émergentes entre les classes - et les diffusions de notre classe dirigeante dans de nombreux secteurs publics et privés - suggèrent l'urgence d'une nouvelle prise de conscience de la signification réelle du bien commun, qui est inséparable de la liberté.

Une véritable inclusion

La directrice du marketing de Bud Light parlait bien d'"inclusivité", mais elle avait l'intention d'imposer tout sauf cela. Son plan a été conçu pour les 1 % les plus riches, à l'exclusion de toutes les personnes qui consomment réellement le produit, sans parler des travailleurs qui fabriquent et livrent le produit qu'elle était chargée de promouvoir.

Le fait que les marchés aient si brutalement puni la marque et l'entreprise pour cette profonde erreur montre la voie à suivre pour l'avenir. **Les gens devraient avoir le droit de choisir eux-mêmes le type de vie qu'ils veulent mener et les produits et services qu'ils veulent consommer.**

La dystopie de l'enfermement et de l'hégémonie de l'opinion publique - avec la censure - est devenue la politique à renverser pour que les travailleurs puissent se débarrasser des chaînes qui les lient.

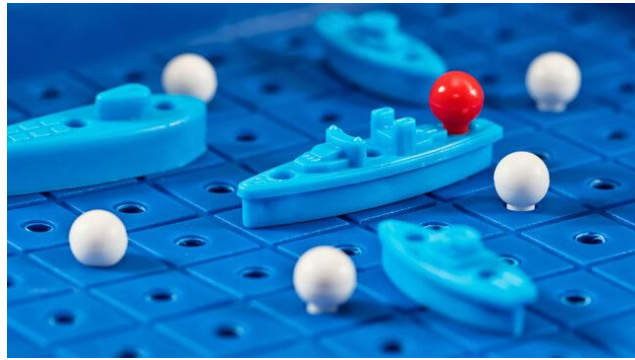
Les boycotts de Bud Light ne sont qu'un début.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les jeux de guerre prennent vie

Jim Rickards 17 avril 2023

DAILY RECKONING



Au cours des sept dernières années, j'ai donné un séminaire sur la guerre financière à l'école de guerre de l'armée américaine.

C'est toujours un plaisir et un défi parce que ces gens sont très intelligents au départ. Ce sont des personnes sérieuses et très pointues que toute grande entreprise aimerait avoir. Ils réfutent certainement le refrain populaire selon lequel le renseignement militaire est un oxymore.

Je peux vous assurer que ce n'est pas vrai.

J'ai généralement une douzaine d'étudiants de toutes les branches (armée de terre, marines, armée de l'air et garde-côtes) ainsi que des civils du département d'État, de la CIA et d'autres agences.

Ils sont généralement en milieu de carrière, âgés d'environ 35 ans. Certains sont plus âgés, avec le grade de lieutenant-colonel, de commandant ou de pilote de chasse.

Une fois, j'ai eu dans ma classe le vrai **TOPGUN** de l'école des armes de chasse de la marine américaine. Un type formidable.

Enfin une vraie guerre à discuter

Les étudiants sont tous triés sur le volet dans le cadre du programme d'arts stratégiques avancés. Ils bénéficient d'une formation accélérée en vue d'occuper des postes de haut niveau dans les commandements de combat ou au sein du Conseil national de sécurité.

Mon séminaire 2023 aura bientôt lieu. J'ai hâte de voir ce qui ressortira de tout ce va-et-vient. Il s'est passé tellement de choses au cours de l'année écoulée.

Mon séminaire 2022 a été le plus intéressant jusqu'à présent parce que j'ai dit aux étudiants qu'après six ans d'étude de guerres financières hypothétiques... nous avons enfin une vraie guerre à discuter.

Il s'agit bien sûr de la guerre en Ukraine.

Ça va les arranger !

Les sanctions financières imposées par les États-Unis et leurs alliés à la Russie étaient extrêmes et sans précédent. Dans une large mesure, l'économie russe a été exclue de l'économie mondiale.

La Russie a été exclue du système mondial de télécommunications financières SWIFT, ce qui a constitué un événement majeur. Une longue liste de banques, d'oligarques et de grandes entreprises russes a été inscrite sur la liste de ceux qui ne peuvent pas effectuer de transactions avec des parties occidentales. Il s'agit notamment de Gazprom (la principale compagnie russe de gaz naturel).

M. Biden a également interdit les exportations de semi-conducteurs, d'équipements de haute technologie et d'autres technologies vers la Russie.

Tout cela nous a permis de discuter des résultats dans le monde réel plutôt que de scénarios de jeux de guerre. J'ai dit à la classe que les sanctions américaines seraient pires que des échecs.

J'ai soutenu que non seulement les sanctions ne parviendraient pas à dissuader la Russie ou même à causer des dommages économiques importants, mais qu'elles se répercuteraient sur les États-Unis et nuiraient à notre position économique dans le monde. J'ai rencontré beaucoup de scepticisme de la part de la classe.

Ce n'est pas grave, c'est ainsi que se déroulent les séminaires. Ils sont conçus pour être des tables rondes avec beaucoup d'interactions et de débats. Il ne s'agit certainement pas d'un cas où "le professeur sait mieux que quiconque".

Ce type de séminaire est conçu pour faire ressortir le meilleur de chacun, afin que rien ne soit négligé. Cela dit, je ne m'étais pas trompé dans mes prévisions.

La Russie n'est pas un punching-bag

Si l'on additionne toutes les sanctions, beaucoup s'attendaient à une baisse de l'ordre de 25 % du PIB russe en 2022. C'est énorme. Mais en réalité, l'économie russe n'a connu qu'un léger ralentissement en 2022, et non l'effondrement que beaucoup prédisaient. Selon les meilleures estimations pour 2023, l'économie russe surpassera l'économie américaine.

Pourquoi ai-je pu prévoir avec succès que les sanctions ne fonctionneraient pas alors que tant d'autres "experts" se sont trompés ?

La réponse est que je savais que la Russie n'était tout simplement pas un punching-bag capable d'encaisser des coups sans concevoir des solutions inventives pour contourner les sanctions.

Par exemple, comme je l'ai expliqué à la classe de l'année dernière, il est facile d'échapper aux sanctions, même dans un monde de surveillance par satellite et de repérage par GPS.

Les États-Unis et l'Union européenne ont interdit l'achat de pétrole exporté par la Russie au moyen de navires-citernes, à moins que le prix ne tombe en dessous d'un plafond arbitraire imposé par les États-Unis.

Yellen commence-t-elle à comprendre ?

Les observateurs chevronnés du commerce international et des sanctions savent qu'il est facile de contourner les sanctions. Les seuls qui ne savent pas à quel point c'est facile sont les crânes d'œuf comme Janet Yellen, qui ont passé toute leur carrière dans un cocon gouvernemental et n'ont jamais travaillé dans le monde réel du commerce international.

Peut-être qu'elle commence enfin à comprendre. Mme Yellen admet que l'armement du dollar peut aboutir à sa destruction, car les adversaires cherchent des alternatives. J'ai expliqué cette dynamique au Pentagone et au Trésor il y a dix ans. Les enfants les plus lents de la classe sont enfin en train de rattraper leur retard.

Même lorsque la guerre cinétique sera terminée, la guerre économique se poursuivra et ses effets sur l'économie mondiale (et pas seulement sur la Russie) dureront des décennies.

Aujourd'hui encore, le dollar américain est largement remplacé dans le monde comme monnaie de paiement par des roubles, des yuans, des roupies et d'autres monnaies de pays en développement.

Je l'avais prédit il y a des années

En 2009, j'ai animé et participé au tout premier jeu de guerre financier organisé par le Pentagone. Ce jeu de guerre s'est déroulé au très secret Warfare Analysis Laboratory of the United States (nom de code : WALRUS), situé dans l'Applied Physics Laboratory, à peu près à mi-chemin entre Washington et Baltimore.

J'ai écrit à ce sujet en 2011 dans les chapitres 1 et 2 de mon livre Currency Wars. Le scénario que j'ai présenté à l'époque était que la Russie et la Chine accumuleraient d'importantes réserves d'or, mettraient leur or en commun et lanceraient une nouvelle monnaie numérique adossée à l'or à la place du dollar américain.

La Russie et la Chine insisteraient alors pour que tout achat d'énergie russe ou de produits manufacturés chinois soit payé dans la nouvelle monnaie. Il s'agirait d'un effort manifeste pour se soustraire à l'hégémonie du dollar américain et pour se protéger des sanctions économiques basées sur le dollar.

Bien entendu, c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui.

La banque centrale russe vient d'annoncer que ses réserves de devises et d'or s'élevaient à 600 milliards de dollars. Il ne manque que 30 milliards de dollars pour atteindre les niveaux d'avant-guerre, et ces réserves continuent de croître. La Russie a réussi à faire cela en dépit du régime de sanctions le plus agressif jamais imposé.

Je ne manquerai pas de l'expliquer soigneusement à ma prochaine classe. Espérons qu'ils seront bientôt aux commandes.

L'Union européenne a également pris des mesures pour interdire à tout pétrolier transportant du pétrole russe de participer au commerce avec tout État ayant adhéré aux sanctions.

Comment cela se passe-t-il ? Ce n'est pas le cas.

L'émergence d'une "flotte fantôme"

Une "flotte fantôme" est apparue pour transporter le pétrole russe sans tenir compte des sanctions. Les navires ont été vendus par leurs anciens propriétaires à de nouveaux propriétaires dont le nom et l'adresse ne sont pas clairs.

Les pétroliers peuvent éteindre les émetteurs GPS lorsqu'ils sont en route. Les bureaux des exploitants de navires ont été fréquemment déplacés. L'assurance est obtenue auprès de syndicats ad hoc qui peuvent utiliser des pools d'auto-assurance ou qui peuvent obtenir une réassurance par l'intermédiaire de couches de sociétés fictives.

Certains services essentiels peuvent être obtenus auprès de pays comme l'Inde et la Chine qui n'ont jamais adhéré au régime de sanctions. En bref, les exportations de pétrole russe se déroulent comme d'habitude, moyennant quelques obstacles en matière de documentation et quelques frais pour les intermédiaires.

Cette technique a été mise au point par le célèbre négociant en matières premières Marc Rich dans les années 1990 pour aider l'Irak à exporter du pétrole à l'époque où Saddam Hussein et l'Irak étaient la cible de sanctions. Marc Rich a ainsi fait fortune.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le capitalisme du goulag

Ce que les gens veulent et ce qu'ils méritent

Bill Bonner 13 avril 2023



Bill Bonner nous écrit de *Buenos Aires, Argentine...*



Qu'est-ce qui ne va pas avec le capitalisme ? Qu'est-ce qui ne va pas avec l'économie américaine ? Pourquoi ne rend-elle pas les gens plus riches ?

Flash info du Telegraph :

Toutes les économies occidentales sont aujourd'hui confrontées aux conséquences de deux décennies d'erreurs économiques fondamentales. Les taux d'intérêt sont le signal d'alarme. Ils sont beaucoup trop bas pour une économie de marché.

Le capitalisme, s'il est laissé à lui-même, améliore généralement la situation des gens. S'ils veulent plus d'argent, ils travaillent pour l'obtenir... et l'obtiennent. Si c'est plus de loisirs qui les intéressent vraiment... ils peuvent l'obtenir aussi. Plus de hula hoops ? Plus de Bud Light ? Plus de responsables de la diversité ? C'est là que l'histoire se complique.

Dans un système capitaliste, les gens obtiennent de "l'argent" en fournissant des biens et des services à d'autres personnes. Ensuite, ils utilisent leur argent pour "voter" pour ce qu'ils veulent. Naturellement, s'ils veulent des fauteuils à bascule, les capitalistes les leur fournissent. L'ensemble du "système", si l'on peut l'appeler ainsi, vise à satisfaire les désirs et les besoins du "peuple".

Qui veut quoi ?

Cela ne veut pas dire que tout le monde obtient ce qu'il veut. Les gens font des erreurs. Ils font de mauvais choix. Ils prennent de mauvaises habitudes. Ainsi, ce qu'ils obtiennent en réalité n'est pas exactement ce qu'ils veulent, mais ce qu'ils méritent.

Mais qu'en est-il des responsables de la diversité ? Qui en veut ? Pourquoi les avons-nous ? Qui

vote pour eux ?

Il s'avère qu'il y a des gens qui veulent que vous dépensiez de l'argent pour ce qu'ils veulent, plutôt que pour ce que vous voulez.

Personne ne veut d'un comptable fiscal. Mais l'élite qui dirige le gouvernement a fait en sorte que vous en ayez besoin.

Qui a voulu dépenser environ **100 000 dollars par foyer** pour que le Pentagone puisse **perdre une guerre de 20 ans au Moyen-Orient** ? Qui veut payer pour une politique antidrogue qui ne fonctionne pas ? Qui veut envoyer de l'argent en Ukraine, où des centaines de millions sont détournés par l'élite corrompue ? **Qui veut payer davantage de régulateurs pour leur dire ce qu'ils doivent faire ?**

Et si l'on considère l'ensemble du budget fédéral - *OMG*, qui veut cela ? Cette année, le gouvernement fédéral dépensera près de 6 000 milliards de dollars. Jusqu'à présent, à mi-parcours de l'année, qui commence en octobre, le déficit a atteint un niveau record. Fox :

Le déficit du budget fédéral atteint 1,1 trillion de dollars au premier semestre de l'exercice 2023, soit 430 milliards de dollars de plus que l'année dernière.

Les dépenses publiques ont augmenté de 13 % depuis le début de l'année par rapport à 2022, tandis que les recettes ont baissé de 3 %, selon le CBO.

Des coûts incalculables

En d'autres termes, le gouvernement fédéral dépense environ 5 dollars pour chaque 4 dollars de recettes. L'excédent est comptabilisé dans **la dette**, qui s'élève aujourd'hui à près de 32 000 milliards de dollars. Cela représente environ **400 000 dollars par ménage**, qui seront très probablement "payés" sous la forme d'une inflation des prix à la consommation.

Et quel idiot voudrait épargner de l'argent pour le prêter ensuite à une banque ou au gouvernement à un taux inférieur à l'inflation ? C'est pourtant ce que tout le monde a été contraint de faire pendant plus d'une décennie entière. Et même aujourd'hui, après plus d'un an de "retour à la normale", le taux directeur corrigé de l'inflation est toujours inférieur de près de 2 % à l'IPC.

Ce dernier point est important. Car le coût est incalculable. Le prix de l'argent est l'information la plus importante de tout le système. Et si elle est faussée... et fausse... tout commence à se déformer et à vaciller.

Le coût de l'argent (taux d'intérêt) nous indique où investir... et où ne pas investir. Si le taux d'intérêt est de 5 %, un projet doit rapporter 6 ou 7 % pour atteindre le seuil de rentabilité. En

delà, le capital est détruit.

Mais si le taux d'intérêt est de 2 % NÉGATIFS... où investir ? Vous ne le savez pas. Pourriez-vous emprunter de l'argent, acheter de l'or, l'enfouir dans le sol et attendre de pouvoir rembourser votre prêt à quelques centimes ? Peut-être. L'investissement à long terme nécessite des chiffres fiables. Et tous les chiffres sont douteux. Mieux vaut prendre l'argent maintenant - sous forme de dividendes... ou de hausse du cours des actions. Ou de spéculer - cela ne coûte rien d'emprunter... alors pourquoi ne pas tenter sa chance ?

Le capitalisme du goulag

Il en résulte une baisse du type d'investissement réel dont l'économie a besoin. La production s'effondre. La productivité diminue. La croissance et la prospérité réelles disparaissent.

Corrigés de l'inflation, les salaires réels viennent de baisser pour le 24^e mois consécutif.

La croissance du PIB réel ne représente que la moitié de la moyenne des 63 années allant de 1954 à 2017.

Comme nous l'avons calculé la semaine dernière, il faut aujourd'hui au travailleur moyen trois fois plus de temps qu'en 1971 pour acheter une maison moyenne.

Et, oh oui, il y a un boom de la construction. Les nouvelles maisons sont construites au même rythme qu'en 1978. C'est une bonne nouvelle, mais les États-Unis comptent aujourd'hui 100 millions d'habitants de plus que dans les années 70.

Qu'est-ce qui ne va pas avec le capitalisme ? La réponse est très simple : rien.

Le capitalisme fait de son mieux. Même dans les goulags soviétiques, le capitalisme se poursuivait, les prisonniers échangeant de la nourriture et des vêtements. Où qu'ils soient, les gens essaient de produire des choses que les autres veulent... et d'échanger avec eux les choses qu'ils veulent.

Les taux d'intérêt fictifs de la Fed n'ont pas arrêté le capitalisme. Pas plus que la dette fédérale de 31 000 milliards de dollars, dont la quasi-totalité a été dilapidée dans des guerres, des mesures de relance et des gâchis. Mais ils ont rendu beaucoup plus difficile pour les gens d'obtenir ce qu'ils voulaient vraiment.

▲ [RETOUR](#) ▲

Sur les oiseaux et les abeilles

Une biologie qui bouscule les genres, des rencontres torrides dans les aéroports et une histoire de coopération...

BILL BONNER 14 AVRIL 2023



Bill Bonner nous écrit de Buenos Aires, Argentine...



Aujourd'hui, nous faisons une pause comique.

Nous sommes assis dans la salle d'attente de KLM à Buenos Aires. En face de nous se trouve un couple d'amoureux. Dans ce que l'on appelle une "romance d'automne", le couple semble avoir la cinquantaine. Lui est chauve. Il est bedonnant. Elle, blonde décolorée... avec une peau qui s'est ridée, peut-être à cause d'un excès de bronzage. C'est probablement la deuxième fois qu'ils partent tous les deux.

Sont-ils en route pour l'Europe pour... une lune de miel ? Nous ne le savons pas, mais ils ne peuvent s'empêcher de se toucher. Après avoir échangé de tendres baisers... des regards nostalgiques... et des caresses, ils se sont finalement assis tous les deux sur une seule chaise, afin d'être plus proches l'un de l'autre. Et maintenant, oh mon Dieu... elle a mis sa jambe en justaucorps léopard sur la sienne. Ils se font des câlins.

Cela se passe dans le salon de la classe affaires... et pourquoi pas ? C'est la plus ancienne classe affaires de la planète. Nous allons maintenant nous pencher sur l'étrangeté de cette activité. Independent News rapporte :

Un "professeur" d'université affirme qu'il n'y a pas de sexe BIOLOGIQUE

Nous avons regardé la courte vidéo. En effet, une personne prétendant être un professeur - un expert ! - de l'université de Virginie occidentale a nié l'existence d'une base biologique pour le sexe. "C'est une construction sociale", a-t-elle insisté.

Concepteurs aveugles

Si l'on ferme les yeux et que l'on retient sa respiration suffisamment longtemps, on peut croire à peu près n'importe quoi. Personne ne doute qu'il y a beaucoup de constructions sociales en cours... mais il y a aussi quelque chose de plus. Aucun architecte humain n'a conçu l'homme et la femme.

Pris dans la toile de l'appât à clics qui passe pour de l'information, nous avons regardé une autre courte vidéo. Celle-ci s'est déroulée à l'université d'État de Portland, où des professeurs tentaient d'organiser une discussion sur le sujet. Ils ont demandé quelle était la différence entre les hommes et les femmes. Mais lorsqu'une professeure a osé révéler que "les hommes sont généralement plus grands que les femmes", les étudiants ont organisé un bruyant débrayage.

Un autre professeur a lancé un appel à la raison, tentant en vain de trouver un terrain d'entente avec les étudiants :

"C'est une université, si nous ne pouvons pas en parler ici, où pourrions-nous en parler ?

Peu importe. Les jeunes n'ont pas du tout marché pour en parler. Ils étaient consternés. La taille ne semble pas être une "construction sociale". Mais pourquoi en parler ? Ils n'avaient pas besoin de remarquer quoi que ce soit, parce qu'ils avaient déjà trouvé la vraie religion. Dans leur état de piété exaltée, la "science était réglée". Ils savaient qu'il n'y avait pas de différence intrinsèque entre les hommes et les femmes... et rien qui ne puisse être corrigé avec des "hormones et de la chirurgie". C'est le seul principe inattaquable de la nouvelle foi. Et les hérétiques seront annulés, dé-platformés, dé-financés... et brûlés sur le bûcher.

Paroles de sagesse

"Tu sais, Don Bill", commence Elizabeth avec la sagesse enjouée du côté féminin de la famille, "[une nièce] a annoncé qu'elle était gay. Elle a une petite amie qu'elle appelle 'ils'. Et elle prend cela très au sérieux. Si vous voulez savoir comment va sa petite amie, vous êtes censé dire : 'Comment va-t-elle ?' Bien sûr, on ne veut pas dire quelque chose d'aussi ridicule, alors on ne demande pas."

"Que lui est-il arrivé ?"

"Je ne sais pas. Elle semblait tout à fait normale jusqu'à récemment. Puis elle a eu une amie qui a annoncé qu'elle était lesbienne. Et puis c'est devenu le dernier truc à la mode... toutes les filles voulaient être lesbiennes. Je pense qu'elle le fait pour être cool.

"Dans ce cas, le lesbianisme peut vraiment être une 'construction sociale'... une sorte de déclaration de mode, je suppose. Et cela lui évite d'avoir à essayer de s'entendre avec un

homme. J'espère qu'elle sera heureuse. Mais le fait est que si elle ne crée pas de lien avec un homme lorsqu'elle est jeune... elle n'y parviendra peut-être jamais. Ou il sera peut-être trop tard pour avoir des enfants. Le temps n'est pas une construction sociale. Le fait d'avoir des enfants non plus.

"Il n'y a rien de mal à choisir de ne pas avoir d'enfants....un grand nombre de femmes n'ont pas d'enfants et sont parfaitement heureuses. Mais ce sera triste si, à 45 ans, elle se rend compte qu'elle a raté quelque chose d'important. Elle pourrait avoir l'impression d'avoir couru après un mirage... d'avoir été victime d'un grand nombre d'idées à la mode.

"Elle ne serait pas la première. Je me souviens qu'en grandissant dans les années 70, nous avions de nombreuses occasions de gâcher notre vie. Nous allions à des fêtes à New York où l'on distribuait de la cocaïne. On attendait de nous que nous ayons des relations sexuelles occasionnelles à l'université. Et puis, les femmes instruites étaient encouragées à se comporter comme des hommes ; nous étions la génération Hillary Clinton. Nous étions censées donner la priorité à notre carrière... devenir juges et scientifiques, et non pas "rester à la maison et faire des cookies", comme l'a dit Hillary.

"L'idée que les hommes et les femmes doivent faire les mêmes choses est un non-sens évident. Nous nous réunissons parce que nous sommes différents, pas parce que nous sommes identiques. Je me souviendrai des anniversaires des petits-enfants, comme vous l'avez dit ; vous vous souvenez de la moyenne à la batte de Boog Powell en 1966. Ce n'est pas toujours facile ; nous faisons toujours des compromis. Mais c'est le monde dans lequel nous vivons.

"Et peut-être que ces jeunes peuvent vraiment créer un monde meilleur, mais je ne parierais pas là-dessus.

Comme sur Discovery Channel

Chasser les mirages, c'est ce que nous faisons tous. Richesse, pouvoir, statut - tout ce qu'il y a de plus normal. Puis, avec l'âge, le désir et la capacité s'estompent. Finies les voitures rapides. Finie la richesse ostentatoire. Finis les maillots de sport et les bikinis. Au lieu de cela, nous renonçons à notre richesse et à notre pouvoir, et nous finissons par mourir dans une maison de retraite en Floride, sans un sou, vêtus d'une paire de pantoufles, d'un pantalon kaki, d'une chemise à carreaux et d'un cardigan gris. Sur le mur derrière nous, il y a une photo de nous avec la famille quand nous étions encore compos mentis.

De quoi se réjouir !

En attendant, nous avons des mirages à poursuivre. Comme nous l'avons décrit dans ces pages, la plupart de nos vanités - si ce n'est toutes - proviennent d'une pulsion innée de procréation. Ce n'est pas non plus une construction sociale. C'est notre raison d'être. Presque tout ce que nous faisons - de l'écriture de livres à l'augmentation mammaire - est destiné à montrer quels bons

compagnons nous serions. C'est pourquoi nous voulons être "cool". Mais quel monde étrange ! Autrefois, les femmes s'inscrivaient elles-mêmes dans des couvents. Certains groupes, tels que les Shakers, ne voulaient plus avoir de relations sexuelles. Aujourd'hui, de jeunes femmes "sortent du placard". Elles font ces choses parce qu'elles pensent qu'elles sont "cool". Mais quelle façon de procréer !

Lorsqu'il s'agit de changer de sexe, le magazine Newsweek doit être le plus cool... ou le plus stupide... de tous. Deux fusillades de masse ont eu lieu récemment. Dans l'une d'elles, une personne "trans" - un "ils" - a tiré sur une école, tuant 6 personnes. Il s'agit d'une véritable histoire d'homme qui mord le chien. Les personnes transgenres ne représentent qu'une infime partie de la population ; ce seul incident les a donc marquées, statistiquement, comme l'un des sous-groupes les plus dangereux du pays. Lors d'un autre incident, un "homme" a tiré sur une banque. La presse a semblé réticente à s'attarder sur le premier incident. Cela ne convenait pas à la narration privilégiée. Mais pour le second, Newsweek s'est emballé. Voici le pilier autrefois respectable de l'establishment médiatique américain :

Les pronoms de Connor Sturgeon, le tireur de Louisville, suscitent l'indignation

Le suspect a été identifié comme étant Connor Sturgeon, 23 ans, ancien employé de la Old National Bank, où la fusillade a eu lieu, ont déclaré lundi des responsables du département de la police métropolitaine de Louisville. La fusillade a fait au moins quatre morts et neuf blessés et survient quelques semaines seulement après la fusillade dans une école de Nashville, dans le Tennessee, qui a fait six morts, dont trois enfants.

Avant son identification par la police, des utilisateurs de médias sociaux ont partagé des captures d'écran d'un profil LinkedIn associé à Sturgeon qui montrait l'utilisation des pronoms "il" et "lui", ce qui a suscité des critiques en ligne.

Une indignation sélective

L'indignation rapportée par Newsweek vient du fait que l'accusé s'est désigné lui-même d'une manière généralement acceptée. En anglais, un homme est décrit comme "he" ou "him", selon l'usage qui en est fait dans une phrase. Mais l'utilisation de "he/him" comme pronoms personnels aurait dû alerter les autorités (selon Newsweek)... que l'homme était un meurtrier de masse :

Sebastian Gorka, commentateur conservateur et ex-conseiller de l'ancien président Donald Trump, a écrit sur Twitter que Sturgeon "affichait fièrement ses "pronoms" en ligne" et a appelé cela un "#RedFlag".

Gunther Eagleman a écrit : "Les pronoms tuent... Le tireur de la banque de Louisville, Connor Sturgeon, s'est identifié comme étant un Il/Elle."

Qu'en penser ? Nous ne le savons pas... mais vu le nombre de mensonges dans la presse populaire,

tout ce que nous pouvons dire, c'est "bonne chance" au couple heureux dans la salle d'attente. Ce n'est peut-être pas la première fois qu'ils font le tour de la piste, ni l'un ni l'autre. Mais peut-être que cette fois-ci, ils atteindront la ligne d'arrivée.

▲ [RETOUR](#) ▲

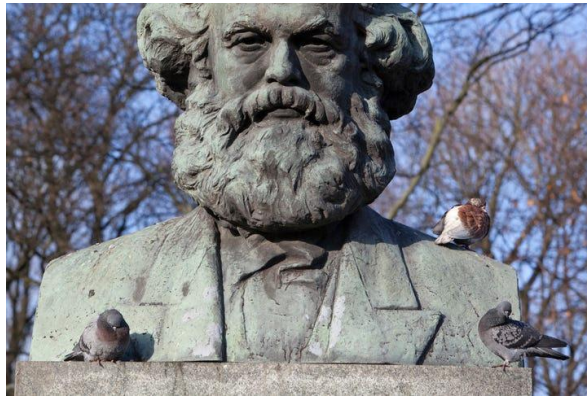
.L'empire de la décadence

La folie du collectivisme, la "malédiction" du capitalisme et les leçons de la fin du monde...

Bill Bonner 17 avril 2023



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Dublin, en Irlande...



Aujourd'hui, nous tournons la tête, nous regardons en arrière... en essayant de tirer des leçons de notre expérience en Argentine. Mais nous commençons par remarquer les changements survenus en Amérique. TIME Magazine, par exemple, était autrefois respectable et intelligent. Aujourd'hui, regardez-le :

Nous avons trop longtemps fait passer l'individualisme avant le bien commun

Le génie de l'Amérique ne réside pas seulement dans son esprit d'entreprise et son individualisme à toute épreuve, mais aussi dans sa décision de veiller à ce que cette valeur de la responsabilité personnelle et de la réussite ne soit jamais absolue. À des degrés divers au cours de notre histoire, cette valeur s'est accompagnée d'un souci de la communauté et de la collectivité. Nous avons mesuré le succès à la fois en fonction de notre réussite et de celle des communautés et du pays auxquels nous appartenions, et nous avons eu tendance à considérer que notre bien-être individuel et collectif étaient étroitement liés.

Si nous nous attaquons aujourd'hui à TIME, ce n'est pas parce que ses propos sont uniques, mais parce qu'ils sont très répandus. Une grande partie de la population est d'accord avec elle. "Le capitalisme est une malédiction", disent les milléniaux. "Ouais... les gens ne pensent qu'à eux-

mêmes", disent-ils. Ou encore : *"Les gens qui réussissent devraient 'rendre' à la communauté"*. Les politiques qui coûtent des milliards de dollars sont régulièrement justifiées par le fait qu'elles ne rendront pas quelques personnes riches, mais qu'elles "serviront la communauté" et que, d'une manière ou d'une autre, elles seront bénéfiques pour tous.

Venez à Marx

Même la Heritage Foundation, censée être "conservatrice", a eu son heure de gloire avec Marx. Business Insider :

"La lutte contre les monopoles, la redistribution des revenus et même l'orientation de la production dans les industries essentielles sont autant d'options de politique publique valables", affirme un nouveau rapport de Heritage... Il s'agit d'un revirement radical par rapport à la fois au libre marché et à la politique industrielle de l'Union européenne à laquelle Heritage s'est opposée en 2019.

Heritage a déclaré que l'objectif du rapport était de clarifier les désaccords entre les deux principales branches du conservatisme. D'un côté, il y a les conservateurs nationaux, comme le sénateur Josh Hawley, qui veulent que le gouvernement stimule la fabrication nationale et démantèle les grandes entreprises technologiques. De l'autre, les conservateurs libertaires, comme le sénateur Rand Paul, qui s'opposent à toute ingérence dans les marchés libres.

La fusion reaganienne des marchés libres, du traditionalisme social et de l'anticommunisme "est fondamentalement morte", a déclaré à Insider Geoff Kabaservice, vice-président des études politiques au centre de réflexion Niskanen, axé sur le marché.

Mais tout cela n'est que du bla-bla. Il y a toujours quelqu'un qui prend les décisions. Dans un marché libre, elles sont prises par les acheteurs, les familles, les individus qui "votent" pour ce qu'ils veulent avec leur propre argent. Dans un marché non libre, quelqu'un d'autre décide.

Et il n'y a pas de "politiques" qui profitent au "bien commun". Au contraire, chaque loi et chaque règlement prend à certains et donne à d'autres. Les seules exceptions sont les règles générales, fondamentales, efficaces et universelles - conduire à droite (ou à gauche !)... ne pas voler... ne pas tuer... ne pas escroquer les gens. Probablement moins de 2 % des dépenses fédérales entrent dans cette catégorie. Pour le reste, des agneaux sont abattus pour que les loups puissent manger un "gigot roti".

Pas de consentement donné

TIME commence par une fraude typique. Il parle de "notre décision", comme si nous étions tous dans le même bateau. Mais nous ne nous souvenons même pas qu'on nous ait demandé notre avis. Vous a-t-on demandé votre avis ? Non, pas du tout. Bien sûr que non.

Aucun consentement n'a jamais été donné. Et l'idée que "nous" pouvons choisir de faire passer "l'individualisme avant le bien commun" est tout simplement absurde et stupide. L'individualisme est la source du "bien commun", pas une alternative à celui-ci. Chacun d'entre nous décide pour lui-même de ce qu'il veut. Des millions de ces décisions - agrégées et informées par des millions de transactions sur des milliers d'années - ont déterminé ce que nous avons... ce que nous obtenons... et ce que nous sommes. Une communauté forte est simplement une communauté dans laquelle les gens choisissent ce qu'ils veulent et obtiennent ce qu'ils méritent.

Les appels à la "responsabilisation de la communauté"... ou au "bien commun" ne sont en fait que des escroqueries. Sauf dans de rares cas, la vie humaine est toujours collective... communautaire... associative. Il y a des familles... des clubs... des religions... des entreprises... le travail, l'amour, la prière - toutes ces choses rassemblent les gens. Lorsque des personnes font des affaires ensemble... travaillent ensemble... vont à l'église ensemble... se marient... chantent dans des chorales... font leurs courses dans un magasin local - toutes ces activités sont des activités "collectives" volontaires. Elles contribuent toutes au "bien commun", car elles aident les gens à obtenir ce qu'ils veulent.

Parasites élitistes

La seule vraie question est de savoir si nous choisissons pour nous-mêmes... ou si quelqu'un d'autre choisit pour nous. Voici un exemple qui est apparu au cours du week-end.

Exemple : **le Forum économique mondial** veut rendre le stationnement plus cher pour que vous soyez obligés de voyager à sa manière. Voici le WEF :

Le défi : dans de nombreuses villes, le prix des places de stationnement dans les rues est insuffisant ou les places de stationnement en dehors des rues sont surabondantes. En moyenne, le stationnement occupe environ un tiers de la surface de la ville, avec environ huit places pour chaque voiture. Les espaces optimisés pour les voitures réduisent la capacité des villes à accueillir d'autres types de transport en commun, ou des solutions telles que des stations d'accueil pour vélos ou scooters partagés, ou des stations de recharge pour véhicules...

Ne serait-ce pas amusant ? Supprimer les parkings pour partager un vélo ! Moins de CO2, la planète est sauvée !

Heureusement que les élites sont à la manœuvre.

Subventions, réglementations, sanctions. Mieux encore, sortez les armes et aboyez des ordres... envoyez-les dans des goulags... lâchez les percepteurs d'impôts... **la police de la pensée...** les vieux portent des draps blancs et brûlent des croix... les jeunes mettent des brassards et incendient des banques - pour le "bien commun", bien sûr.

Lorsque les empires atteignent leur stade de décadence... lorsque l'élite devient parasitaire... lorsque l'argent va mal et que la société est sens dessus dessous - alors, les voyous sortent et les pacificateurs disparaissent - les brutes et les bandits deviennent les décideurs... transférant le pouvoir de ceux qui ont une peau dans le jeu à ceux qui "parlent bien"... et de ceux dont les décisions améliorent leur propre vie, à ceux qui prétendent améliorer la vie des autres.

Hola ! Bienvenue en Argentine ! C'est là que tout s'est passé il y a 70 ans. Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader.

[**▲ RETOUR ▲**](#)